

« Chaque petite victoire en faveur des droits fondamentaux, c'est un pas dans l'intérêt des générations suivantes. Parfois, il a fallu se battre des années pour reconnaître des droits aujourd'hui contestés. »

Sibylle GIOE

Présidente de la Ligue des droits humains

Au rendez-vous de l'humanité!

Plus de 300 millions de personnes ont aujourd'hui un besoin aigu d'assistance humanitaire et de protection, s'alarment les Nations Unies.

Conflits, catastrophes climatiques, profondes inégalités économiques... Ces causes se conjuguent souvent. Des alternances de sécheresse et d'inondations engendrent 75 millions de personnes déplacées dans une précarité extrême.

Dans toutes les situations de souffrance, nous répondons présents par notre travail d'accueil, de conseil, de soutien et d'intégration des personnes vulnérables, par nos actions à l'international.

En ces temps difficiles, où les perspectives joyeuses manquent cruellement, nous vous invitons à imaginer un monde meilleur.

Il ne s'agit pas de se mettre la tête dans le sable ou d'ignorer les nombreuses tensions actuelles et bien réelles, mais de garder la tête froide et de refuser de succomber au cynisme ou, pire encore, au fatalisme ou à un nihilisme stérile.

Chaque étape d'écriture s'est accompagnée de perplexité et d'incertitude face aux différentes

manières d'interpréter, d'éclairer judicieusement nos différents champs d'action.

Soutenues par un reportage photographique qui illustre notre travail de proximité, nous avons essayé de redonner un visage, un corps, des contours définis à toutes ces personnes et d'avoir un rapport intime avec elles.

Ce rapport n'aborde pas des utopies de manière noire, bien au contraire.

Il s'agit de défendre les droits socio-économiques, l'accès à un emploi et à la culture, la fin des violences, les politiques genrées, la valorisation du travail de soin et de toutes les activités invisibles qui rendent possible la vie. Nous plaçons le « care » au cœur de l'économie, mais aussi en tant que question politique fondamentale, révélatrice des angles morts de la démocratie.

La rigueur qui caractérise notre travail d'éducation permanente reste de mise. Notre objectif est plutôt d'analyser et d'en comprendre les diverses déclinaisons, mais aussi les pièges qu'il peut renfermer, c'est-à-dire de mener une réflexion sérieuse sur l'état des politiques, sur le militantisme citoyen et sur nos droits et libertés.

Avec ces nuages qui s'amoncellent et ces heures bien sombres, je vous invite donc à cheminer à nos côtés, de découvrir les instants vécus, nos enquêtes de terrain, nos expertises et de rencontrer ces femmes et ces hommes remarquables qui aident les personnes en difficulté et dont l'action est rarement mise en lumière.

Ne serait-ce pas le moment de porter son regard là où cela fait du bien, là où l'œil se laisse séduire et où le regard s'adoucit ?

Dans ce monde terrible où l'on échange la parole littéraire ou toute expression artistique contre la parole politique, où l'on échange le songe d'une nuit d'été contre le rêve d'une nation et où, finalement, la parole humaine devient un programme politique, nous vous convions à venir à notre rencontre pour vivre cet instant de grâce dont l'éclat oblitérera la grisaille du moment.

Ce voyage au cœur du « sublime » sous toutes ses formes mêlera le passé, le présent et nos perspectives d'avenir avec une attention soutenue aux personnes les plus précarisées.

*Bonne lecture.
Christiane De Wan*



MERCI!

La multiplicité des possibles

« Il y a un moment pour encaisser, baisser les bras et un moment pour se construire, construire avec les autres. »

BATHOUM RACHID

Développement personnel et engagement sociétal sont au cœur de notre projet.

Notre mission nécessite des moyens humains et matériels, mais avant tout un élan intérieur qui nous pousse vers l'autre en souffrance, un regard qui refuse de se détourner de celles et ceux qui seraient sinon laissé.e.s au bord du chemin.

Nos actions ne sont possibles que grâce à l'immense travail, à l'enthousiasme et aux compétences de toute notre équipe, nos collaborateurs et volontaires qui travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles.

Vous continuez de manière remarquable à faire preuve de résilience et d'agilité, vous avez une vision à long terme et renforcez les personnes afin qu'elles puissent prendre leur avenir en main.

Il s'agit aussi de connecter les différentes générations talentueuses, actrices de changement d'horizons variés.

Vous vous distinguez par un subtil mélange de créativité, de curiosité, de pensée analytique et d'apprentissage continu. Vous êtes donc ces entrepreneurs et leaders innovants du sociétal.

Travailler à vos côtés est, pour moi, un apprentissage humain et relationnel permanent, tant par la dynamique que dans la rencontre multiculturelle. Par votre façon d'être et de faire vous ouvrez le champ des possibles et vous repoussez les limites de l'impossible.

Merci à vous, vos regards font que la Terre est plus vaste, l'espace plus lumineux et l'air simplement plus léger.



Je souhaite également exprimer toute ma gratitude aux membres de notre ASSEMBLÉE GÉNÉRALE et de notre CONSEIL D'ADMINISTRATION pour m'avoir invitée à poursuivre et renforcer ce Collectif, en bénéficiant de leurs contributions précieuses et toujours pertinentes.

Enfin, un immense merci à Alejandra CONTRERAS, Amancay EGAS TORRES et Déogratias BUGANDWA, mes adjoint.e.s à la direction, dont l'engagement et la richesse des apports nous permettent d'aller toujours plus loin avec dignité. C'est une joie et un honneur de les avoir comme partenaires essentiels dans cette belle aventure.



Marie-Anne Baudouin

Co-fondatrice du Collectif des femmes

Marie-Françoise Buchet

Présidente du Collectif des femmes

Christiane De Wan

Directrice du Collectif des femmes



*Un collectif au sommet de son art...
45 ans, l'art de réenchanter les coeurs*

UN ANNIVERSAIRE... 45 ANS

INTRODUCTION

« Connaître notre histoire. Raconter notre histoire... Tisser un récit commun de fierté et de réenchantement en persévérant dans les luttes, en y puisant de la confiance, en les transformant en force collective triomphante... Nous ne sommes plus seules. »

Laura ADLER

S'émerveiller de la force des femmes, de leur combativité, de leur créativité.
45 ans...45 ans de mobilisation pour les droits des femmes et des personnes les plus vulnérables.

L'art d'accueillir dans la proximité, d'accueillir l'urgence humaine et sociale dans une société fracassée.

L'art d'accompagner pas à pas.

L'art de chercher et de trouver des solutions innovantes.

L'art de placer les migrants et les migrantes au centre de nos démarches.

L'art de la réciprocité, de passeur de savoir

L'art de mettre à l'emploi des milliers de personnes.

Le Collectif a suivi un parcours exemplaire depuis sa création, et tout au long des 45 années écoulées il a connu une progression constante en qualité. Il est aujourd'hui un exemple du « vivre ensemble » en Wallonie et accueille plus de **70 nationalités**. Nous avons recensé plus de **35 000 personnes** qui sont passées par nos services. Il s'érige désormais au rang régional, national, européen, international.

FÊTONS NOS VICTOIRES!

Malgré un contexte difficile, nous avons continué à travailler intensivement à poursuivre nos actions et à porter haut et fort nos revendications. Elles sont pour beaucoup l'espoir de lendemains qui, à défaut de chanter, résistent encore et encore.

Nous sommes évidemment conscientes que les femmes vivent encore dans tous les domaines des discriminations structurelles. Nous savons que le prix de leur opposition est trop souvent la répression, mais nous sommes à leurs côtés dans toutes leurs luttes et, même si nous le faisons plus rarement, fêter leurs victoires, leurs nombreuses victoires.

Lorsque nous prenons le temps de nous plonger dans les étapes franchies ces dernières décennies, nous pouvons être fières de ce que nous avons accompli et cette fierté nous rend plus fortes, plus solidaires et aiguise notre détermination.

Quand je regarde dans le rétroviseur, quand j'envisage notre fonctionnement, notre capacité d'accueil et nos in-

terventions, je suis ravie des résultats, même si tout n'a pas toujours été simple...

Nous avons partagé tant de moments riches de solidarité, d'échanges, d'humanité.

ALLER VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE, PLUS ÉGALITAIRE ET PLUS JUSTE

Je ne vous apprendrai rien en vous disant qu'en quarante-cinq ans, le monde a changé, mais le Collectif est resté.

C'est un exercice difficile de rendre compte de ces années... de juste communiquer quelques champs d'action devenus incontournables.

Il s'agit avant tout d'offrir un accompagnement holistique de qualité aux personnes vivant en précarité, à la marge des systèmes.

Le Collectif s'est édifié sur des bases et valeurs solides et il est reconnu comme un centre de référence pour les migrantes et migrants.

Avec le temps, il s'est adapté aux nouveaux défis sociétaux pour devenir le centre éclectique et novateur que nous

connaissons aujourd'hui.

Éclectique par les 42 personnes qui travaillent à mes côtés et qui, pour la plupart, sont issues de la migration, par des dizaines d'expert.e.s du vécu devenu des pairs aidants, par des centaines de bénévoles.

Nous avons entre autres un taux de mise à l'emploi de plus de 90 %.

Nous avons créé une nouvelle convergence, une réelle connivence entre tellement d'intervenants et des experts du vécu.

Un centre novateur par notre approche genre transversale, par nos méthodologies de travail, par nos démarches de co-construction, d'empowerment et de gestion participative.

Notre mission va au-delà d'un travail de terrain, nous militons en fonction d'une éthique de responsabilité et d'égalité des chances

PENSER À GUÉ

C'est essayer de trouver des pierres, des effleurements sur lesquels on peut solidement prendre appui pour franchir une rivière ou un fleuve. C'est prendre appui sur le sol de la réalité pour penser et agir globalement.

Il est des métiers où l'on côtoie au quotidien la misère humaine à haute dose.

Ainsi en va-t-il dans notre secteur de soin aux personnes d'accompagnement social et de formation.

Prendre soin de la société... Le « soin » au sens large, l'attention aux personnes c'est l'essence même de toute relation, la fondation de notre maison commune.

Nos professionnel.le.s ont développé des compétences précieuses ainsi qu'une véritable éthique, une philosophie de ce qu'est une société démocratique qui prend soin de ses citoyennes et citoyens sans en oublier un seul.

Inlassablement, nous accompagnons en redonnant du sens à ce que l'on fait en construisant autre chose, autrement en nous attaquant un peu beaucoup à la folie des inégalités sociales et de genre, en mettant en lumière les dysfonctionnements institutionnels pour promouvoir des politiques publiques prioritaires.

Régulièrement, nous mettons en évidence par nos travaux de recherche l'ampleur des difficultés psychosociales vécues par les femmes en migration : violence de genre, précarité économique, isolement, barrière de l'emploi, discriminations systémiques vécues dans leur parcours

ainsi que les injustices épistémiques qui peuvent prendre la forme de mécanismes de silenciation de la parole des femmes et produire une charge raciale et intersectionnelle, c'est-à-dire une pression psychologique reposant sur le fait de constamment planifier des solutions pour faire face aux préjugés ou à la discrimination raciale.

NOTRE RÔLE DE SONNEUR D'ALERTE INITIE UN CHANGEMENT...

Avec tous ces experts du vécu avec qui nous collaborons, nous appliquons une politique de signaux culturels en faisant remonter aux autorités responsables les obstacles que les personnes peuvent rencontrer sur le terrain : des difficultés à trouver un logement accessible ou un emploi, des problèmes de fracture numérique, de mobilité, d'accessibilité des services, de prise de rendez-vous, de survie en tant que famille monoparentale, de suivi des soins...

Nous expliquons où survient le problème : est-il local, régional ?

Nous tentons de pallier tout cela sur le terrain, mais un problème structurel requiert une réponse structurelle.

Ce travail est d'une grande importance pour tous les travailleurs de terrain, car ils peuvent se sentir impuissants devant certaines situations. En référer, c'est aussi un point d'action.

Nous témoignons donc régulièrement sur les entraves à l'égalité des chances, aux atteintes des droits des femmes et engageons le dialogue avec les instances politiques.

OÙ POURRONS-NOUS TROUVER DE LA LUMIÈRE DANS CETTE OMBRE QUI N'EN FINIT PLUS ?

UNE AUTRE VOIE EST-ELLE POSSIBLE ?

« Changer de boussole, » dit Alain de Schutter

Reconstruire en mieux, ce n'est pas revenir au statu quo. C'est l'inverse, c'est inventer une nouvelle trajectoire de développement.

Celle-ci sera forcément utopique, car la seule attitude consiste à oser l'utopie dans la situation présente.

Face à une crise existentielle pour l'humanité, mais qui touche certaines parties d'entre elles plus que d'autres, la seule attitude qui tienne la route est de réparer les injustices en offrant davantage d'accompagnement dans les situations de fragilité, mais aussi plus de contraintes pour les puissants de ce monde qui refusent d'avancer ou, pire encore, font reculer les droits acquis, surtout pour les femmes.

Nous vivons actuellement dans un monde plus qu'inquiet et tout n'est pas prévisible, calculable, programmable. Un monde en polycrise, en déni des enjeux écologiques, indifférent aux dégâts causés par un système économique destructeur avec notamment une Europe essoufflée, qui ne parvient plus à contrer l'idéologie d'extrême droite et qui voit surgir d'autres menaces.

Le savoir vacille sous les assauts méthodologiques du pouvoir américain. L'attaque qui se joue aujourd'hui va bien au-delà des coupes budgétaires : elle vise à rendre la vérité illisible, à dissoudre toute opposition sous une avalanche de désinformation.

Si la peur n'est pas bonne conseillère, l'espérance, quant à elle, rend libre et nous permet de vivre dans un monde incertain.

Et cette liberté, cette capacité de tendre vers un au-delà nous permet d'élargir nos horizons, de nous mettre au service.

RÉENCHANTER LES CŒURS ?

Une noble ambition... Comment envisager un avenir plus serein dans un univers écartelé par des dissensions identitaires, qu'elles soient éthiques, religieuses ou culturelles ? L'expérience de l'altérité s'avère positive et enrichissante, car elle s'accompagne d'une métamorphose individuelle qui permet d'établir un nouvel équilibre.

Mais penser ne suffit pas, il faut commencer à agir et remettre l'humain au centre, redonner un sens à nos actes, sortir des bulles d'individualisation dans lesquelles les réseaux sociaux nous enferment parfois, car nous ne vivons que par et pour les autres.

Plutôt qu'agresser, haïr, écarter, repousser, stigmatiser ou dénoncer, rêvons que l'amour, la tendresse, l'amitié finissent par l'emporter. Il faut y croire et sans cesse tendre les mains, serrer dans ses bras, donner et pardonner. Donner à tout va, car l'amour ne connaît pas les frontières...

Christiane De Wan



Ce combat n'est pas seulement un combat afghan ».

« Un écureuil a aujourd'hui plus de droits qu'une fille en Afghanistan parce que les parcs publics ont été fermés aux femmes et aux filles par les talibans.

Un oiseau peut chanter à Kaboul, mais pas une fille, et une femme ne peut pas chanter en public.

C'est extraordinaire, c'est une suppression de la loi naturelle, c'est étrange.

Je pense que si la communauté internationale s'unissait, elle pourrait provoquer un changement en Afghanistan, et mettre fin au lent étouffement de la moitié de la population. Depuis qu'ils ont émis plus d'une centaine d'édits privant les femmes et les jeunes filles de leur éducation et de leur emploi, de leur liberté d'expression et de mouvement, ils ont en fait incarcéré la moitié de leur population. »

Meryl Streep

DROITS DES FEMMES

ENTRE PROGRÈS ET RÉGRESSION. UNE LUTTE SANS RÉPIT...

Nous les femmes

Nous et notre entièreté

Nous et notre individualité

Nous et notre dignité

Nous et notre sororité

« **On ne naît pas femme, on le devient** », nous a expliqué de manière lumineuse Simone de Beauvoir, il y a 75 ans. Mais comment le devient-on aujourd'hui ?

Que faire pour être respectées, écoutées, entendues ?

Qui prend en charge les problèmes des femmes ?

Qui protège les femmes en difficulté ?

Qui se bat pour l'avancée de leurs droits ?

La réalité de tous les changements qui lui ont permis d'avoir enfin un peu plus de droits a-t-elle modifié en profondeur la réalité de leur situation ?

Que signifie le fait d'être féministe aujourd'hui ?

L'élan féministe s'est répandu comme une traînée de poudre à travers le monde. Mais cette vague en apparence sans frontières déferle dans des contextes politiques bien particuliers.

Tout en reculant là où progresse l'extrême droite, les droits des femmes servent aussi aux instrumentalisation auxquelles se livrent des États dissimulant leur rivalité sous des conflits de valeurs.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les femmes sont-elles des citoyennes à part entière ?

Disposent-elles de tous les droits comme les hommes ?

Le corps des femmes leur appartient-il ?

Aujourd'hui, nous assistons à une tendance très inquiétante d'attaques portées aux droits des femmes comme des reculs sur les droits sexuels et reproductifs, des attaques portées aux politiques pour la diversité et l'inclusion.

Si les droits des femmes régressent, même dans certaines démocraties, y compris près de chez nous en Europe, les atteintes à leur existence même se multiplient dans le reste du monde, dans ce non-Occident dont on parle trop peu.

Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : nouveaux angles de travail

Le problème de la violence à l'égard des femmes et des filles continue d'évoluer.

« Les plaintes augmentent, les violences ne reculent pas et leur traitement reste largement impuni... »

L'homme violent, par la violence, marque son territoire et rappelle qu'il détient le pouvoir.

En même temps qu'il signifie le lien entre virilité et sexualité.

L'accusée, c'est la femme battue. Elle qui sait que les diverses formes de violence n'ont pas de frontière, sauf sur le froid papier des rapports. Entre l'acharnement d'un interrogatoire : « je t'avais interdit de voir cette amie », « où étais-tu quand j'ai téléphoné ? » et le mépris qu'on lui jette à la figure et qu'elle finit par interioriser : « tu es moche », « tu es conne ». La bousculade ou la gifle qui suit, suivies elles-mêmes, si elle se rebiffe, d'un véritable passage à tabac, suivi enfin de la violence sexuelle : elle ne vit qu'une différence de degré, pas de nature. Le « continuum de la violence » « En plus ou en moins », dit-elle. Interrogez-la, c'est la même souffrance, celle de l'inexistence comme être humain

Pratiques néfastes...

Les pratiques sont multiples : mutilations génitales féminines (MGF), mariage précoce ou mariage d'enfants, violence liée au thème de la dot, violence liée à la sorcellerie et à des pratiques qui y sont liées, tabous ou pratiques en lien avec le corps des femmes, préférence pour les fils au détriment des filles et infanticides de ces dernières. Les mutilations faites au corps des femmes progressent encore et surviennent de plus en plus tôt. Selon l'UNICEF,

le nombre de femmes excisées, quel que soit leur âge, est passé de 200 à 230 millions. Cette domination des hommes vise à contrôler la sexualité des femmes et constitue une mutilation à vie considérée comme un crime qui a des conséquences physiques et psychiques. Il est estimé que 650 millions de filles et de femmes toujours en vie ont été mariées alors qu'elles n'étaient que des enfants.

Traite des femmes et des filles

Les femmes et les filles représentent 72 pour cent des victimes de la traite détectées dans le monde, les filles représentant près de 77 pour cent des enfants victimes de ce crime.

Lutte contre le harcèlement sexuel

Il faut faire progresser la reconnaissance des droits des victimes survivantes du harcèlement sexuel, où qu'elles se trouvent, encourager l'évolution nécessaire sur le plan culturel pour mettre fin à cette forme de discrimination et contribuer à améliorer la compréhension du harcèlement sexuel en tant qu'atteinte aux droits de la personne, liée à d'autres types de violence, afin de cerner les pratiques prometteuses pour y mettre fin.

Les Violences en ligne facilitées par les technologies de l'information et de la communication (TIC)

Bien qu'il n'existe toujours pas de définition généralement acceptée et de données précises sur la violence en ligne facilitée par les TIC, les recherches montrent que les femmes en sont non seulement les victimes les plus nombreuses, mais souffrent aussi des conséquences les plus graves de ce phénomène. Elles sont plus facilement la cible de violences en ligne qui s'expriment entre autres sous forme de menaces physiques, de harcèlement sexuel, de traque intimidatrice, de « zoom raiding » et de « sex trolling ».

Les droits des femmes ne reculent pas qu'en Afghanistan ou aux États-Unis, où une dizaine d'États ont interdit l'avortement. Dans l'Union européenne aussi, des acquis sont battus en brèche par l'ultra-conservatisme politique.

Heureusement, dans certains pays comme **l'Espagne**, l'engagement féministe continue de porter ses fruits.

Les 27 pays de l'Union européenne partagent de nombreuses politiques communes. Pour autant, l'adoption de normes communes paraît encore inimaginable dans certains domaines, tels que celui des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre.

La question de l'avortement fait partie de ces droits, remis en question dans certains pays.

La **Pologne** fait volte-face. Un arrêt du Conseil constitutionnel aggrave encore la situation. Il dispose que les IVG réalisées dans le cas d'une malformation grave et irréversible du fœtus et d'une maladie incurable ou potentiellement mortelle sont inconstitutionnelles.

La législation polonaise criminalise également toute aide apportée à une femme souhaitant avorter.

En **Hongrie**, les restrictions s'intensifient. Un plan d'action pour la protection de la famille vise à décourager les femmes d'exercer leur liberté à donner ou non la vie. Et dernièrement, on oblige les femmes à écouter le battement du cœur du fœtus dont elles veulent avorter.

En **Italie**, plus de 60 % des gynécologues refusent de pratiquer l'IVG.

En **Gambie**, on constate un fort recul dans la lutte pour abolir l'excision : 76 % des femmes de 15 à 49 ans ont subi des mutilations génitales.

Si l'abrogation passe, ce sera un recul considérable pour les Gambiennes et cela pourrait se répercuter sur d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Assumer l'injustice ?

D'autres lois, non directement dirigées contre les droits des femmes, sont porteuses d'effets potentiellement dévastateurs.

C'est le cas du système des retraites. Alors que les femmes sont en moyenne plus exposées aux temps partiels subis, aux carrières hachées par des grossesses et des congés de maternité, le report de l'âge légal de départ les oblige à travailler en moyenne deux mois de plus que les hommes. À tout cela s'ajoute l'écart du revenu salarial moyen de 23,5 %.

Attaques contre les droits des femmes et entraves aux droits des personnes LGBTQIA+, vont en général de pair. Plusieurs pays européens ont gravé dans leur constitution la définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme, pour en barrer l'accès aux couples homosexuels. **C'est le cas en Pologne, en Hongrie, en Croatie, en Slovaquie.**

Néanmoins, le nord de l'Europe reste à la pointe de l'égalité, femmes, hommes. Cela est vrai en matière de droits sexuels et reproductifs, avec des avancées tant pour l'éducation sexuelle que pour l'accès à la contraception.

En 15 ans, les minorités sexuelles et de genre ont bénéficié de percées législatives aussi importantes qu'inespérées.

Mais les pratiques européennes en matière de procréation médicalement assistée restent disparates.

Depuis 7 ans, le mouvement MeToo se décline dans divers univers professionnels, confirmant les conclusions des enquêtes sociologiques de longue durée. En matière de sexualité, la norme d'égalité gagne du terrain. Il révèle aussi l'ampleur de pressions exercées sur les femmes dans différents domaines.

Le sexisme est un système dont les manifestations dans un domaine de la vie sociale se renforcent par les inégalités dans d'autres sphères, ce qui leur donne une redoutable cohérence et les rend difficiles à évaluer : inégalité salariale surcharge de travail domestique.

Et en Belgique ? Les femmes exposées à plus de pauvreté et à la dépendance.

Les dernières mesures gouvernementales du gouvernement Arizona laissent présager l'accroissement des inégalités dans l'ensemble de la société, par lesquelles les femmes seront davantage défavorisées. Parmi ces réformes, celle des pensions, pilier de la sécurité sociale belge.

L'accord de coalition définit les années pour une carrière complète pour accéder à la pension.

On sait que les femmes ne réalisent pas leur temps de travail par choix, mais par contrainte. Le manque de place d'accueil en est un exemple. Elles ne pourront, dès lors, pas atteindre ce qu'exige l'accord sur les pensions.

On constate aussi que les femmes perçoivent déjà une pension inférieure de 28 % à celle des hommes. Celles qui œuvrent dans les métiers pénibles seront aussi exposées au malus de pension. Peu de femmes et surtout peu d'ouvrières répondent aux conditions pour une retraite anticipée (28 % parviennent à une pension complète), ce qui les expose au malus en question.

Travailler plus longtemps en mauvaise santé ?

59 % des malades de longue durée sont des femmes en raison des métiers et rôles sociaux qu'elles ont exercés. Certaines de ces femmes seront forcées de reprendre le travail, sinon elles subiront une perte de revenu supplémentaire.

On ne tient donc plus compte de la réalité concrète de la vie des femmes, du corps et de la santé mentale.

Combien de femmes pourront travailler en bonne santé à temps plein jusqu'à l'âge imposé ? Force est de constater

que toutes ces réformes ne vont pas s'attaquer à la montée des inégalités, mais plutôt les creuser.

Les risques de violation des droits de l'homme Les droits des femmes qui œuvrent à la promotion et à la protection des droits de l'homme des personnes en déplacement.

Le genre, mais aussi d'autres facteurs tels que l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, les caractéristiques sexuelles, la race, l'ethnie, la religion, le statut social, l'âge, la santé, les handicaps, les professions et le statut migratoire déterminent profondément les types de risques et de violences auxquels elles font face.

Les femmes et les filles migrantes sont plus exposées à la violence liée au genre, à l'exploitation sexuelle, au travail forcé et à la traite des êtres humains, en particulier lorsqu'elles n'ont pas accès à des voies de migration sûres et régulières. Elles sont exposées au risque d'exploitation au travail, notamment lorsqu'elles travaillent dans des secteurs peu réglementés ou dans l'économie informelle.

Le phénomène mondial de rétrécissement de l'espace civique, par lequel les états contrôlent et restreignent la

formation et le fonctionnement des organisations de la société civile, réduit les capacités des femmes migrantes défenseuses des droits de l'homme à mener à bien leur travail collectivement et individuellement.

Ces femmes migrantes promeuvent et protègent les droits de nombreuses manières, notamment en fournissant de la nourriture, de l'eau, un abri, un transport, une éducation, un soutien à l'intégration et une assistance médicale et sanitaire, en prenant des mesures pour sauver des vies, y compris des sauvetages en mer, en documentant et en rendant publiques les violations des droits de l'homme, en accompagnant les migrant.e.s sur des itinéraires dangereux et en recherchant les migrant.e.s disparu.e.s, en réunissant les familles, en facilitant l'accès à la justice, y compris par le biais de l'aide juridique ; et en plaidant en faveur de lois, de politiques et de pratiques visant à les protéger.

Elles sont donc ciblées non seulement pour les droits qu'elles défendent, mais aussi parce que leur travail transgresse les rôles dominants des hommes et des femmes. Celles qui sont elles-mêmes des migrantes, en particulier celles qui sont sans papiers ou en situation irrégulière, font généralement face à des risques importants, notam-

ment la surveillance numérique et physique, le profilage racial et la stigmatisation publique, la violence sexuelle et sexiste dans le monde du travail, dans les lieux d'incarcération et dans d'autres espaces publics et privés, la privation de statut et la privation de liberté, l'arrestation, la détention et l'expulsion, le refoulement, la torture, les traitements cruels, inhumains et dégradants et les disparitions forcées. Ces menaces et ces attaques touchent non seulement les femmes et les filles migrantes elles-mêmes, mais aussi leurs familles, leurs communautés et leurs organisations.

La criminalisation de ces femmes migrantes défenseuses des droits de l'homme par la législation visant à gérer l'immigration, à lutter contre le terrorisme, à combattre la criminalité transnationale organisée, y compris la traite des personnes et à renforcer la sécurité nationale est de plus en plus préoccupante.



Comment se prémunir d'un devenir indigne du monde ?

UN MONDE EN DÉCONSTRUCTION ?

D'une année à l'autre, l'humanité clôt le chapitre 2024 en traversant, non sans inquiétude, le flux d'une actualité parfois violente, souvent imprévisible.

Cette onde de choc brutale, où guerres, crises et catastrophes naturelles se sont accumulées, l'a plongée dans l'incertitude, comme si ce basculement dans l'inconnu accréditait l'idée d'un monde en pleine déconstruction.

Il y a eu, en 2024, des joies quotidiennes, des choix pour la vie, des rencontres, des alchimies, des amours, des amitiés, des regards, des rires, des désirs, des plaisirs, des soupirs.

Des naissances, des progrès, des épanouissements, des avancements, des victoires, des conquêtes, des aboutissements...

Et aussi, du calme, de la tranquillité, de la sérénité.

Il y a également eu des drames, des dévastations, des pertes, des chagrins.



Ainsi va la vie qui reste tout de même un cadeau à chérir. 2024 fut tragique aussi.

L'édifice de la paix mondiale se lézarde au moins dans les sphères politiques et économiques. Plus rien ne semble arrêter le mouvement selon lequel le monde ne sera plus comme avant, quand l'Occident et la démocratie se présentaient comme les deux phares du progrès universel.

Le nombre de conflits armés dans le monde n'a jamais été aussi élevé : cinquante-neuf. La logique de la violence bat son plein et elle n'est pas près de s'arrêter.

Dictateurs par-ci, présidents assoiffés de conquêtes par-là. Peuples opprimés à qui on enlève toute liberté.

Partout dans le monde où la guerre fait rage, les femmes paient un lourd tribut.

► **En Afghanistan**, toutes les femmes sont désormais cloîtrées, invisibles.

Que faisons-nous pour leur rendre leur dignité ?

On dénombre 5 000 femmes et enfants dans les prisons turques.

► Il y a aussi celles dont on ne parle pas. On estime que le Liban abrite 120 000 femmes migrantes ou de différentes nationalités majoritairement d'Asie, d'Afrique... La plupart d'entre elles sont astreintes au système de la Kafala, un processus de parrainage qui les rend dépendantes de leurs employeurs et victimes d'abus. Parties dans la précipitation sous les bombes, la plupart n'ont pas pu récupérer leur passeport et ne disposent d'aucune identité.

► **En Iran**, les femmes sont des héroïnes de la résistance et celles qui choisissent de rester au pays pour dénoncer en paient le prix. « Notre liberté, nous l'avons vécue dans les sous-sols. »

Elles sortent de leurs caves pour réclamer leur liberté au grand jour...

Les sanctions dans le champ des droits de l'homme n'ont pas empêché l'actuel retour en force de la police des mœurs, l'obligation de porter le foulard.

Des politiques punitives qui creusent le fossé entre les états démocratiques et ceux qui les combattent.

► **En Ukraine**, au Moyen-Orient, dans la mer de Chine, les conflits saillants ont révélé l'impuissance du vieil ordre mondial.

Le conflit en Ukraine rentrera dans sa quatrième année. Plus de 200 000 personnes y ont laissé la vie et les blessés sont trois à quatre fois plus nombreux. On constate aussi une augmentation importante des violences domestiques et, dans ce contexte de guerre, les femmes n'osent pas se plaindre. Des millions de personnes ont été déplacées et l'économie ukrainienne a été dévastée.

► Les barrières se multiplient aussi au sud du Rio Grande. La plus forte augmentation du nombre de migrant.e.s en 2025 concernera probablement le Venezuela (quelques 7 millions de personnes).

► **Haiti** est toujours sous la coupe des gangs.

► De plus en plus d'**Équatorien.ne.s** ébranlé.e.s par la violence endémique quittent également leur pays et les gouvernements intensifient leurs propres mesures de répression.

Ces mesures prises par le Panama, par exemple, pou-



Cette humanité abandonnée

seront d'autres migrant.e.s à emprunter des itinéraires dangereux et à tomber entre les mains des trafiquants peu scrupuleux.

Des tragédies, hélas, ne tarderont pas à s'ensuivre.

► **La guerre à Gaza** a commencé à la fin de l'année 2023 et les hypothèses qui semblaient régir la Région depuis des décennies se sont effondrées.

Même le scénario le plus optimiste est sombre, car les destructions et les déplacements qu'ils ont provoqués resteront un problème pendant de nombreuses années. Les combats ne s'arrêteront peut-être pas...

► Mais le plus inquiétant encore, c'est la série des coups d'État qui s'enchaînent, que ce soit au **Mali, en Guinée, au Soudan, au Burkina Faso, au Niger, au Gabon** et, d'une certaine manière, au Tchad. Il est peu probable que l'Occident fasse pression sur les juntas militaires pour qu'elles rendent le pouvoir à la société civile. Tous ces coups d'État ont provoqué des déplacements importants de population jusqu'à nous.

► **Au Sahel**, région dominée par un grand nombre de régimes militaires, les perspectives de démocratie sont encore plus sombres.

► **En République démocratique du Congo**, les survivantes des violences sexuelles racontent être agressées par des hommes armés dans les forêts et les champs, ou elles doivent se rendre pour la collecte du bois de chauffage ou de nourriture dont elles ont besoin pour nourrir leurs familles. Elles font aussi état de nombreuses violences quotidiennes commises à l'intérieur des camps. Leur précarité et la promiscuité liée à la vie dans des abris de fortune les rendent particulièrement vulnérables à ce type d'actes.

► **Au Kenya**, les adolescentes et les personnes LGBTQIA+ sont très vulnérables aux violences sexuelles.

► **En Inde**, dans un hôpital public, l'assassinat d'un médecin illustre les maigres progrès dans la lutte contre les viols. L'indifférence persiste : 90 viols par jour, 50 % des médecins particulièrement exposés ont subi des violences durant leur service.

► **Au Nigéria**, beaucoup de jeunes filles et femmes déplacées dans le camp de déplacés de Mbawa ont été abusées sexuellement.

► **Au Soudan**, la plus grande catastrophe humanitaire du monde continuera-t-elle d'être ignorée, alors que la guerre civile qui ravage le pays devrait devenir encore plus brutale, plus complexe et difficile à résoudre ? Plus de dix millions de personnes pourraient mourir de faim.

Dans un rapport publié en juillet 2024, MSF documente des violences sexuelles, des ciblage ethniques, des attaques contre les hôpitaux, le personnel de santé et les zones résidentielles dans l'ensemble du pays.

► En Somalie, dans la ville de Baidoa, dans le sud-est du pays, la guerre civile, le manque de moyens et l'effondrement du système de santé ont de graves conséquences sur la santé des femmes et des enfants. Les conséquences du mépris du droit international humanitaire se feront sentir au-delà des pays en guerre et pèseront durablement sur notre conscience collective.

► Au Mexique, 70 % des Mexicaines âgées de 15 ans et plus disent avoir subi au moins un incident de violence dans leur vie. La violence est l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontées les Mexicaines.

Violence conjugale, violence familiale : chaque jour, 10 femmes sont assassinées dans le pays.

2,7 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, s'alarme l'Unicef.

► 2024 fut aussi une année électorale chargée avec une montée en puissance des partis populistes et une menace pour l'an prochain d'une multiplication des barrières protectionnistes entre l'Europe et les États-Unis.

Des avancées positives

Plus de 80 pays ont organisé dans l'année des élections générales et des référendums, ce qui est a priori le signe d'une bonne santé, partant du principe que la redistribution du pouvoir réinitialise les esprits et conforte le débat public.

Une pétition

« Hommes, nous n'acceptons plus de voir les femmes maltraitées »

Un mouvement de solidarité dans le monde du cinéma s'est prononcé pour le soutien des femmes actrices qui osent prendre la parole.

- En Tanzanie : une entrepreneure féministe, Lydia Moyo est récompensée par la Fondation Roi Baudouin.

Elle se bat pour une meilleure autonomie financière des femmes (ASBL Her Initiative)

- Tout près de chez nous, à l'UCL, une première femme rectrice (Madame Françoise Smets) depuis 600 ans.

Elle désire réenchanter l'Université et a placé l'année académique sous le signe de l'engagement sociétal.

- Condamnation d'un tribunal belge pour discrimination à l'égard d'une femme exclue de la formation au diocèse. L'éviction des femmes de l'ordination sacerdotale ne peut plus se justifier. Leur exclusion n'est pas basée sur une nécessité théologique, mais sur des traditions obsolètes.

- Après un vote historique, la France est devenue le seul pays au monde à inscrire, aussi explicitement dans sa constitution, l'interruption volontaire de grossesse.

- En Australie, le gouvernement a annoncé qu'il allouerait 4,7 milliards de dollars à son plan de préven-

tion de violences sexistes qu'il qualifie de crise nationale.

- Au Ghana, adoption définitive d'une loi sur l'égalité des genres.

- Au Sri Lanka, Harini Amarasuriya devient la nouvelle première ministre.

- En Inde, des milliers de manifestant.e.s réclament justice après un féminicide.

- En Belgique, cinq femmes métisses nées d'un père belge et d'une mère congolaise dans les années 40 poursuivent l'État belge en appel pour crime contre l'humanité. L'État belge a été condamné en tant qu'ancien pouvoir colonial au Congo.

- En France, au procès hors norme des viols de Mazan, la peur a changé de camp, la honte a changé de camp. Gisèle Pellicot, en refusant le huis clos, a fait sortir ce procès de sa dimension effroyable pour l'inscrire dans une interrogation plus vaste sur les mécanismes du viol. Il s'incarne dans des débats suscités par la place et le traitement des violences, un combat personnel devenu un combat collectif sexiste et sexuel qui s'inscrit dans la

lignée de la réflexion ouverte par le mouvement #MeToo. Le débat juridique sur l'opportunité de réécrire la définition du viol en introduisant la notion de consentement a été par ailleurs rouvert à cette occasion.

Un procès de la colère, de l'ambivalence, du désespo... des émotions.

Sa portée historique se mesurera au-delà du sort des principaux concernés, aux conséquences juridiques qu'il entraînera.

- Au Chili, une loi intégrale contre les violences faites aux femmes vient d'être adoptée pour prévenir, sanctionner et éradiquer les violences faites aux femmes.
- Muhammad Junus, prix Nobel de la paix 2006, prend la tête du gouvernement provisoire au Bangladesh jusqu'au scrutin législatif.



*Une pétition
« Hommes, nous n'acceptons plus de voir
les femmes maltraitées »*

Méditation sur l'injustice

LA BRUTALITÉ DU MONDE QUELLE EST LA VIE DIGNE D'ÊTRE SECOURUE ?

« La plus haute forme de l'espérance c'est le désespoir surmonté »

Bernanos

N'oublions pas cette rhétorique extrêmement dure lorsqu'il s'agit de parler de migration comme s'il s'agissait d'un problème dont il faut se débarrasser et non d'êtres humains qui fuient la persécution dans les pays décimés par des conflits multiples.

Il est important de souligner que le programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît la contribution positive des migrant.e.s à la croissance inclusive et au développement durable.

Le déplacement contraint des individus se banalisant, c'est toute la politique de l'immigration et de la circulation des personnes qui se modifient en indifférenciant leurs règles.

Entre tenants de « l'immigration zéro » et partisans de la « remigration », la ligne anti-migrants n'a jamais été autant partagée en Occident.

En Europe, on a oublié que voyager sans frontières est un privilège. Cette possibilité ou non de traverser une frontière n'est-elle pas aujourd'hui un élément constitutif du destin humain ?

Pourquoi ces jeunes sont-ils empêchés de voyager légalement pour connaître le monde et se donner de nouvelles opportunités ?

Pourquoi doivent-ils risquer leur vie pour tenter de réaliser leurs rêves tandis que leurs pairs venant d'Europe peuvent, quant à eux, revenir en Afrique ?



Ce privilège est lié à une contradiction évidente : d'une part, la justice internationale a inscrit dans le droit la liberté de la circulation ; d'autre part, les gestions répressives des frontières font de cette circulation, un privilège dont certaines catégories de population seulement sont dotées. Il faut savoir que cette liberté de circulation est un droit très précieux. Pas seulement pour les exilé.e.s, mais de façon universelle et il faut le défendre comme droit universel.

Dès lors, les logiques se font toujours plus agressives envers les migrant.e.s jugé.e.s indésirables, qu'elles soient liées au travail, au réchauffement climatique, à la fuite des conflits, etc., et d'autant plus que les populations résidentes acceptent désormais des protocoles de surveillance qu'elles jugeaient inacceptables par le passé.

Les atteintes aux libertés individuelles et publiques des personnes concernées sont de plus en plus fortes et fréquentes. Telle est la logique du déplacement, des limites du tolérable. La société banalise l'usage des appareils de contrôle, de surveillance, de rétention.

Les contrôles massifs destinés à repérer les étrangers en situation irrégulière ne portent pas seulement atteinte à

la liberté d'aller et venir : ils constituent aussi un encouragement au racisme.

Du point de passage caractérisé par sa porosité, la frontière devient-elle un piège mortel ?

La détresse aujourd'hui conduit à risquer sa vie en Méditerranée ou pour franchir la Manche afin d'échapper à une existence entravée. De 4 000 à 12 000 euros pour un passage... Alimentée par le fossé entre les politiques d'accueil et la réalité des flux migratoires, la concurrence entre des réseaux de plus en plus chevronnés n'a cessé de s'intensifier sur le marché lucratif des traversées.

L'intensification des contrôles entraîne une hausse des prix des trajets. Les barrières aux frontières font le bonheur des passeurs et poussent les migrants à prendre plus de risques.

« Je n'avais pas d'argent et je voulais traverser. Les passeurs m'ont forcé à travailler, ils menaçaient de violer ma fille, j'ai choisi le passage en bateau, moins cher. J'ai déjà tenté 15 fois, mais la côte est surveillée. Plus on est nombreux à bord, moins la place est chère. Soit je passe, soit je meurs. »

Emmurés dans la terreur de leur traversée, ils n'ont qu'une supplique.

« Aidez-nous à sortir de là ! Si on reste, on va mourir... »

Dans ce devenir indigne du monde et de la société, il n'est pas impossible que la première forme d'habitabilité soit celles des camps et non des cités. Des camps différencieraient leur gouvernance selon que les migrant.e.s, réfugié.e.s ou déplacé.e.s seraient jugé.e.s plus respectables par la société hôte. Le camp n'est pas une prison, mais un piège à ciel ouvert, un lieu d'anéantissement sourd ou d'incapacitation.

Il devient de plus en plus nécessaire de penser les conditions dignes d'un tel habitat tant il se systématisent et pas seulement pour accueillir des populations malmenées par les guerres qu'elles soient géopolitiques ou climatiques. C'est un impératif à concevoir et penser les camps non comme des lieux de relégation, mais comme de nouveaux quartiers et lieux de vie, travaillant à l'inclusion et au rétablissement des personnes.

La vie indigne ne débute pas dans le camp. Celui-ci est

plutôt la fin de parcours d'une vie jugée indigne d'être prise en considération comme il se doit. Les camps ne sont donc pas des lieux garants de l'hospitalité d'une société qui, parce qu'elle est inhospitalière, multiplie ces espaces en périphérie de son territoire préservé.

Le mythe de la ruée migratoire ?

En Europe, la population stagne et vieillit. De l'autre côté de la Méditerranée, elle s'accroît et rajeunit. De ce constat, beaucoup concluent que l'explosion des flux migratoires devient inévitable.

Le climat, facteur démultiplicateur ?

Les catastrophes climatiques provoquent d'ores et déjà d'importants mouvements de population, surtout cantonnés à l'intérieur du pays. Avec l'accélération du réchauffement, les déplacements s'intensifieraient dans les décennies à venir.

Derrière les prophéties alarmistes et les menaces d'un Nord submergé par des exilés venus du Sud, nul ne peut toutefois prédire dans quelles proportions elles se matérialiseraient.

Sous l'effet de l'accélération du dérèglement à l'horizon 2050, cette prophétie générerait, selon Oxfam, 216 millions voire plus d'un milliard de déplacé.e.s.

Chaque année, entre une quinzaine et une quarantaine de millions de personnes sont déplacées par des catastrophes environnementales.

L'idée que des dizaines de millions d'Africains poussés par l'absence de perspectives, les guerres ou le changement climatique prennent le chemin de l'exil est aujourd'hui largement partagée.

« Il est illusoire de penser que l'on va pouvoir contenir et, a fortiori, interrompre les flux migratoires (...) Dans les décennies qui viennent, les migrations s'étendront,

volontaires ou contraintes. Elles toucheront nos rivages et notre propre pays aura, comme aujourd'hui, ses expatriés. Les réfugiés poussés par les guerres et les catastrophes climatiques seront plus nombreux » détaille par exemple le « Manifeste pour l'accueil des migrants ».

Une autre voie serait possible, plus escarpée. Elle partirait d'une remise en cause du modèle économique dominant afin de rendre leurs sociétés désirables aux populations qui désirent les quitter. Postuler pour le Sud, un destin tissé de crises et de misère ne manifesterait-il pas un certain pessimisme ?

Des pratiques de l'hospitalité rénovées ? Est-ce une réforme politique ?

Face à la défaite de l'hospitalité politique, l'hospitalité s'organise à nouveau sur un plan éthique.

La panique identitaire qui s'est emparée du Vieux Continent n'est en rien indexée à ses « capacités d'accueil ». En 2022, 8 millions d'Ukrainiens ont trouvé refuge en Europe sans véritable problème. Ainsi, les discours publics sur l'immigration échappent désormais à toute forme de rationalité.

Que ce soit les réfugiés syriens, érythréens, ukrainiens, afghans, etc. qui ont subi la fermeture de la frontière entre la Grèce et la Macédoine dans leur long voyage vers l'Europe du Nord, tous racontent la solidarité grecque, italienne, française, belge... Les bénévoles affluent à Calais, à Lampedusa, à Stalingrad, à Sarcelles. Des particuliers s'émeuvent des conditions faites aux demandeurs de refuge et préparent des repas, apportent des couvertures, etc.

L'Europe de l'accueil existe donc déjà, alors que les discours qui prônent la fermeture des frontières brandissent l'Europe de l'accueil comme une utopie, quelque chose

de complètement illusoire.

Les personnes en exil le racontent.

En moins de 10 ans, tous ces réseaux de citoyens accueillants ont pu prendre contact les uns avec les autres.

Ces Européens se connaissent, se reconnaissent et arrivent à dessiner d'une certaine manière une politique migratoire là où les parlementaires n'y arrivent pas... C'est assez fou !

Et en même temps porteur d'espoir.

Une telle exemplarité éthique n'est-elle pas porteuse d'une nouvelle politique de l'asile et, plus généralement, des flux de personnes ?

Les institutions publiques ne devraient-elles pas cartographier les pratiques inventives et imaginatives de la société civile en matière d'accueil et d'asile afin de mieux les développer sur l'ensemble du territoire ?

La Belgique, terre d'accueil ?

En matière d'immigration, le nouveau gouvernement appliquera un programme défini comme « strict, mais juste et humain ».

« Une politique migratoire la plus sévère jamais pratiquée en Belgique »

26

La Ligue des droits humains dénonce « un tournant décisif dans l'extrême droitisme des politiques migratoires en Belgique ».

Réduction de la capacité d'accueil, intégration de l'Office des étrangers au sein de la police, intensification de la politique de retour, retour des visites domiciliaires, l'amputation de 25 % de l'UNIA (institution publique inter-fédérale de lutte contre les discriminations) et restriction du regroupement familial sont les principales mesures de cette nouvelle politique.

On constate que la migration n'est plus envisagée que sous le prisme sécuritaire et que la figure du migrant est devenue le « bouc émissaire » pour éluder les crises qui travaillent nos sociétés.

Face à ces discours d'exclusion et de rejet de l'étranger, nous devons plus que jamais rappeler la richesse des apports liés à la rencontre interculturelle.

Un double standard d'accueil ?

« J'ai honte de la manière dont on accueille les réfugiés palestiniens »

Sébastien Roy Samu Social

La justice a condamné l'État belge plus de 8 000 fois parce qu'il ne respecte pas ses obligations en matière d'accueil des demandeurs d'asile.

Force est de constater que, malgré l'attention médiatique sur le drame qui se joue à Gaza, aucune solution spécifique d'accueil n'a été mise en place pour accueillir les réfugiés palestiniens dans les conditions auxquelles ils avaient droit.

Ceux qui ont fui Gaza cherchent la sécurité, mais se sont retrouvés en rue avec tout ce qu'ils ont subi là-bas.

Sur le terrain, nous avons vu leurs cicatrices, entendu leurs récits horribles.

Certains ont été hébergés dans les Samu sociaux, qui ne sont pas une structure adaptée, car ils sont prévus pour les « sans-abri ».

Dans le contexte de saturation actuelle, ces réfugié.e.s ont compliqué encore davantage ces structures confrontées aux conséquences de l'instabilité internationale.

Les victimes de conflit deviennent victimes de politique migratoire européennes restrictives avant de devenir victimes de la politique d'accueil fédérale inadéquate : le système de priorisations des vulnérabilités pousse certaines personnes à l'automutilation.

L'une des forces visibles de cette crise est l'augmentation de personnes dormant en rue à Bruxelles que l'on croise le soir, dans les métros, les tunnels sombres ou sous les porches des particuliers.

L'accueil des Ukrainiens fuyant le même conflit avait pourtant ouvert la voie à des systèmes d'hébergements innovants et adaptés qui nous permettaient des accompagnements spécifiques connectés aux besoins des personnes.

De plus, ils ont reçu tout de suite le statut de protection temporaire.

Cette mesure institue de manière forte le double standard entre le traitement avantageux qui leur est réservé et le traitement « traditionnel » prévu pour les autres demandeurs.

Les leçons d'accueil des Ukrainiens semblent bien loin...

Aux yeux du politique, les uns et les autres n'ont que la valeur de la communication qui duplique les guerres de terrain.

Les Ukrainiens se voient ramenés à une réalité qu'on leur a d'abord fait un peu oublier : l'exil, le dur, le cruel, le presque impossible métier de l'exil dans un monde qui en produit comme jamais.

L'avenir risque d'être plus difficile à vivre pour eux, après avoir bénéficié de l'accueil de ces bras européens grand ouverts, que pour ceux qui n'y ont jamais en droit. Sur le terrain, nous sommes face à des personnes présentant de plus en plus des troubles mentaux dus, entre autres, aux incertitudes.

Comment obtenir une protection en Belgique si même le droit à vivre dignement pendant la procédure d'asile n'est pas respecté par l'État belge ?

Ces réfugié.e.s qui arrivent en Belgique amputé.e.s d'une partie de leur vie devraient être sous la protection de la loi.

Ils arrivent chez nous avec leur foi dans le bon fonctionnement de nos institutions, de nos valeurs démocratiques, du droit à l'accueil.



Indispensables et pourtant invisibles

Si l'accès des femmes à une activité rémunérée a progressé dans le monde, une bonne partie du travail domestique échoit désormais aux plus pauvres d'entre elles, souvent issues de l'immigration.

Le service domestique, ménage traditionnel au soin du vulnérable, relève d'une question sociale difficile, embarrassante et politiquement provocatrice.

Ce travail est un irréductible de la vie quotidienne de l'espèce humaine et l'exploitation des femmes, domestiques salariées ou femmes au foyer, reste invisible pour beaucoup de monde.

Espaces publics, paroles publiques, les domestiques, femmes de service, n'y ont pas accès.

L'arrêt de ces services fondamentaux paralyserait un pays.

Femmes de ménage dans les hôtels, employées dans les homes pour personnes âgées, personnels hospitaliers, personnels des titres-services ont mené ces dernières années des batailles âpres et parfois victorieuses.

Ces salariées chargées de l'entretien et de la reproduction de la force de travail se distinguent par leurs effectifs mas-

sifs.

Bien sûr, un fossé sépare l'infirmière d'un l'hôpital et une femme sans papiers aidante chez un particulier. Mais cet ensemble disparate regroupe plus d'un quart des actifs et présente plus d'un point commun. La nature même de ces services rend ces emplois indispensables, non délocalisables et peu automatisables, car ils exigent un contact humain prolongé, une attention portée. Tous ces secteurs subissent des politiques d'austérité et leurs conditions d'exercice se dégradent et les conflits couvent.

À 95 %, le salarié du particulier employeur est aujourd'hui une femme. Les débats sur le soin et la sollicitude, le « care » et le souci d'autrui vulnérable ne transforment-ils pas en profondeur le statut, le rôle, la fonction de la personne qui se met au service ?

Comment mettre en œuvre une organisation sociale adaptée à l'allongement de la vie et à la demande accrue de garde d'enfants en transformant une subordination ancestrale en utilité sociale ?

Ou, au contraire, comment renouveler l'espoir démocratique en pensant le service non comme soumission et servitude, mais comme don et lien ?

Ne dit-on pas que le faible est la personne servie et non le servant ?

Alors, l'utilité sociale et la solidarité entre personnes isolées forment ensemble l'horizon d'un changement de société. Notons que celui qui sert est également en situation de vulnérabilité. Il s'agit donc d'une relation entre deux personnes vulnérables.

L'avenir de la planète

CATASTROPHES CLIMATIQUES HORS NORMES, DANTESQUES

Les années se suivent et la situation empire.
« 2024, marque un tournant historique. On est sur la tendance lourde et attendue du changement climatique. »
Christophe CASSOU, climatologue



Selon l'Observatoire européen Copernicus, 2024 a été l'année la plus chaude de l'Histoire, dépassant pour la première fois de plus de 1,5 °C le niveau de l'ère préindustrielle.

Des États-Unis au Brésil, de la Méditerranée à Mayotte, des catastrophes majeures se sont succédé, avec des sécheresses, des mégafeux ou des pluies excessives. Si les calamités s'accumulent, la communauté internationale ne semble toujours pas prendre la mesure concrète des enjeux de la décarbonisation ou de la lutte contre la prolifération des plastiques, choisissant souvent de réduire les budgets pour l'écologie et de promouvoir les énergies fossiles au détriment d'autres solutions.

En décembre dernier, ouverture de la COP16 sur la désertification.

Alors que 5 milliards de personnes pourraient vivre dans des zones arides d'ici 2100, aucun accord contraignant sur la lutte contre la sécheresse n'est signé à l'issue du sommet.

Les ambitions de l'accord de Paris sont en grand danger. Selon l'ONU, les politiques actuelles sont totalement insuffisantes et mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement de 3,1 °C à la fin du siècle.

La 29e conférence des Nations Unies sur le climat qui s'est tenue en Azerbaïdjan n'est pas parvenue à accélérer la transition hors des énergies fossiles.

Il est important que l'humanité réalise l'urgence climatique et que nos sociétés se redonnent du sens en suivant un objectif commun de protection de notre planète. Il en va de l'enjeu économique, il en va de l'enjeu climatique.

Parmi les 80 pays les plus endettés, 75 % sont également les pays les plus frappés par les crises environnementales. Nous parlons d'une double dette à payer et d'un cercle vicieux. Nous sommes arrivé.e.s à un moment clé de l'Histoire, où notre civilisation doit choisir et rapidement. Entre

la recherche de la croissance illimitée ou la protection des écosystèmes, ce choix est au cœur du combat politique.

Modérer le consumérisme ?

« Une politique climatique efficace doit s'appuyer sur la sobriété et l'équité », dit le 6e rapport du GIEC. L'habitabilité de notre planète en dépend.

Le monde occidental s'est véritablement emballé, nourri par le goût du luxe, de l'hédonisme, de la vitesse, de la performance et par un individualisme forcené, alertent tant de sages dont l'essence même est de regarder loin.

Les effets du réchauffement climatique s'imposent de plus en plus dans notre quotidien.

Nous devons donc modifier nos usages et nos habitudes. Il incombe à nos politiciens de creuser le sillon de cette révolution idéologique.

Les politiques menées devraient s'inscrire dans une stratégie globale où les efforts demandés aux citoyens sont perçus comme justes et soutenus par des mesures cohérentes, mais nous en sommes loin.

Il existe un décalage entre les politiques mises en place et la réalité de terrain.

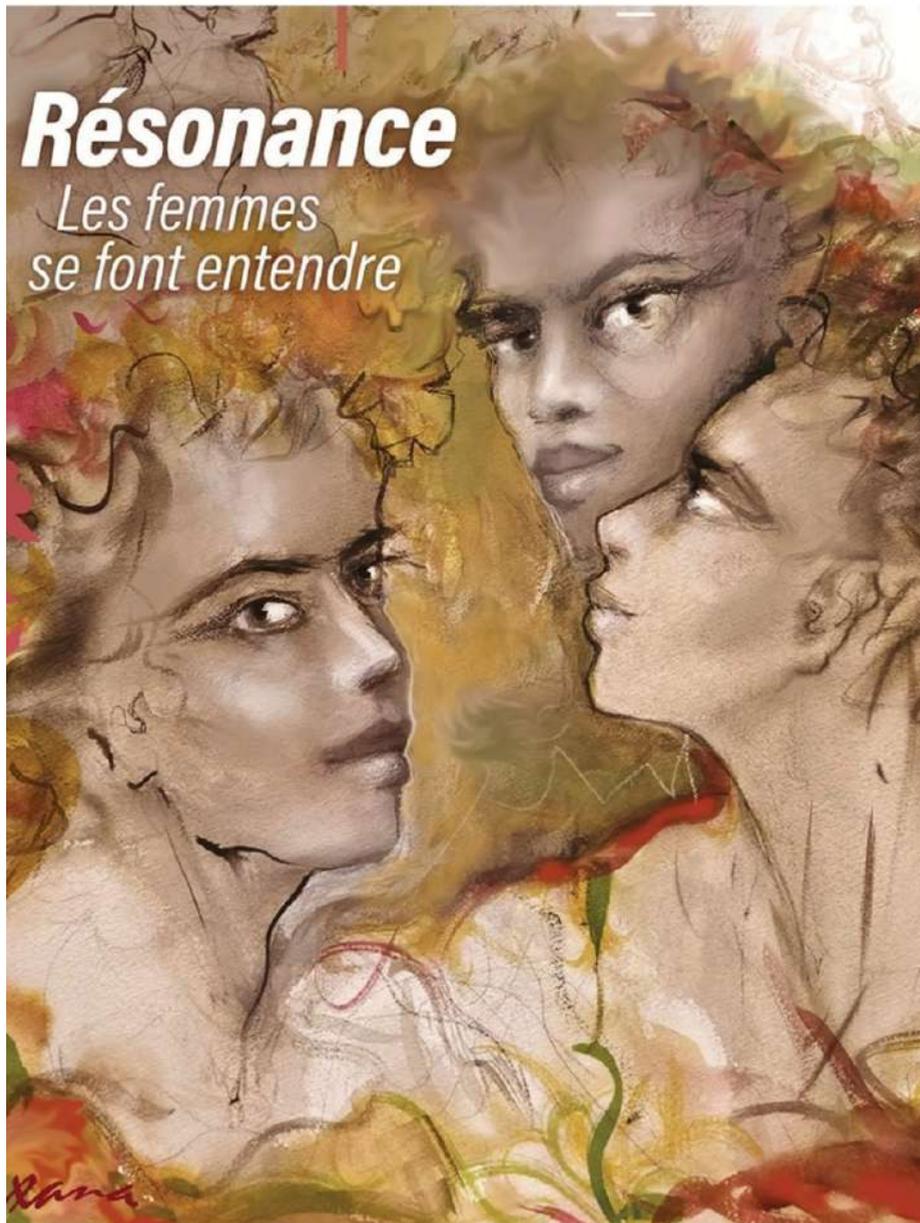
Les citoyens ne sont pas indifférents à la crise climatique, a fortiori lorsqu'elle frappe directement leurs vies, mais ils exigent des actions cohérentes, efficaces et équitables.

Ce n'est qu'à cette condition que la transition écologique deviendra une réalité partagée par tous.

N'est-ce pas de leur ressort que de proposer un projet de société centré sur la sobriété et sur un modèle économique valorisant davantage la mutualisation matérielle et humaine à tous les niveaux ?

LES 45 ANS
Du Collectif des femmes





45 ANS

VERNISSAGE EXPOSITION MÉMOIRES VIBRANTES

Ateliers pluri'elles de Roxana Alvarado (Artiste plasticienne & Maître verrier)

Shaargallery - Sarah Shayriyari Rad (Iran - Art & research gallery)

Leonor Villagra (Peru)

Exposition d'Hélène BECK, artiste plasticienne, Présidente de Confluent d'Art en France

ANIMATIONS

- Les tambourinaires du Burundi
- Laurent Blondiau, trompettiste et improvisateur de Jazz belge, son groupe Bakanai et la rappeuse béninoise Sadky
- Le groupe Les 3 L de la cie Art tendance avec Laure, Lisa et Léa (Hip-Hop)
- Iris Mukeshimana, danseuse, formatrice cyclodanse et autrice « Lève toi et danse
- Atelier Upcycling Waw de Françoise Pendville et Sadky Prisca Goudou (Stylistes)

45 ANS

RÉSONANCE, LES FEMMES SE FONT ENTENDRE ET S'ACCORDENT AU RYTHME DES VOIX...

Une relation harmonieuse au monde depuis 45 ans. Une vision arc-en-ciel, la force de l'expérience et répondre aux crises multiformes, écologiques, démocratiques, psychologiques.

Il s'agit de posséder des savoirs et de les maîtriser au fil du temps et de ne pas se laisser envahir par des logiques de maximisation ou de rendement. Cette logique de croissance selon un développement sans fin, la compétition et la concurrence est néfaste, car ce processus de rationalisation du monde entraîne son désenchantement et, dès lors, une perte de résonance. Vivre, travailler ensemble, égaux et différents et continuer à résonner et préserver ce lien avec l'autre demeurent notre charte de travail.

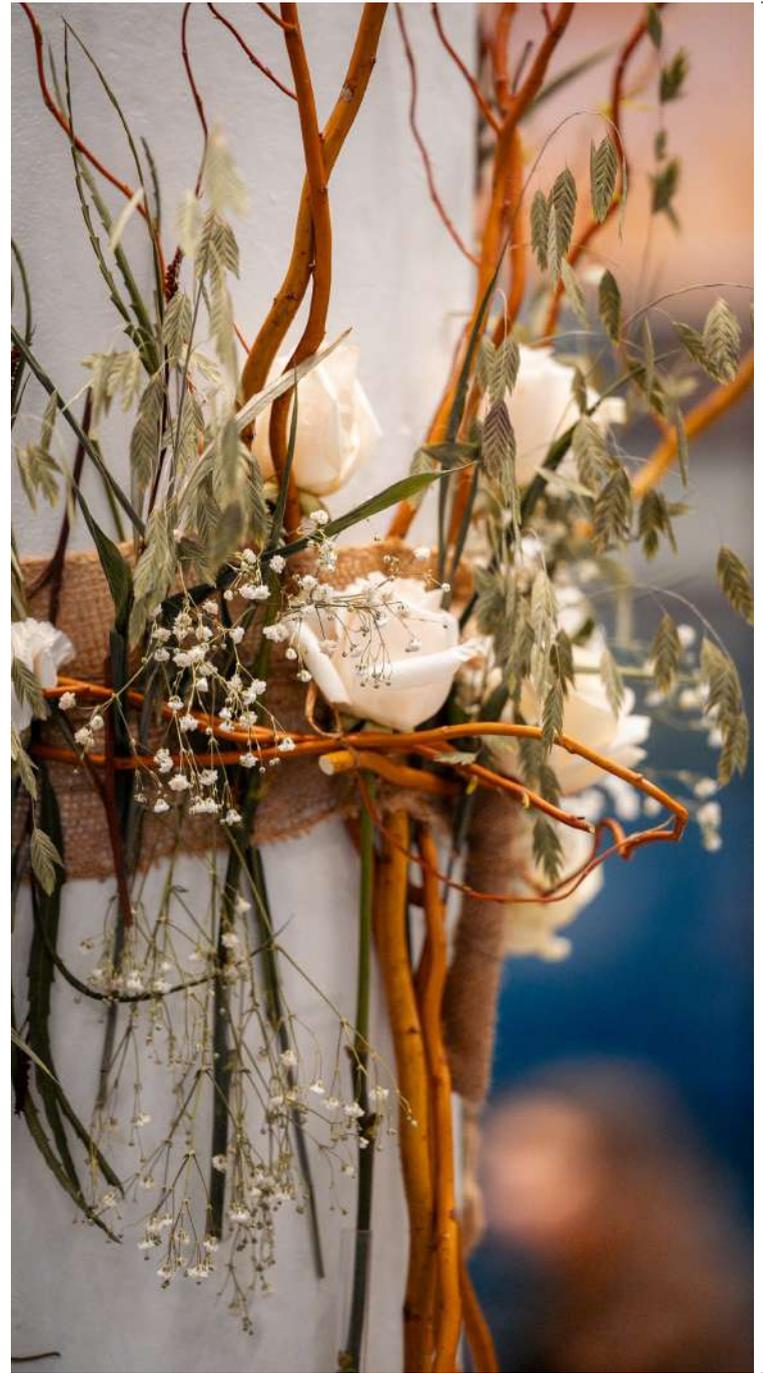
Pour que la démocratie existe et qu'elle fonctionne, il faut des oreilles qui entendent les autres voix et un cœur qui écoute. Elle a donc besoin de cette résonance, précisément ce qui lui manque souvent aujourd'hui. Le Collectif est donc ce lieu où l'on est appelé à sortir de soi pour s'ouvrir à l'autre en devenant attentif à ce qu'il a à nous dire, sans peurs ni préjugés.

Il est le fruit de longues réflexions, de débats nourris, d'actions concrètes et d'approches métissées, au service des causes féministes portées et façonnées au fil de quarante-cinq années d'engagement. Pour les années à venir, nous ouvrirons de nouvelles pistes, dans une dynamique de pensée en spirale, portée par une philosophie politique réinventée.

Nous avons voulu marquer cet anniversaire par un événement exceptionnel. Du charme, de la musique, des expressions graphiques et stylistiques

L'art à ce pouvoir de dépasser toutes les frontières, de traverser toutes les différences et résonne dans toutes les cultures selon un langage commun.







Les tambourinaires du Burundi





Atelier Upcycling Waw de Françoise Pendville
et Sadky Prisca Goudou (Stylistes)



Laurent Blondiau, trompettiste et improvisateur de Jazz belge, son groupe Bakanäi et la rappeuse béninoise Sadky





*Laurent Blondiau, trompettiste et
improvisateur de Jazz belge*









*Iris Mukeshimana, danseuse, formatrice
cyclodanse et autrice « Lève toi et danse*





Le groupe Les 3 L de la cie Art tendance
avec Laure, Lisa et Léa (Hip-Hop)



UNE HISTOIRE UNIQUE PENDANT 45 ANS UN HOMMAGE À LA BEAUTÉ SECRÈTE QUI SE CACHE DANS L'HUMAIN

Vernissage exposition : mémoires vivantes

Résister c'est créer...

Les femmes qui créent remettent en question les idéologies dominantes à travers leurs pratiques artistiques.

Leurs œuvres invitent, à dire, à penser le monde autrement, elles semblent émerger du même monde émotionnel et montrent le mystérieux, l'insaisissable et d'indéfinissable.

Une démarche culturelle et pour un rôle majeur dans l'émancipation des femmes.

La nuit n'est peut-être que la paupière du jour, une ode aux métamorphoses de la vie...





UN PROJET PILOTE

1. Notre public

2. Ce qui fait la différence

3. Valorisation des expertises

4. Un travail militant

5. Un new public management





NOTRE PUBLIC en 2024

Pour tous les secteurs : 3.036 personnes	Nombre de personnes
Permanence d'accueil : Tremplin pour la vie	1307
Parcours d'intégration, éducation citoyenne, français langue étrangère	336
Formation aide-soignant.e	53
Formation orientation professionnelle	23
Formation informatique & langues	26
Formation petites et moyennes entreprises - Formation recyclage ordinateur	18
Formation techniques : PMTIC, permis de conduire	62
Service social de proximité : Nyampinga	174
Accompagnement des personnes victimes de violence et permanence juridique	224
Éducation permanente et action sociale	648
Ateliers intergénérationnels	28
Centre d'Expression et de Créativité	137



2

Ce qui fait la différence

UNE ASSOCIATION CRÉÉE PAR DES MIGRANT.E.S POUR DES PERSONNES PRÉCARISÉES

Construire un « vivre bien » pour assurer un « mieux vivre ensemble »

Des convictions fondamentales : le partage, la créativité, l'esprit critique, la citoyenneté.

Un vivre ensemble inédit

En quoi pouvons-nous communier ? Comment faire lien ? Comment surmonter l'isolement, la haine, la violence ? Le rejet de l'autre n'a pas disparu ; que ce soit à cause de sa religion, sa couleur de peau ou ses choix de vies. Le « vivre ensemble » doit donc être appris et il prend différents visages dans nos différents lieux avec différents objectifs en sachant que la cohésion d'une société ne va pas de soi. Il est bâti avec les plus faibles, les plus démunis et ceux à qui l'on doit permettre une insertion sociale. Il s'agit de chercher à ce que ce monde soit le plus inclusif possible.

Notre démarche consiste à aller vers les personnes et s'inscrit dans une optique de réciprocité. Les personnes offrent leur savoir-faire et leurs expériences de terrain.

Nous valorisons et utilisons leur capital et nous définissons, ensemble, les objectifs et les orientations des formations.

Des facteurs de réussite

Depuis 1979, plus de **35.000 personnes** accueillies et pour l'année 2023, 2 692 personnes. Au cours des 14 dernières années, 5 336 personnes ont trouvé un emploi. Dans le cadre de l'insertion professionnelle par nos formations qualifiantes, plus de 90 % des personnes ont un emploi, souvent avant même la fin de la formation.

Des médailles et des honneurs

Nos différents prix et agréments ont apporté une vraie reconnaissance de la parole du vécu des personnes qui démontent les idées reçues en matière de politiques d'insertion socioprofessionnelle, d'accompagnement, de droit d'asile, d'éducation permanente.

Prix Fondation Roi Baudouin « Accueil et Entraide Migrant.e.s »

Prix de l'économie sociale

Prix de la diversité pour le secteur non marchand

Label européen des langues

Prix Théroigne de Méricourt

Prix du mérite wallon

Prix Femme de l'année en 2009

Lauréat de la Loterie Nationale dans le cadre de l'appel à projets « Lutte contre la pauvreté infantile »

Et des reconnaissances institutionnelles

Service d'économie sociale, Centre d'insertion socioprofessionnelle de la Région wallonne, département emploi et formation professionnelle, Agrément en tant que service pour l'accompagnement des femmes victimes de violence entre partenaires et violence de genre, Initiative locale d'insertion par la Région wallonne, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances, Centre d'Éducation permanente et Centre d'Expression et de Créativité par la Fédération Wallonie-Bruxelles, travail de recherche avec le Fonds social Européen, convention dans le cadre de la permanence et l'accueil des migrants, des personnes vivant avec le VIH, convention structurelle avec l'Université catholique de Louvain, l'Agence pour une Vie de Qualité (AVIQ), appui de la Fondation Roi Baudouin, de la Province, de Vivre Ensemble...

Nous ne nous résignons pas à l'inéluctable. Nous continuerons à construire l'humanité dans le social avec tous nos partenaires et nos travailleurs « généralistes ». Nous favorisons ainsi le « vivre ensemble » par de nombreuses initiatives locales et régionales pour lutter contre la radicalisation sociétale.



3

Valorisation des expertises

Considérer et valoriser l'expertise des primoarrivants en matière d'intégration permet d'innover et de reconnaître leurs ressources. Elles sont, dès lors, des personnes actives plutôt que dépendantes des structures d'aide aux migrants. Il est donc important de mobiliser le bagage conséquent avec lequel elles arrivent en Belgique dans la construction de leurs projets.

La participation à des activités co-créatives de liens permet la gratification de leurs ressources. Il s'agit d'une étape essentielle de l'intégration pour certaines d'entre elles.

Transversalité et inclusivité

L'approche mainstream ou transversale consiste à intégrer une attention spécifique à l'intégration des personnes migrantes dans des dispositifs génériques tels que les politiques de logement ou d'insertion socioprofessionnelle.

Force est de constater que les ressources acquises lors du parcours d'intégration pèsent peu face aux difficultés systémiques. Il y a d'abord les exclusions, les discriminations directes, les inégalités de genre, le manque d'inclusivité de différents services d'insertion, l'exclusion du marché de l'emploi qui renforce l'exclusion du marché du logement, sans oublier l'inadéquation de fonctionnement de certains services généralistes. Notre démarche combine l'approche capacitante avec d'autres approches, notamment en envisageant l'articulation entre autonomie individuelle et inclusivité collective





Une lutte sans répis

4

Un travail militant

QUAND ON VOUS DIT QUE LA DIVERSITÉ EST BELLE !
OSER LA CRÉATIVITÉ !

Une fonction de tuteur ou tutrice de résilience porteuse d'espoir

Le Collectif est un lieu de rebondissements et de restructuration identitaire. Un lieu où des migrant.e.s offrent leur savoir-faire à d'autres migrant.e.s. Des passeurs d'humanité : des migrant.e.s qui offrent leur savoir-faire à d'autres migrant.e.s.

Au départ, il y a 45 ans, ils ont tout inventé ou réinventé... Dans la transmission des savoirs et des compétences chaque enseignant, animateur, formateur se trouve en première ligne. En fonction de leurs compétences spécifiques, ils ont enrichi le bagage confié à chacun.e pour entamer leur voyage vers un surplus d'humanité. Ils en ont fait leur métier et tâche quotidienne. Face aux conséquences brutales des crises qui s'enchaînent (inondations, fractures sociales, précarité psychologique, inflation), ils rebondissent adaptent leurs pratiques et innovent.

Elles/ils travaillent tous les jours pour promouvoir l'intégration des réfugié.e.s, demandeur.euse.s d'asile, migrant.e.s afin de trouver une place dans leur pays d'adoption. Issu.e.s des migrations précédentes, ils et elles sont les plus efficaces comme premier.ère.s facilitateur.trice.s de l'accueil des primoarrivant.e.s, ils partagent bien souvent les mêmes langues, cultures ou religion du pays d'origine.

Ce sont donc des migrant.e.s qualifié.e.s qui sont aux commandes de notre centre. C'est grâce à ces intervenant.e.s interculturelles que nos méthodes d'intervention se renouvellent et s'enrichissent mutuellement. Ce sont de véritables ambassadeur.rice.s qui œuvrent pour la promotion du « vivre ensemble » de l'équité et de la cohésion sociale.

Des dizaines de bénévoles à nos côtés

Des volontaires qui consacrent en majeure partie 200 heures de travail par an, soit environ 4 heures par semaine. Une centaine de personnes qui se démènent en dehors du cadre privé pour que la société tourne un peu plus rond et avec plus de douceur.

Ce faisant, ils comblent aussi les trous béants des besoins sociaux. Sans l'action de tous ces volontaires, beaucoup de personnes se coucheraient sans avoir avalé une soupe, et de nombreux.seuses migrant.e.s isolé.e.s seraient laissé.e.s à leur sort.

Le volontariat, c'est donc finalement un acte politique au sens le plus noble du terme. Celui qu'on accomplit pour autrui, de façon désintéressée sans calcul et sans recherche de profit personnel.

En partageant leurs compétences et leur temps, ces personnes ont fait grandir la société et consolident le Collectif des Femmes.

Un New Public Management ?

Nous sommes devenus garants de l'accueil d'urgence sociale et humaine.

Accompagner sans s'user et redonner du sens à ce que l'on fait.

2 144 000 Belges, soit 18,7 % de la population, courent un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. La constante aggravation des inégalités sociales et de santé accroît sans cesse le nombre de personnes qui font appel à nous.

Pour autant, les moyens à notre disposition pour y faire face ne sont actuellement ni pérennes ni suffisants. Cela se traduit, entre autres, par une sursaturation de nos services, ainsi qu'une fragilisation de nos acteurs de première ligne : assistante sociale, psychologue, animateur, formateur.

Notre association doit chercher régulièrement comment boucler l'année.

Faute de soutiens publics suffisants, des sources de financements autres sont assidûment mobilisées.

Une politique publique mise en œuvre par des appels à projets

Ces modes de financement sous forme de budgets d'initiative et ces appels à projets à court terme sont une autre cause de la précarisation des emplois.

La pénibilité du travail de terrain dans les conditions actuelles déstabilise toutes nos équipes.

De plus, dans l'appel à projets, l'associatif est moins considéré comme un partenaire de l'action publique que comme une sous-traitance ce qui questionne notre autonomie, notre capacité critique et le sens de notre travail.

La logique d'appels à projets balise les choix et les moyens s'orientent alors vers les lieux où il y a de l'énergie pour candidater, du temps pour rédiger, des facilités pour conceptualiser et de l'habitude pour s'ajuster aux formulaires, aux critères.

Répondre aux besoins malheureusement croissants compte tenu de la dégradation structurelle des droits et ainsi des conditions de vie de nombre de personnes nécessite des moyens.

Or, ces dispositifs de financement génèrent de l'insécurité.

L'engrenage du recours aux appels à projets ne convient nullement au développement d'actions pérennes et concerne le plus souvent l'emploi.

Engager une personne ou consolider un poste actuel s'accommode mal avec la temporalité limitée des appels à projets.

Dans le cadre des critères, l'innovation est souvent le maître mot sans que soient considérées comme dépenses éligibles les fonctions pourtant vitales de comptabilité, de logistique, de support administratif, etc.

Nos professionnels sont dès lors fatigués de cette tension permanente entre l'essence de leurs engagements et le cadre imposé par les financements. Les conditions de travail sont donc à flux tendu et créent un environnement de travail instable.

Plus de règles...plus de contrôles

Des procédures fastidieuses et énergivores en augmentation occupent le temps qui devrait être consacré à l'aide et l'accompagnement.

Nous devons veiller à ce que la culture du chiffre ne néglige pas les aspects moins mesurables, mais tout aussi importants de l'aide sociale.

La focalisation excessive sur les indicateurs de performance peut mener à une déshumanisation du service, mais force est de constater que la pression pour atteindre les objectifs chiffrés et la nécessité de se conformer à des procédures standardisées augmentent le stress et l'épuisement du personnel.

L'impératif de rentabilité et d'efficience peut conduire à une prise en charge moins personnalisée des bénéficiaires. Les besoins spécifiques et individuels ne peuvent pourtant en aucun cas être négligés au profit d'une approche standardisée et uniforme.

À l'éclatement des financements par ces dispositifs complexes et ciblés par thématiques ou publics s'ajoute la logique de ces appels à projets qui renforce la complexité et entrave notre capacité à assurer un rôle de transformation sociale puisqu'une bonne partie de notre temps est consacré à la maîtrise de ces dispositifs.

Nos acteurs de terrain doivent donc de plus en plus jongler avec des critères d'évaluation et de recevabilité guidés par un langage et des principes technocratiques et la concordance avec les dynamiques collectives au rythme des plus fragiles s'éloigne.

Réconcilier action sociale et action politique

Une approche qui prend à bras le corps les déterminants de l'action sociale et de la santé demande des droits structurants qui devraient être rassurants et consolidants. Cela requiert des réponses structurelles et durables pour celles et ceux qui connaissent depuis bien trop longtemps instabilité, insécurité, pauvreté.

Ne faut-il pas affirmer une fiscalité solidaire et basculer loin d'une vision managériale de notre société ?

Vers une politique plus pérenne de la Région wallonne ?

« Nous devons mettre en place un nouveau plan de lutte contre la pauvreté avec méthodologie. Moins de mesures disparates et cibler les axes prioritaires : logement, accès aux droits de base, insertion socioprofessionnelle et santé »

Yves Coppieters – ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités, de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes.

Nous sommes dans l'attente de subventions pérennes pour certaines de nos actions. La Région wallonne proposerait des plans quinquennaux, mais les dossiers sont toujours à l'examen.



MÉTHODOLOGIE

1. Une approche holistique de proximité
2. Une dynamique d'éducation permanente
3. L'empowerment
4. Interconnexion
5. Un travail de développement communautaire
7. Le travail de réseau





Une approche holistique de proximité

« La résilience ne consiste pas à résister face à l'adversité.
La résilience consiste à développer des capacités à mieux vivre quand des dommages ont été subis » (Boris Cyrulnick)

Face à des situations de pauvreté qui s'aggravent ou s'étendent à de nouvelles catégories de population, sans que les moyens suivent pour les enrayer, nos intervenants de première ligne ne cessent de s'adapter pour répondre à des besoins toujours plus complexes et multiples.

Respecter la singularité du parcours et des personnes en maintenant un lien substantiel avec le terrain et les échelles humaines.

Une des premières difficultés lorsque l'on est pris au piège d'une spirale de vulnérabilisation est de devenir incapable de suivre et de comprendre les circuits trop normatifs, moins attentifs aux spécificités de chacun. Pour retrouver une dynamique capacitaire, la personne a besoin de temps, d'adaptation à son

langage, de prise en considération de son récit et d'un rapport chaleureux avec son environnement humain et institutionnel.

Sur le terrain, ce sont des files qui s'allongent pour recevoir une aide alimentaire, des services sociaux ou de santé mentale impuissants face au déferlement des demandes, ou encore des milliers de migrants privés de place dans les structures d'accueil, l'exclusion numérique qui suit en plus de l'exclusion socio-économique, la suppression des alternatives hors numérique (guichet, permanence téléphonique avec des êtres humains), la complexité des procédures administratives qui repose désormais sur les usagers, l'aggravation de la situation de certains groupes vulnérables : chômeurs, personnes issues de l'immigration, famille monoparentale, l'apparition de nouveaux groupes à faibles revenus qui, face à l'augmentation de la vie, luttent pour joindre les deux bouts.

Les problématiques qui s'enchevêtrent, tout comme les catégories imposées par les politiques publiques pour bénéficier des mesures d'aide, sont à l'origine de nombreuses situations de non-prise en charge.

La force de l'expérience, des pratiques d'OUTREACH

La pression sur certaines populations, de plus en plus souvent considérées comme responsables de leur marasme, s'accroît.

Il leur est demandé d'apporter la preuve de leur volonté de prendre leur sort en main. À l'humiliation de devoir raconter leur vie dans tous les services, à l'affront de demander de l'aide, s'ajoute pour celles qui n'en sortent pas, l'assignation à cette identité d'assisté.

Nous connaissons le cortège des carences, des manques, de souffrances qui sont les conséquences de cette souffrance psychologique et de cette détresse financière. Et nous sommes souvent confrontées à ces situations où celles qui survivent dans des univers de désolation finissent par adhérer à la croyance qu'elles ne méritent plus qu'on s'intéresse non pas à leurs blessures, mais à leur personne.

Nos travailleurs de terrain de première ligne, par leur grande disponibilité et leur vigilance, peuvent tellement vite percevoir que la douleur qu'elles décrivent, circonscrite à la face de leurs mains, cache souvent une souffrance sous leurs paumes et pourtant, et souvent, pas de demande, parfois un récit voilé plaintif comme si pour survivre à l'inacceptable, il fallait faire avec, s'y habituer. La création de relations avec ces personnes lourdement fragilisées nécessite de la finesse, de la patience et de la retenue.

La première attitude est simplement d'être là... Aller vers les personnes avec précaution, s'asseoir à leurs côtés, passer au domicile, ne pas être aveugle à ce que des lunettes noires cachent avec tellement de dignité, sentir qu'au travers d'une montagne de courriers, de factures, se cache un sentiment d'exclusion.

Répondre de manière qualitative, bienveillante et sûre aux besoins de ce public.

Oui, une approche globale, c'est accepter d'être « touche-à-tout », épauler les personnes dans leurs problématiques, les aider aussi à travers une complétude de dossiers, de documents, de formulaires, qui deviennent de plus en plus compliqués.

La chance dans l'accueil global de la personne, c'est de pouvoir prendre le temps d'être à l'écoute de sa situation et pas simplement de sa problématique. Cette attitude d'ouverture nous permet d'avoir une vision macroscopique et nous guider à valoriser le potentiel de chaque personne afin de choisir, sinon créer des pistes adéquates.

En misant sur la proximité spatiale et relationnelle comme levier d'intervention, ces approches consistent aussi à se déplacer dans les lieux de vie. De la sorte, la frontière symbolisée par le guichet tend à s'effacer pour l'instauration d'un lien de confiance.

La reconnaissance institutionnelle de la problématique du non-recours au droit contribue à l'actualisation des démarches « d'aller vers », en ce qu'elles invitent à repenser l'accessibilité des services et des dispositifs, ainsi que notre relation avec les publics qui en sont éloignés.



La dynamique de l'éducation permanente

Le redéploiement des inégalités sociales et la crise de la légitimité de la représentation démocratique délégatoire.

Nous renforçons la puissance d'agir des personnes afin qu'elles deviennent le sujet de leur propre « projet de vie » et nous travaillons les formes idéologiques qui entérinent et donnent du sens aux changements que les personnes mènent dans leurs rapports entre elles.

Il s'agit donc d'une mission de transformation sociale et politique, dont les personnes ne seraient plus seulement l'objet, mais le sujet, l'auteur.

Quels sont donc nos moyens et voies privilégiées ? Citons l'élaboration des savoirs transférables (apprendre de l'expérience des autres) plutôt que transposables (faire comme les autres), partir de ce qui affecte le quotidien des personnes pour réfléchir, comprendre, agir, nommer les conflits et fertiliser les désaccords plutôt que les étouffer en ne les reconnaissant pas au risque de la violence...

Une démarche conçue comme l'articulation pensée entre des objectifs et des modes d'action.

La professionnalisation de ce secteur s'accompagne aussi d'une complexification croissante de sa gestion et son administration.

Comment faire mieux ensemble pour qu'ensemble, nous soyons plus forts et plus libres dans nos gestes communs ?

L'éducation et la transformation sociale.

Nous continuons donc à mesurer des processus réfléchis mettant en débat nos relations entre objectifs, actions et impacts de nos différentes activités.

L'importance de l'apprentissage critique et de la remise en question des normes sociales pour provoquer un changement significatif dans notre société.

Elle nous encourage à adopter une approche de l'éducation favorisant la pensée critique et la résistance aux systèmes oppressifs.

Parmi les thèmes centraux abordés, nous accordons une attention particulière à l'économie politique et la solidarité en tant que forces motrices de l'émancipation.

Ce travail met en évidence l'importance de la compréhension des questions économiques dans le contexte des luttes pour l'égalité des sexes et la justice sociale.

Droits, participation, émancipation.

Voir, juger, agir est une matrice importante. Comment sait-on de l'éducation permanente ? Quelle conception de la politisation et quelle place pour celle-ci ?

Concrètement, nous cherchons à porter un regard critique sur la société et à soutenir un

approfondissement et une mise en pratique de la démocratie. Une démocratie qu'il s'agit aussi d'éprouver dans notre manière de fonctionner. Notre volonté est aussi d'avoir une attention particulière pour les publics les plus précaires et les plus éloignés de la participation.

Nous nous adressons à toutes les femmes, car les inégalités traversent la vie de toutes et aucune femme n'est à l'abri. Il s'agit de placer les femmes les plus invisibilisées, les plus marginalisées au cœur de nos missions. Nous accordons donc une attention aux femmes les plus démunies et nous les rassemblons dans une dénonciation du patriarcat.

Dans notre manière de penser et d'agir à partir d'un intérêt spécifique partagé par toutes les femmes, notre action s'organise ainsi autour de la classe des femmes. Permettre à des femmes d'avoir des droits culturels, de participer à la définition de ce que c'est la société. Ce que les femmes disent, c'est déjà politique, et notre travail consiste avant tout à décoder avec elles, leur permettre de déployer leurs pensées, leur montrer que c'est politique, et en quoi cela concerne le vivre ensemble. Nous menons donc ce travail culturel et politique, et participons à la transformation sociale.

Convoquer les ressources féminines ?

Les valeurs accordées par notre organisation sociale aux différentes existences...

Un champ d'activités porté par des femmes issues de catégories marginalisées par leur position socio-économique, leur origine ethnique, leur appartenance religieuse.

Dans le cadre de nos politiques à repenser, de quels rouages essentiels de la vie humaine irons-nous nous inspirer ?

Quelles voix écouterons-nous ?

Quelles voix auront la place de s'élever ?

Quels besoins et quelles interdépendances serons-nous prêt.e.s à déstabiliser ?

Quels déséquilibres à éclairer ?

En regard du concept d'altérité, nous pensons que le « care » est devenu une voie d'entrée incontournable pour repenser l'organisation de nos multitudes d'existences.

Il constitue une part centrale de la vie humaine ne peut plus être traité comme un élément aussi marginal.

Les questions que nous nous posons par le « care » étant concrètes, nous continuerons nos analyses de « qui prend soin de qui et pourquoi », ce qui révèle si clairement de possibles injustices.

Nos travailleurs et travailleuses et nos bénéficiaires soutiennent la lutte, mais font également place aux récits de celles et ceux qui prodiguent le « care », en prenant soin d'elles et d'eux en accueillant leur voix.

Nous devons réévaluer les interactions de toutes les actrices et bénéficiaires du « care » dans nos systèmes démocratiques.



L'empowerment

Un trajet vers l'intégration socioprofessionnelle avec des agents de changement, un enjeu majeur de nos démocraties.

Nous portons un regard critique sur le monde pour le comprendre et pour nommer les enjeux en termes de rapports sociaux. Nous identifions les mécanismes qui produisent des inégalités et nous relevons aussi les points d'appui des pratiques émancipatrices et capacitances, nous mettons en exergue des points de vigilance transversaux. Notre objectif est que chacun puisse être acteur de son processus de formation.

Accueillir, c'est aussi « aller vers »

Le Collectif a la volonté systématique d'aller au-devant des personnes qui sont en rupture avec toute institution et qui, parfois, s'excluent elles-mêmes.

Un temps important est consacré à aller sur leur lieu de vie, pour dialoguer avec elles, leur redonner confiance et les encourager à oser faire face à d'autres dans un groupe. Ces personnes peuvent alors retrouver un lien fraternel avec nous. Cette démarche permet ainsi de toucher un public exclu qui a rompu tout lien avec le système de protection sociale, craignant à tort ou à

raison le contrôle qu'il peut impliquer.

Ce travail d'accroche est indispensable pour toucher ces personnes éloignées, en rupture de confiance vis-à-vis des institutions. Nous avons donc plusieurs pôles d'animation ou d'entrées possibles qui permettent avec des compétences clés d'entendre et de décoder les attentes et les demandes. Ces lieux sont soit centralisés ou décentralisés proches des milieux de vie.

Accueillir, soutenir, accompagner la parole singulière d'une personne qui tente, à sa façon, avec les moyens du bord, de vivre parmi les autres en élaborant ses propres solutions, cela fait partie intégrante du travail de nos intervenants sociaux. Pour ce faire, nos travailleurs de terrain ont dû interroger leurs pratiques et leurs missions au regard de notre environnement actuel que ce soit sur le plan économique, social et politique.

L'art de l'ordinaire

Les petites attentions qui font la différence à savoir boire un thé en dehors du bureau, se rappeler un anniversaire, laisser rendre un service, satisfaire tout d'abord des besoins primaires comme manger, dormir, être en sécurité, se mettre au chaud... Toutes ces choses, même parfois anodines, consolident un lien important. Ce sont ces interactions informelles et humaines qui feront la différence.

Développer le pouvoir d'agir des personnes et des formateurs. Et cheminer avec plaisir et respect : un processus d'apprentissage.

Il s'agit de mobiliser et de stimuler le panel d'intelligences de chacun.e pour apprendre, pour agir, pour qu'il ou elle puisse prendre la place qu'il ou elle souhaite dans la vie économique sociale et collective. Nous proposons donc un itinéraire dans lequel nos formateurs ont établi plusieurs points de repère, avec des référentiels de formation dans lesquels les savoirs de base sont connectés au métier.

Offrir un espace de délibération

Être privé.e de sa capacité d'agir est une grande souffrance psychologique que l'on constate dans l'ensemble des services de première ligne.

Les personnes qui s'adressent à nous sont motivées par l'idée d'accéder à une activité professionnelle. Le contexte de leur parcours professionnel, de leur vie personnelle et familiale impose des paliers plus ou moins nombreux pour réaliser leur projet. Dans cette démarche d'insertion socioprofessionnelle, il est important de regarder et de connaître le milieu de vie, la réalité socio-économique, le cadre affectif, amical et l'état de santé de la personne pour réaliser un bilan social.

La co-construction. Réinterroger les évidences.

L'objectif est de reprendre confiance en soi. Les difficultés exprimées sont liées à cette perte de confiance et au cortège de malaises qu'elle engendre : ne pas se sentir considéré.e pour les compétences acquises dans la vie, ne pas oser communiquer avec les autres, ne pas croire en ses capacités...

Les personnes vulnérables expriment leur impuissance à pouvoir gérer leur quotidien, leur rôle social. Cette co-construction avec la personne facilite le travail des deux parties, car chacun apporte sa motivation, ses

compétences, les forces et l'énergie qui vont avec pour avancer. Il est donc fondamental d'aider la personne à mieux se cerner elle-même, de façon à faire émerger ce qui est important pour elle dans l'ici et maintenant, et de lui permettre de s'orienter à petits pas.

Peu importe le chemin. Peu importe le parcours à condition d'être bien accompagné.e.

Interconnexion entre recherche, action et création

Dans un va-et-vient permanent entre expérimentation et processus d'analyse qui questionnent notamment les rôles et assignations de chacun.e. dans une perspective écosophique.

Un travail de co-création

Il est basé sur le principe du « faire ensemble », qui induit la réciprocité des savoirs et savoir-faire.

Il pose aussi comme fondement la notion de recherche-action, à savoir la confiance et le temps pouvant être accordés aux acteur.i.ces de terrain comme expert.e.s en capacité de proposer, depuis leur propre expérience et via leurs expérimentations des processus méthodologiques partageables.

Cette expérimentation s'opère à un double niveau : au travers des politiques mises en œuvre au sein des formations, via la pédagogie par projet et, d'autre part, au travers de l'inscription de ces expérimentations dans les champs de la recherche.



5

Un travail de développement communautaire

Cette démarche est une forme de réponse à un besoin de réfléchir et d'agir collectivement sur tout ce qui cause les dégâts sociaux. Elle permet de trouver des réponses collectives à des constats partagés.

Il s'agit donc d'agir en étant plus créatifs, en étant plus forts ensemble, en activant d'autres leviers, en pouvant interpeller les personnes concernées et en se donnant une chance d'être entendus par les décideurs politiques. Ce faisant, nous dégagons des espaces propices afin de déployer l'engagement politique.

L'évaluation managériale...

L'auto-évaluation au service de l'employabilité

L'évaluation devient un élément clé. Elle est continue, individuelle.

Les personnes deviennent entrepreneures d'elles-mêmes et veillent à augmenter « leurs sources de compétences », pour devenir compétitives sur le

marché de l'emploi.

Nos formateurs sont donc aussi incités à passer d'une logique de « transmission des savoirs » à une logique de formation des compétences.

Dans cette vision, l'investissement est, en effet, censé être un auto-investissement..

L'évaluation ne doit pas se réduire à la seule dimension économique, mais bien prendre en compte la complexité de la société dans son ensemble.



6

LE TRAVAIL EN RÉSEAU

FAIRE ASSOCIATION DEMAIN, ÇA SE CONSTRUIT DÈS AUJOURD'HUI

S'associer et entreprendre main dans la main... Une manière de faire société, de répondre aux besoins et de distribuer les fruits de la coopérative humaine. La coopération sereine, c'est pouvoir réfléchir sur ce que l'on a fait, ce que l'on fait ensemble, ce que l'on fera demain. Pour y parvenir, il nous faut des espaces réflexifs et de prise de recul.

Renforcer les pratiques de prévention par l'articulation entre les différents acteurs de terrain afin de confronter des cultures de travail sectorielles, de construire des communautés de pratiques et de favoriser les transferts de connaissances entre acteurs.

Ce travail en synergie permet aussi d'améliorer notre approche holistique et interdisciplinaire pour appréhender les réalités sociales. La relation avec d'autres instances et notre visibilité au sein de

toutes ces structures assurent un accompagnement pérenne et de qualité.

Des alliances, partenariats et coopérations
« Réenchanter l'université, c'est construire une UCLouvain plus que jamais engagée dans la société. Je mettrai sur pied un conseil consultatif regroupant des acteurs de la société civile, des mondes économiques, sociopolitiques, de l'entreprise, de l'associatif et de la culture. Des tiers-lieux seront développés, comme le magnifique projet des portes de la transition. En Europe et dans le monde, il conviendra de capitaliser sur nos alliances. Il est essentiel que chacune et chacun puisse y investir et bénéficier de possibilités de mobilité et des nombreuses initiatives développées au sein de ces réseaux. »
Madame Françoise Smets – Rectrice de l'UCLouvain

Ce maillage institutionnel se déploie à divers niveaux : local, régional, fédéral et international.

Au niveau local, nous entretenons des collaborations

étroites avec les mouvements étudiants, les kot à projet, l'UCLouvain, le Placet, la commune, en nous engageant sur des questions telles que le sexisme et les violences de genre sur le campus. Avec les CPAS, la police et les associations locales, nous travaillons également sur les problématiques du sans-abrisme, de la violence, de la précarité et de l'accueil des personnes migrantes.

Sur le plan national, nous sommes actives dans divers collectifs et plateformes féministes, œuvrant à la création de nouvelles connaissances et à la réduction des inégalités.

Enfin, nous avons renforcé nos collaborations internationales avec des associations comme Red Latinas et Wide, qui favorisent la participation politique et l'empowerment des femmes migrantes. Par son implication dans ces différents réseaux locaux, nationaux et internationaux, nous contribuons à la réflexion sur les discriminations faites aux femmes, l'empowerment, le gender mainstreaming, les violences et la pauvreté.

AU NIVEAU LOCAL

NOTRE ANCRAGE DANS LE MILIEU ÉTUDIANT

Former et informer les actrices et acteurs de demain... Un appui pédagogique aux étudiants de diverses facultés et des hautes écoles. Un savoir-faire qui se transmet.

Nous cheminons chaque année avec des étudiants stagiaires en psychologie, sociologie, en communication, en santé publique, en management, des logopèdes, des doctorants de diverses facultés.

Les étudiants qui sont au carrefour de plusieurs formations sont séduits par notre approche.

En tant qu'association de migrants, nous sommes un « terrain fertile » pour les étudiants universitaires, quant aux recherches sur l'interculturalité, les parcours migratoires, l'art thérapie, l'alphabétisation d'adultes, l'accompagnement de personnes malades, fragilisées, violentées, etc.

Les étudiants nous interpellent régulièrement sur nos actions de terrain. Cette proximité avec les migrants est une richesse « à exploiter » pour leur réinsertion professionnelle dans leur pays d'origine, pour interpellier les autorités académiques sur des problématiques particulières (les étudiants allochtones surqualifiés ou malades, les femmes seules avec enfants dont les conjoints sont au pays, etc.).

► Libérer la peur. Protéger, agir, communiquer, comprendre.
L'UCLouvain endosse la parole de la victime

« La lutte contre les violences sexuelles et sexistes est une priorité. Avec le programme RESPECT, l'UCLouvain l'a d'ores et déjà placée au plus haut de ses préoccupations. Elle en fera à l'avenir un élément central de la politique, équité, diversité et inclusion. »

Sébastien Van Droogenbroeck – Prorecteur équité, diversité et inclusion



► Un travail de partenariat avec la cellule Together de l'UCLouvain.

L'objectif est de sensibiliser la communauté de l'UCLouvain et d'offrir un espace d'échange.

Cette cellule est donc dédiée à la prévention et à l'accompagnement des victimes de violences sexistes et sexuelles au sein de l'UCLouvain.

Elle offre un premier accueil, une écoute et un soutien aux personnes confrontées à des violences et à des discriminations sur les campus.

En 2024, elle s'est renouvelée pour devenir un guichet unique de signalement et d'accompagnement pour toute la communauté universitaire.

Une grande campagne d'information a vu le jour sur les réseaux sociaux.

L'équipe fut aussi renforcée et on constate des effets sur le terrain.

► Collaboration avec l'UCLouvain, sur le campus Alma, pour coanimer une conférence sur les violences sexuelles avec le Centre de Prise en charge des Violences sexuelles (CPVS) de Bruxelles.

L'événement a réuni des étudiantes en médecine ainsi que des académiques. Nous avons constaté une préoccupation importante parmi les étudiantes concernant la prise en charge des violences sexuelles et sexistes. L'objectif consistait à sensibiliser les étudiants à l'existence d'un service spécialisé et adapté à la prise en charge de ces violences et des groupes de parole organisés par la cellule Together.

► Collaboration avec ACCESS2University accueil et accompagnement des personnes réfugiées ou candidates réfugiées

Access2University (A2U) est un programme qui vise à préparer des (candidats) réfugiés, limités dans la poursuite de leur formation universitaire par leur niveau en langue française, à reprendre des études universitaires.

Nous sommes partenaires depuis 6 ans et nous organisons des formations, des permanences psychosociales et des cours comme le cours de français pour faciliter la recherche d'emploi.

Nous nous chargeons de la transition pour ceux qui n'auraient pas été admis et qui doivent se réinscrire

à la session académique suivante en prévoyant leur inscription à d'autres formations.

Nous sommes aussi partenaires de l'Institut des Langues vivantes de l'UCLouvain, du service d'aide de l'UCLouvain, du Centre Placet ASBL. Nous aidons et accompagnons les réfugiés dans leurs démarches administratives (entre autres, les démarches de reconnaissance des diplômes). Par ailleurs, nous proposons des formations plus limitées dans le temps (cours de français comme langue étrangère, citoyenneté et permis de conduire).

► Dialogue interdisciplinaire et ancrage d'une pratique académique

Formation sur la procédure d'asile en Belgique en collaboration avec la Clinique Rosaparks de la Faculté de droit de l'UCLouvain à l'intention des demandeurs et demandeuses d'asile. Elle portait sur les procédures de première et de deuxième interview, ainsi que sur le Règlement Dublin et est essentielle pour mieux comprendre le cadre juridique et les procédures complexes qui encadrent le parcours des personnes en quête de protection internationale.

Elle permet d'expliquer en détail les critères fondamentaux qui justifient une demande d'asile, tels que la crainte de persécution en raison de la race, de la religion, de la nationalité, des opinions politiques ou de l'appartenance à un groupe social particulier, comme le définit la Convention de Genève ainsi que les droits obtenus après l'obtention du statut de réfugié ou de protection subsidiaire, notamment en matière d'aide sociale, de droit au travail, et de regroupement familial. Cela permet de mieux accompagner les bénéficiaires de la protection internationale dans leur intégration en Belgique et de s'assurer qu'ils connaissent leurs droits pour faciliter leur quotidien.

Ce partenariat permet non seulement de proposer une formation enrichissante et structurée aux bénéficiaires de la protection internationale, mais constitue aussi un projet éducatif et social pour les étudiants universitaires engagés. Ces derniers peuvent ainsi acquérir une expérience concrète en matière de droit d'asile, tout en contribuant activement à une mission de solidarité.

► Un travail d'éducation dans les écoles à Louvain-la-Neuve et dans la région

Banalisés par les influenceurs, les contenus masculinistes prolifèrent sur Internet, notamment sur des forums favorisés par la pseudonymisation. Les réseaux sociaux grand public tels que Twitter, Facebook, Instagram, Tik Tok ou Snapchat sont devenus des plateformes de promotion de ces idées masculinistes. Cette situation est d'autant plus inquiétante que la plupart des utilisateurs sont jeunes et que les réseaux sociaux font partie intégrante de leur construction sociale.

D'où l'importance de construire ce travail de remise en cause des violences sexistes et sexuelles et qui questionnent des assignations de genre.

► Travail pédagogique avec des étudiants

La déconstruction des stéréotypes est un travail complexe, qui nécessite une remise en question des mythes identitaires.

Les échanges, le dialogue et l'interaction permettent de remettre en cause des « vérités » établies. C'est un éveil des consciences, une prise de responsabilité collective

pour changer notre regard sur l'autre. En abordant des thèmes universels tels que la migration, le racisme, la violence, la radicalisation, l'identité plurielle et la liberté d'expression dans les écoles, nous développons une vision nuancée des réalités sociales et politiques.

C'est dans cet esprit que nous accueillons, chaque année, des élèves de rhétorique, que nous intervenons dans les écoles de la région et que nous répondons aux sollicitations de divers groupes, qu'il s'agisse d'associations de quartier ou d'équipes professionnelles travaillant avec l'enfance.

► Éduquer les jeunes à la citoyenneté (écoles secondaires)

Avec l'abaissement de l'âge de vote à 16 ans pour les élections européennes, il était crucial d'informer les jeunes sur leur nouveau droit et de leur donner les outils pour un vote conscient et informé.

Un volet spécifique de ces ateliers fut consacré à l'analyse critique des discours politiques et médiatiques, avec une sensibilisation aux manipulations rhétoriques et aux fake news pour apprendre à décrypter les programmes électoraux et à en identifier les enjeux.

► Ateliers sur les stéréotypes de genre dans les écoles de Louvain-la-Neuve (Appel à projets Alter Egales)

Actions de sensibilisation sur les stéréotypes de genre, en intervenant auprès de divers publics : élèves du secondaire, étudiants en soins infirmiers (Haute école Léonard de Vinci).

► Débats électoraux citoyens

Réduire les inégalités d'accès à l'information électorale

- Avec l'AGL - Assemblée Générale des étudiants de Louvain : cet événement a rassemblé des étudiants et habitants d'Ottignies-Louvain-la-Neuve. Il a mis en avant des thématiques centrales telles que l'égalité des genres, les droits des migrants, l'accès au logement, la précarité et les services publics.
- Avec les maisons de quartier pour donner la parole aux citoyens de milieux populaires et précaires, qui sont souvent les premiers concernés par les décisions politiques locales.

**DÉBAT
ÉLECTORAL**

Élections communales 2024

Mercredi 09 octobre
À partir de 18h30

**Abdel
BEN EL
MOSTAPHA**
PS

**Julie
CHANTRY**
ECOLO

**Stéphane
VANDEN
EEDE**
KAYOUX

**Sébastien
COMBÉFIS**
MOUVEMENT
POUR DEMAIN

**Nicolas
VAN DER
MAREN**
OLLN 2.0

**Participez au débat politique avec les futurs
bourgmestres d'Ottignies-Louvain-la-Neuve !
Vos questions, leurs réponses pour les
élections communales 2024.**

    Pl. Montesquieu, 1
1348 - Louvain-la-Neuve
Auditoire UCLouvain Montesquieu n°10

► Journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (24 novembre)

En partenariat avec de nombreuses organisations locales, étudiantes et féministes

Revendications :

- Le rétablissement d'un éclairage public efficace dans certaines zones jugées dangereuses la nuit.
- Une meilleure prise en charge des victimes au sein de l'UCLouvain et des institutions locales.
- L'établissement d'un Centre de Prise en charge des Violences sexuelles (CPVS) à proximité d'Ottignies–Louvain-la-Neuve.
- Un renforcement des formations des forces de l'ordre pour l'accueil et le traitement des plaintes des victimes de violences sexuelles.
- Participation à la commission de travail « Droits des femmes » de la commune d'Ottignies–Louvain-la-Neuve avec la Maison-Arc-en-Ciel du Brabant Wallon, la Police, des échevins et conseillers de la ville, l'AGL, Vie Féminine, Génération Espoir asbl, Soralia

Ce travail a permis une visibilité accrue des enjeux féministes au sein de la commune.

► Participation au Front Féministe de Louvain-la-Neuve avec l'AGL, le kot Angela, un kot à projet féministe inclusif, des jeunesses politiques...

Organisation engagée dans la promotion des droits des femmes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Basée à Louvain-la-Neuve, elle œuvre pour sensibiliser la communauté universitaire et les habitants aux enjeux liés à l'égalité de genre.



Au niveau régional

► Participation dans le CWEHF, le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes

Les missions sont de formuler des avis et recommandations sur toute question relative à l'égalité hommes-femmes, de proposer des moyens à mettre en œuvre pour accomplir sa mission, de rendre des avis sur les mesures réglementaires, de suivre la problématique de l'égalité hommes-femmes dans les autres niveaux de pouvoir.

► Participation au CA du Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté, RWLP.

Pour permettre aux personnes vivant dans la grande pauvreté d'avoir les moyens de construire une réflexion collective et de faire entendre leur voix.

► Participation au Réseau wallon Femmes et Santé

Favoriser l'échange, la réflexion et la collaboration pour développer des concepts innovants et des outils pratiques,

en valorisant les savoirs, compétences et ressources des femmes.

Le Réseau œuvre, entre autres, pour une approche féministe de la santé, qui questionne la médicalisation des cycles de vie féminins et l'impact des inégalités de genre sur la santé et sa prise en charge

► Divico (Dispositif interdisciplinaire de lutte contre les violences dans le couple) avec la Province du Brabant wallon, la police fédérale et La Touline

Cette initiative vise à combattre les violences conjugales. Leur mission principale est de centraliser les informations détenues par divers services afin d'identifier et de prévenir les féminicides, les infanticides, les suicides et les enlèvements d'enfants.

► SOS Inceste et le Collectif des Femmes ont inauguré une permanence d'écoute.

« Une antenne de SOS Inceste ouvre à Louvain-la-Neuve, une première en Brabant wallon L'ASBL SOS Inceste

Belgique accompagne les personnes confrontées à des abus sexuels infamiliaux. Une antenne s'ouvre à Louvain-la-Neuve.

Les différents acteurs du projet accompagnés de la sénatrice Marie-Claire Nvumbi (en bleu) et du bourgmestre d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, Nicolas Van Der Maren.

SOS Inceste Belgique a été créé en 1989 à l'initiative de Zoé Milher, victime d'inceste et de maltraitance de ses 3 à ses 18 ans. Le siège de l'ASBL est établi à Etterbeek où Lily Bruyère, la coordinatrice de l'association, reçoit les victimes qui ont le courage de dénoncer les actes commis à leur égard. Une enquête de l'IPSOS de 2020 estimait que 10% de la population était touchée par l'inceste.

L'association SOS Inceste Belgique a reçu 2 320 appels lors de l'année 2020.

Un «espace safe» au Collectif des Femmes Jusqu'à ce jeudi 22 mai, jour de l'inauguration d'une antenne de SOS Inceste à Louvain-la-Neuve, le siège central d'Etterbeek était le seul lieu d'accueil des victimes. Il en existe maintenant un en Brabant wallon. L'association est

accueillie dans un local du Collectif des Femmes. «Nous travaillons depuis plus de 20 ans sur les violences plurielles. Cette maison, dans laquelle nous accueillons SOS Inceste, est un espace safe pour les femmes exposées à des violences de toutes sortes. C'est donc avec joie que nous sommes devenus partenaires de SOS Inceste», a indiqué Christiane De Wan, directrice du Collectif des Femmes, lors de l'inauguration. L'antenne néo-louvaniste de SOS Inceste Belgique est une première. «Il nous faudrait d'autres antennes dans d'autres provinces, tant les problèmes sont nombreux et les déplacements parfois difficiles pour certaines personnes», souligne Lily Bruyère.

Une permanence sera assurée rue de la Citronelle, 71, à Louvain-la-Neuve. Elle ouvrira un jour par mois de 11h à 17 h, à partir du mardi 27 mai. Elle sera accessible sur rendez-vous, à prendre par téléphone (0470 42 51 20) ou par mail (sosinceste.belgique@skynet.be) ».

Michel DEMEESTER (Vers l'Avenir)



Au niveau national

Travail de plaidoyer politique, des Initiatives sociétales

Ce travail s'est décliné sous diverses formes, que ce soit en termes de développement d'analyses, de participation à l'élaboration de formations, de plaidoyer auprès d'instances publiques. Cela a couvert les droits fondamentaux et les matières entre autres traitées sont en lien avec le droit des étrangers et la politique migratoire, le droit de disposer de son corps, la situation des mamans solos, les politiques de justice en matière de violence ainsi que le statut des cohabitants, l'égalité salariale, les droits économiques, sociaux ou encore culturels.

Manifestation nationale à Bruxelles : Un appel à des mesures fortes

Le 24 novembre, une manifestation nationale a été organisée par la plateforme Mirabal Belgium à Bruxelles, où plus de 10 000 personnes se sont réunies pour exiger des engagements concrets de la part du gouvernement.

Participation à la coalition Genre et Migration

La « Coalition Genre et Migration » est une initiative belge fondée en 2024 par six associations féministes. Elle vise à intégrer une perspective de genre dans les politiques de migration, d'asile et d'intégration.

Participation à la plateforme Mirabal

Coalition de plus d'une centaine d'organisations de la société civile, dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes.

8 mars - Marche des Femmes... plus de 10 000 personnes pour les droits des femmes

La révolte vient des femmes. Lutttes féministes et lutttes démocratiques sont historiquement, politiquement, intrinsèquement liées. Beaucoup se battent pour les femmes et font un travail remarquable d'aide, d'accompagnement, de réinsertion. Elles travaillent dans des conditions matérielles des plus

fragiles alors que le tissu associatif est vital et nécessaire. Tout ce qui pourra renforcer ces actions permettra aussi de renforcer le fonctionnement de la démocratie.

Pour une société qui cesse de creuser les inégalités Des centaines de milliers de manifestantes ont défilé pour revendiquer la fin des discriminations dont les femmes sont victimes.

Des réformes anti-femmes ? Le droit des femmes est-il la première victime des contraintes budgétaires ?

Deux grands reproches étaient formulés à l'adresse de l'exécutif.

Les réformes annoncées du marché du travail et des pensions.

La maigreur des avancées en matière de dépenalisation de l'avortement, un blocage pour l'allongement jusqu'à 18 semaines de délai légal durant lequel une autorisation de grossesse est autorisée.

Des mesures concrètes et fortes ont été annoncées par la Région wallonne pour venir en aide aux victimes de violences conjugales, plus d'argent pour les associations

qui leur viennent en aide et la mise en place de ce qu'on appelle des « packs nouveau départ », c'est-à-dire donner une aide économique, juridique, sociale à la femme, à la famille monoparentale par exemple, pour avoir une réinsertion progressive.

Revendications politiques :

- Un réinvestissement massif dans les services publics, particulièrement dans les structures de garde d'enfants et les services d'aide aux victimes de violences.
- Une revalorisation des métiers féminisés, souvent précaires et sous-payés, à travers une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail.
- L'indexation automatique des salaires, comme rempart contre l'appauvrissement des femmes.
- Le renforcement de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, avec des financements accrus pour la prévention et la protection des victimes.
- La fin des discriminations systémiques à l'encontre des femmes migrantes, des personnes LGBTQIA+ et des minorités racisées.



Au niveau international

Projet européen (CERV Daphné) « migrants », en partenariat avec le mouvement pour l'égalité des femmes et des hommes

Résultat de l'enquête sur les codes sociaux en lien avec les violences entre partenaires intimes-migrants

La recherche se base sur la littérature existante sur les violences entre partenaires intimes en Europe, en mettant l'accent sur la situation des femmes migrantes. Elle examine l'influence des normes sociales et de genre sur ces violences, tout en tenant compte de l'intersectionnalité des identités. La méthodologie inclut une revue systématique de la littérature scientifique et une analyse critique des études sélectionnées.

L'objectif était d'identifier les lacunes dans la recherche existante et de formuler des recommandations pour des politiques publiques plus inclusives et adaptées aux besoins des femmes migrantes victimes.

L'étude met en lumière le manque de contextualisation des analyses actuelles et souligne la nécessité d'adopter

une approche épistémologique intersectionnelle. Elle vise à améliorer la compréhension des VPI et à promouvoir des interventions psychosociales.

Cette recherche a mis en évidence la complexité des violences au sein des couples migratoires en Europe, en soulignant l'importance des normes sociales, des facteurs individuels et macrosociaux, et la nécessité d'une approche intersectionnelle et contextuelle dans la recherche et les politiques publiques.

Bien que la violence conjugale touche tous les groupes sociaux, les femmes migrantes et issues de minorités ethniques sont particulièrement vulnérables. Ces femmes subissent souvent des violences multiples et sont confrontées à diverses formes de discrimination.

L'objectif général du projet est de développer des outils (un guide européen, une grille, un kit de formation, etc.) pour aider les acteurs de première ligne à soutenir les femmes victimes de violence, tout en sensibilisant l'ensemble de la société (victimes, témoins, agresseurs) aux normes qui sous-tendent la violence conjugale et en favorisant un changement social en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.



Projet européen - EWM-PARTICIPATION

Autonomiser les femmes migrantes : promouvoir l'engagement et la participation citoyenne en Belgique et en Espagne.

Nous avons mené une étude approfondie sur cette thématique en Belgique. Cette initiative s'est inscrite dans un contexte électoral crucial, marqué par les élections européennes, fédérales et régionales, où la question de la représentation des femmes issues de l'immigration était plus pertinente que jamais.

L'objectif était d'analyser les freins structurels et socioculturels qui entravent l'engagement politique des femmes migrantes, tout en identifiant des pistes concrètes pour favoriser leur inclusion citoyenne. À travers une méthodologie participative impliquant questionnaires, groupes focus et comparaisons internationales, nous avons pu mettre en lumière les obstacles spécifiques auxquels elles font face et proposer des recommandations concrètes aux décideurs politiques et aux associations. Les conclusions ont été présentées officiellement le 16 octobre 2024, lors d'un événement rassemblant des personnalités politiques, des représentants d'associations et des citoyens engagés. Nous avons également participé

au Festival des Droits Humains, où une session spécifique a été consacrée à cette problématique devant le Parlement européen.

Participation à un forum politique qui s'est tenu en Espagne afin de confronter les idées des partis politiques espagnols sur les questions de migration et de participation politique des femmes migrantes.

Cette étude a permis d'ouvrir un dialogue constructif entre les acteurs politiques, les associations et les femmes migrantes elles-mêmes. Elle a également renforcé notre plaidoyer pour une meilleure inclusion des femmes issues de l'immigration dans les processus décisionnels.

Au Plan national SIDA

NYAMPINGA fait partie du comité du Conseil Positif (CP), organe pour les personnes vivant avec le VIH, lié au Plan national VIH 2020-2026. Il collabore avec les politiques pour des raisons stratégiques et avec Breach, le Consortium belge de recherche, fruit d'une collaboration entre les Centres de référence et les Laboratoires de référence SIDA belges, des groupes de recherche scientifique et des organisations œuvrant dans le domaine de l'infection à VIH/SIDA.

Ce conseil est habilité à fournir des conseils spécialisés, sur demande ou de sa propre initiative, par exemple, concernant les traitements médicaux et le suivi, l'accompagnement, la qualité de vie et le bien-être, l'éducation, le contexte juridique, les barrières socio-économiques et la promotion de la recherche sur le VIH.

Participation à la Marche mondiale des Femmes

la Marche mondiale des Femmes (MMF) est un réseau international engagé dans la lutte contre la pauvreté et les violences faites aux femmes.

Participation à Wide

WIDE+ (Women In Development Europe+) est un réseau féministe européen regroupant des militantes, des organisations de défense des droits des femmes, des spécialistes du genre et des associations de femmes migrantes. Son objectif est de promouvoir les droits des femmes dans une perspective plus large de justice sociale, de moyens de subsistance durables et de droits humains. Le réseau milite pour des politiques européennes équitables, impactant les populations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe, et encourage un mouvement féministe inclusif et intersectionnel en solidarité avec les féministes du Sud global.



« Défis et stratégies de soutien dans le contexte diplomatique et consulaire » avec des représentants de quinze pays d'Amérique latine, dont la Bolivie, le Paraguay, le Chili, Cuba, le Venezuela, la Colombie, le Brésil, entre autres. Étaient présents les ambassadeurs, des consuls et des agents consulaires engagés dans la protection des droits humains et l'égalité des genres.

Cette rencontre avait pour objectif principal de sensibiliser et d'informer les consulats sur les multiples formes de violences que subissent les femmes migrantes, en particulier celles qui se trouvent en situation de vulnérabilité sur le territoire européen.

L'accent a été mis sur l'importance d'une approche concertée et coordonnée, basée sur l'échange de bonnes pratiques, la consolidation de réseaux et la mise en œuvre de stratégies concrètes de collaboration et de formation continue pour le personnel consulaire

Ce travail, amorcé en 2024, se poursuivra tout au long de l'année 2025. Il s'inscrit dans une dynamique d'élargissement progressif, avec pour objectif de mobiliser également les consulats des pays africains afin d'ouvrir le champ de coopération à d'autres réalités migratoires importantes en Belgique et en Europe.



TRAVAIL SOCIAL DE PROXIMITÉ

1. La médiation interculturelle

2. Violences Pluri'elles

3. Tremplin pour la vie

4. Nyampinga

5. L'Art thérapie





1

LA MÉDIATION INTERCULTURELLE

Être médiateur.rice culturel.le : mieux comprendre pour mieux aider

Le Collectif a créé des espaces de dialogue, de respect et de compréhension mutuelle pour tous nos projets. Nous nous positionnons comme médiateurs entre les cultures pour faciliter l'accès des populations immigrées et précarisées aux services, aux administrations, à l'enseignement et aux soins de santé.





2

VIOLENCES PLURI'ELLES

12 000 appels par an de femmes victimes de violences conjugales, 21 féminicides en 2024

La violence à l'égard des femmes et des filles constitue une atteinte grave aux droits fondamentaux et ses conséquences sont lourdes.

Elle affecte les femmes mais aussi leurs familles, leur communauté et leur pays et engendre des coûts élevés.

Les féminicides

Avant, on appelait cela un drame passionnel!

Maintenant, le fait qu'une femme soit tuée en tant que femme parce qu'elle est une femme s'appelle féminicide. Les chiffres sont glaçants.

La vérité de cette réalité est insoutenable. Le féminicide touche toutes les classes de la société. Malgré la connaissance de ces drames, malgré les avancées de la justice et de la police, malgré l'horreur qu'ils suscitent, les féminicides continuent à exister.

La mécanique qui mène au féminicide est lente, cohérente, faite de violences répétées depuis longtemps, de mépris, de dégoût, de dévalorisations successives qui vont aboutir au crime. La femme est réduite à un objet, elle n'est plus un sujet de droit et son corps est à disposition.

Si une chose est gênante, il faut s'en débarrasser.

Inscrire le fait de tuer son conjoint comme féminicide permet de le rendre juridiquement plus visible.

Parmi les victimes, un tiers des femmes seulement ont déposé plainte ou une main courante.

Des dizaines d'années de mobilisation de la société civile et des mouvements des femmes ont placé l'élimination de la violence basée sur le genre en haut de la liste des priorités nationales et internationales.

Un nombre de pays sans précédent dispose des lois contre la violence, les agressions sexuelles et les autres formes de violence.

Toutefois, il reste bien des défis à relever pour faire appliquer ces lois afin que les femmes et les filles puissent jouir de la sécurité et de

la justice. Les initiatives de prévention sont insuffisantes et les actes de violence restent bien souvent impunis.

Le temps n'est pas compté pour nos accompagnantes qui savent trouver les mots et réussissent à nouer des rapports personnels avec ces femmes, qui le plus souvent, s'estiment coupables et responsables d'être ainsi violentées par l'homme qu'elles aiment ou qu'elles pensent aimer encore.

Les étapes sont connues et, hélas, répétitives. Le scénario reste identique jusqu'à la nausée. Une femme qui se tait et est harcelée par son conjoint depuis des années n'ose pas en parler, y compris à son entourage proche, tant elle est encerclée par la peur. Il lui en faut du courage pour appeler, raconter son histoire, se faire écouter et plus encore pour revenir.

Pas question de dire à leur conjoint que ces femmes ont fait cette démarche tant elles redoutent les réactions.

Certaines ne peuvent pas revenir au domi-

cile dans la crainte que cela leur soit fatal. Et là commence la recherche d'un hébergement transitoire.

D'autres ne franchissent pas le pas et se font accompagner au téléphone par un des membres de l'équipe qui les mettent en confiance, leur indiquent et leur répètent leurs droits et les rassurent pendant des heures.

Le pire recommence toujours, hélas.

Pour mettre fin au cycle des violences, il faut une judiciarisation du comportement de l'homme qui, le plus souvent, nie en bloc et admet parfois qu'il a été poussé à bout par l'attitude de sa compagne, seule responsable... « C'était normal... C'est pour la calmer... Cela ne m'empêche pas de l'aimer. »

Ce sont les femmes elles-mêmes qui nous apprennent chaque jour comment mieux les aider...

Depuis le mouvement #MeToo, les plaintes pour viol ont doublé et les délais ne cessent de s'allonger.

Tout le monde en subit les conséquences : d'abord les femmes qui ont déposé plainte, les présumés coupables et les avocats qui se révoltent contre cette lenteur désespérante. Le courage des femmes serait-il sanctionné ?

Le raz de marée de la libération de la parole ne peut, hélas, actuellement être pris en charge totalement et dans la durée, sur le terrain faute d'infrastructure pour mettre les femmes à l'abri.

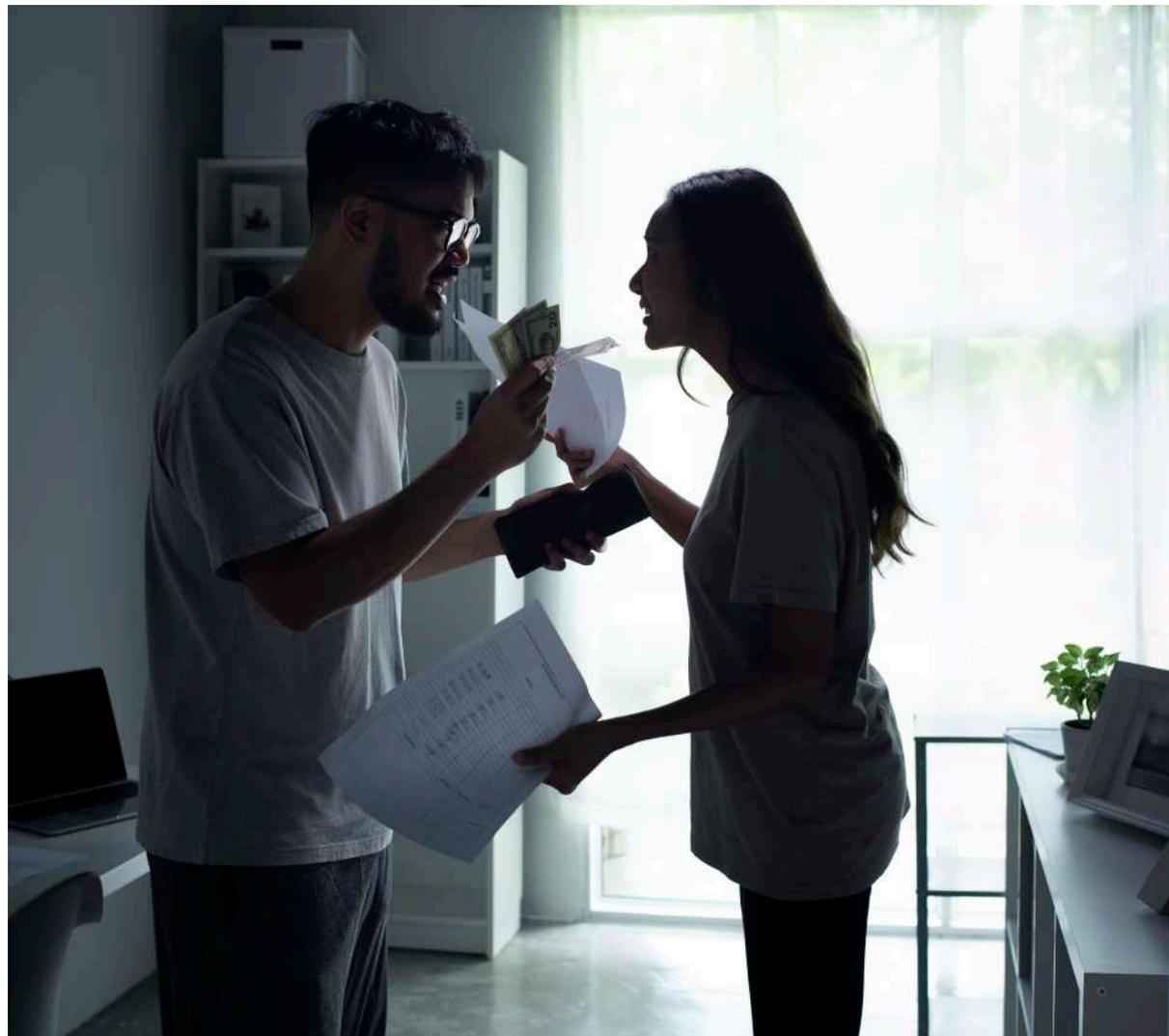
La souffrance des enfants, victimes collatérales de ces drames, ne cesse de grandir et doit impérativement être prise en charge. Nous devons avoir plus de moyens pour faire de la prévention.

Les violences conjugales sont un problème complexe, qui nécessite une approche holistique et multidimensionnelle pour être traité efficacement. Le manque de

coordination et de collaboration entre les différents services (justice, santé, services sociaux, associations) peut constituer un frein à cet accompagnement. Cela conduit parfois à une prise en charge fragmentée et inefficace.

Les violences invisibles

Ces violences psychologiques (manipulations, menaces, humiliations...), économiques (contrôle des dépenses, suspicion...), institutionnelles (échec des systèmes à soutenir les victimes) et administratives, souvent méconnues, ont des impacts dévastateurs. Elles agissent lentement, en dégradant l'estime de soi, la sécurité financière, et les droits fondamentaux des victimes.



L'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales à travers le Processus de Domination Conjugale (PDC)

Le modèle du PDC propose une approche enrichissante et nuancée.

Dans le cadre de l'accompagnement, il est impératif d'avoir une approche intersectorielle, où tous les acteurs impliqués (travailleurs sociaux, psychologues, policiers, juges, etc.) se coordonnent pour garantir une réponse efficace et rapide face à la violence. Cela comprend l'échange d'informations et l'établissement de protocoles d'intervention communs.

Dispositifs thérapeutiques - Le récit de vie

Le récit de vie s'avère être une approche thérapeutique efficace pour les victimes de violences conjugales, favorisant la guérison face aux traumatismes.

Le récit de vie, dans le cadre d'un accompagnement juridique, est un outil précieux pour atténuer la victimisation secondaire. En collaboration avec le Service d'Aide aux Victimes (SAV) ou l'agent de police, nous construisons le récit des faits de violence dans un environnement bienveillant.

Méthodologie

Le service Violences Plurielles utilise, entre autres, l'approche de proximité qui consiste à accompagner la victime vers les institutions sociales nécessaires, en servant de médiateur. Elle permet également de mieux comprendre le système socio-juridique.

L'approche intersectionnelle

Elle met en lumière les différents groupes discriminés par leur culture, leur genre ou leur orientation sexuelle.

L'empowerment

Il favorise l'autonomie et la capacité d'action des personnes victimes de discrimination. Cette approche comprend une étape de visibilisation des difficultés et du potentiel, ainsi qu'une désinhibition de ce potentiel à travers des groupes de parole et des objectifs de vie.

Accompagnement spécifique des personnes LGBTQAI+ face aux violences de genre, une approche intersectionnelle

Il s'agit d'un travail d'inclusion, de sensibilisation et de visibilisation des personnes LGBTQAI+ pour faire de nos services un lieu d'accueil « safe » et engagé contre toute forme de discriminations ou de violences liées au genre.

Nous avons engagé un travail d'accueil de personnes migrantes trans victimes d'exploitations sexuelles et un suivi psychosocial exhaustif.

Un « pack nouveau départ » pour les femmes qui doivent quitter un conjoint violent

De nombreux obstacles subsistent pour les femmes victimes de violences intrafamiliales qui doivent s'en aller du domicile conjugal.

Les différents niveaux de pouvoir du pays se sont engagés, dans le cadre de la 5e conférence interministérielle (Cim) Droit des femmes, à les lever au maximum et faciliter ainsi la séparation avec le conjoint violent. Cependant, les dispositifs existants s'inscrivent dans des délais souvent beaucoup trop lents.

Le « pack nouveau départ » prévoit une aide financière d'urgence pour aider la victime à couvrir les premières dépenses auxquelles elle doit faire face : garantie locative, premiers loyers, frais d'avocat, etc.

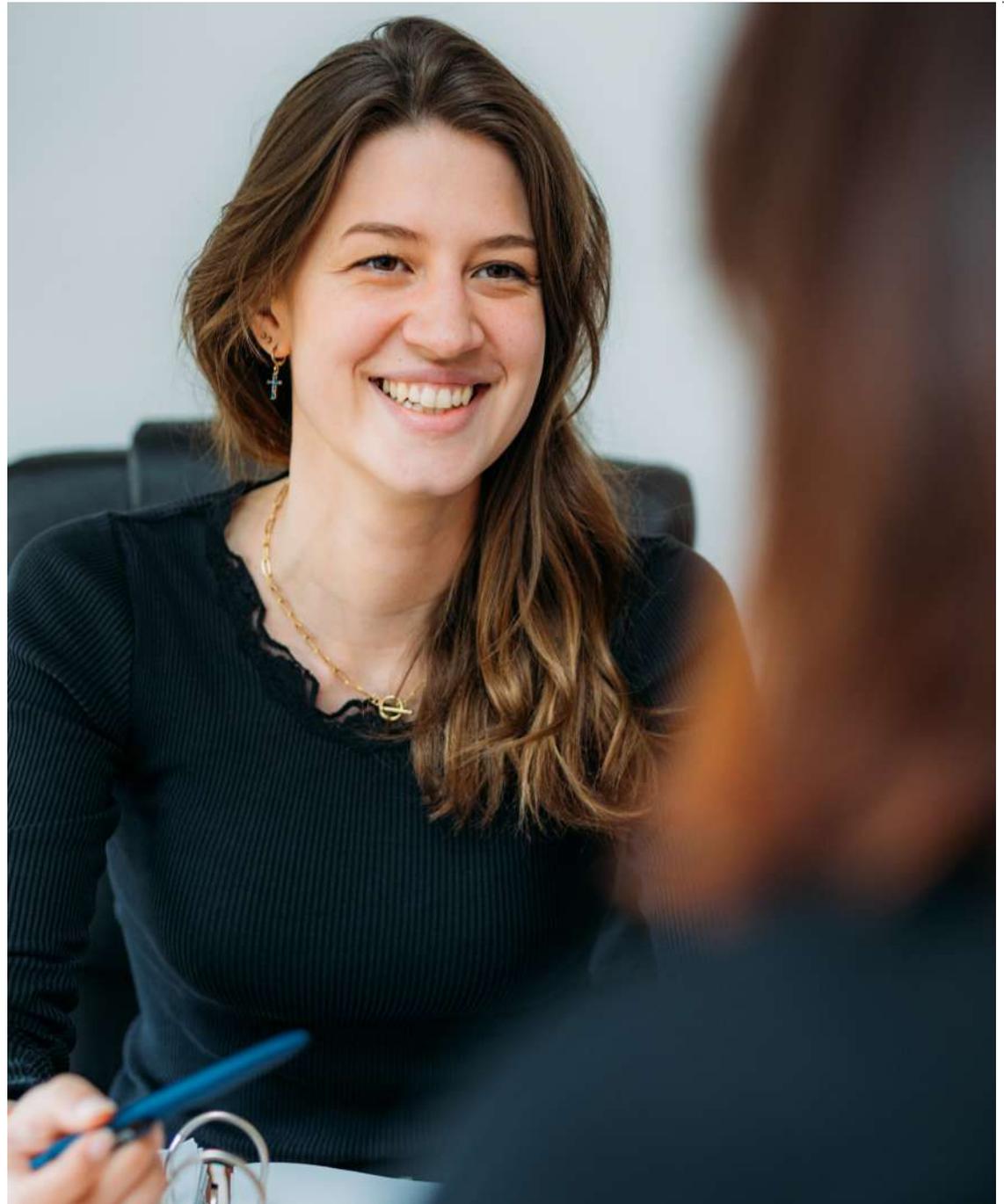
Il inclut une aide psychologique via des séances individuelles et collectives ainsi qu'un appui juridique.

Formation des professionnels

Notre travail avec les victimes de violences entre partenaires nous confronte à des personnes ayant subi des traumatismes souvent anciens : inceste, viol, maltraitance, harcèlement scolaire...

La situation est plus complexe pour les femmes migrantes, qui manquent de ressources pour se soigner et peuvent, en raison de leur culture, être réticentes aux prises en charge psychologiques classiques.

La formation interuniversitaire en psycho-traumatologie vise à offrir une prise en charge adaptée à ces populations, en mobilisant diverses approches thérapeutiques, dont le récit de vie pour redonner du sens à leur parcours.



3

Tremplin pour la vie

La politique migratoire de l'Union européenne s'est résumée, ces dernières années, à la fermeture des frontières, au refoulement des demandeurs d'asile et à l'externalisation de la procédure d'asile dans des pays tiers.

Ce faisant, non seulement l'UE se prive d'une politique migratoire cohérente, mais elle viole, en outre, ouvertement les valeurs humanistes qu'elle prétend incarner.

L'obsession migratoire contribue à réduire la politique de voisinage à la lutte contre la migration irrégulière au détriment de la lutte contre les inégalités Nord-Sud qui représentent pourtant la principale cause des migrations forcées.

Pour les migrants, ces politiques restrictives ont nécessité d'emprunter des voies toujours plus dangereuses. Cela a contribué à enrichir les réseaux de passeurs que l'UE prétend pourtant combattre et a, en outre, causé des milliers de morts en Méditerranée et de graves violations des droits

humains. En collaborant avec la Libye, l'UE a ainsi permis aux réseaux mafieux de multiplier les exactions envers les migrants, allant du travail forcé à la torture, aux vols et aux viols.

Le manque des voies sûres et légales de migration condamne les demandeurs d'asile à se tourner vers les réseaux de passeurs et à emprunter des routes toujours plus dangereuses. Il en découle des traumatismes qui rendent plus complexes les politiques d'intégration, pourtant indispensables pour garantir les conditions du vivre ensemble.

À cet égard, seul un cadre européen favorisant la coopération et l'harmonisation des procédures d'asile est susceptible de garantir une politique d'asile cohérente et respectueuse des droits humains.

Qu'en est-il de la migration féminine ?

Certaines femmes sont poussées à migrer par des inégalités de genre profondément ancrées, ainsi que par le changement climatique, les conflits, la violence généralisée et les persécutions. Il arrive souvent que les politiques et les lois en matière de migration reproduisent ou accentuent les inégalités entre les sexes. De nombreuses femmes migrantes doivent assumer de manière disproportionnée les responsabilités ménagères et de soins.

Des actions concertées pour un accompagnement psycho-médico-social concerté. Que reste-t-il du droit d'asile ?

La question de l'asile est aujourd'hui indissociable de l'ensemble de la politique migratoire. Dès lors que la lutte contre l'immigration illégale est érigée en priorité absolue, dès lors que les migrant.e.s

toutes catégories confondues sont considéré.e.s comme la source de risque auxquels il faut parer, le droit d'asile se trouve inévitablement réduit à peau de chagrin.

La « crise migratoire » est en réalité une crise de l'asile. Il ne manque que la volonté politique pour concrétiser cette demande et instaurer une véritable politique européenne d'asile, fondée sur les voies sûres et légales d'immigration et un mécanisme de répartition équitable des réfugiés entre les États membres de l'UE

Une permanence d'accueil : une politique de l'hospitalité

« Les réfugiés sont les premiers enfermés dehors » Michel Foucault

Grâce à notre action, des citoyen.ne.s font preuve de solidarité. Le droit d'asile n'est pas la concession d'une hospitalité, il est la conséquence d'une commune humanité.

Accueillir et intégrer c'est donner un statut et des droits, c'est laisser les personnes exilées, réfugiées,

primoarrivantes s'aider elles-mêmes, c'est aussi leur permettre de contribuer à la société.

Écouter les professionnels dans leur pratique de témoin pour aller à la rencontre de ce qui devrait faire la base de la politique : la capacité à développer des expériences bonnes collectives.

Débusquer les fantasmes identitaires sur l'autre...

Quand on suit ce qui se passe aux frontières, on constate que les gens ne sont pas pour ou contre les migrant.e.s, pour ou contre la sécurisation des frontières, mais font face à tout un tas de paramètres compliqués qui les mettent dans des situations politiques, morales ou humaines très complexes.

Des formes de vulnérabilité particulièrement intenable, d'injustice inacceptable peuvent être combattues par des pratiques d'hospitalité appropriées. Les considérer, les valoriser, les reproduire ailleurs c'est un premier pas contre l'abandon des populations qui risquent l'exclusion, la mort ou l'errance continue.

« Comment puis-je prouver que je mérite l'asile » ?

Les personnes doivent exposer leur récit et leurs malheurs en les faisant entrer dans les cadres de recevabilité avec une attention aux différences linguistiques, mais aussi de représentations culturelles.

Accueil des réfugié(e)s, logiques de « one stop center » / aide juridique et administrative, accompagnement pour l'insertion sociale et professionnelle, soutien psychologique et médical, accès aux biens vitaux, ateliers d'éthique narrative...

Nous pensons l'accueil et ses articulations avec les écosystèmes qui l'environnent pour inventer d'autres types de liens solidaires entre les populations et notamment les plus vulnérables. Ce sont donc des lieux dédiés à l'expérimentation démocratique qui, même s'ils manient des échelles très humaines, ont valeur de modèle et d'inspiration et constituent une nouvelle façon d'élaborer des services publics avec des protocoles particuliers de reproductibilité.

L'épreuve du réel

L'action de tremplin repose sur des échanges quotidiens, véritables cheminements vers une acceptation où les différences deviennent invisibles. Mais aujourd'hui, beaucoup de ces chemins sont bloqués, renforçant la suspicion envers l'ensemble de la population étrangère.

Un toit : première phase vers l'intégration

Une réponse pour les migrant.e.s sans logement : Nous proposons des pratiques multiples qui peuvent garantir l'accès, le maintien et la stabilisation dans le logement. Certains autochtones bénévoles offrent leur temps à un.e réfugié.e pour sa recherche de logement. D'autres offrent une chambre libre dans leur habitation, moyennant une participation financière.



Une équipe tout terrain : La relation d'accompagnement au logement

L'accompagnement au logement se distingue par sa réalisation hors des murs du Collectif. L'accueillant.e découvre une autre culture, dépasse sa peur du migrant et bénéficie d'une présence humaine chez lui. C'est une rencontre entre accueillant.e et accueilli.e, fondée sur une relation interculturelle au quotidien.

Accompagnement dans le domaine de la santé au sens large

Nous accompagnons les migrant.e.s lors de leurs premières consultations médicales en créant des moments de « traduction » avec les médecins et les pharmacienn.e.s.

La formation et l'emploi

Notre projet Duo vers l'emploi a mis en contact des chercheur.euse.s d'emploi réfugié.e.s avec des bénévoles expérimenté.e.s afin d'être accompagné.e.s dans leur recherche d'emploi ou vers une formation. Grâce à cet accompagnement, 24 personnes ont réussi à trouver de l'emploi.



L'aide juridique

Notre accompagnement vise à simplifier la communication entre réfugié.e.s ou demandeur.euse.s d'asile et l'avocat.e, bien souvent avec l'aide d'un.e traducteur.trice.

Mobilité

Nous proposons une formation théorique au Code de la route pour préparer les personnes allochtones au permis de conduire belge, assurée par un formateur expérimenté trilingue (français, anglais, arabe), qui offre également un coaching individuel jusqu'à l'examen.

Duo vers l'inclusion : pour une rencontre multiculturelle

Ce projet a mis au point des duos entre les Belges autochtones et les personnes d'origine étrangère (Duo Recherche et accompagnement du logement, Duo vers l'inclusion sociale).



Perspectives

Renforcement de l'accès au logement

Développement d'une approche « Housing First », qui place le logement au centre du parcours d'insertion des réfugiés.

Renforcement de notre guichet unique de proximité (« One-Stop-Shop »)

En 2025, nous souhaitons structurer nos actions autour d'un guichet unique de proximité, où les bénéficiaires peuvent accéder à un accompagnement psycho-médico-social complet et personnalisé.





4

NYAMPINGA, ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

NYAMPINGA a soufflé ses 20 bougies !

Les vingt ans d'existence de NYAMPINGA furent ponctués de moments de lutte pour plus de dignité pour les personnes vivant avec le VIH, spécialement les femmes.

Selon SCIENSANO, il est regrettable qu'au 21^e siècle, vivre avec le VIH expose à de nombreuses discriminations, comme le refus de soin, par exemple chez certains dentistes. Il reste difficile de contracter un prêt ou d'exercer certains emplois.

À un « toit pour elles », nous profitons de toute occasion pour faire passer notre message de prévention.

Situation du VIH/SIDA dans le monde

Le récent rapport d'ONUSIDA : « L'urgence d'aujourd'hui - Le SIDA à la croisée des chemins » montre une progression continue du déploiement des médicaments auprès des personnes vivant avec le VIH.

NYAMPINGA face au VIH/SIDA

NYAMPINGA accueille et accompagne les femmes et familles vivant avec le VIH, en valorisant une approche du « mieux vivre » centrée sur la prévention culturellement adaptée et portée par la conviction que l'autre qui souffre est un cadeau, non un fardeau.

Divers axes de travail :

► Création d'un cadre de convivialité et d'un réseau de solidarité

Les femmes vivant avec le VIH se retrouvent pour échanger et les ateliers permettent aux femmes d'apprendre et de partager leurs expériences.

► Des dispositifs d'accompagnement, d'écoute et de formation

Certaines pathologies sont plus invalidantes que d'autres et ont des conséquences sur le bien-être, la mobilité, la vie familiale et sociale.

Il s'agit de proposer un accompagnement qui ne victimise pas, mais soutient les forces de résistance des personnes malades.

► Un accompagnement psychosocial

Celui-ci se fait à travers l'entretien individuel, les visites à domicile/clinique, les accompagnements sociaux.

Un lien humain profond dont les valeurs d'humanité, de sororité et de bienveillance n'ont cessé d'accompagner NYAMPINGA depuis sa création.



► **Les groupes de paroles : des lieux de liens pour un travail thérapeutique**

Ces lieux se distinguent par la qualité des liens qui s’y tissent, favorisant entraide, création et développement communautaire.

► **Un travail de développement communautaire pour établir un projet thérapeutique.**

La santé dépend fortement de facteurs sociaux comme l’éducation, le logement, le revenu, l’emploi, la culture et le lien social. Pourtant, ces éléments restent souvent négligés par des politiques de santé centrées sur les soins curatifs.

Agir ensemble, à tous les niveaux, est essentiel pour améliorer durablement le bien-être des personnes.

► **La semaine « bien-être », en partenariat avec la Clinique Saint-Pierre (psychologue, médecin, diététicien)**

Organisée deux fois par an et ouverte à tous, son objectif principal est le développement de l’estime de soi à travers les interventions proposées sous divers angles.

► **La rupture du rejet et de la stigmatisation des femmes séropositives**

Rares sont les personnes qui parlent à visage découvert de leur séropositivité.

Par ailleurs, la banalisation du VIH/SIDA et des informations parcellaires sur le VIH/SIDA constituent un cocktail explosif pour l’accroissement des contaminations. La sensibilisation est donc cruciale. Sans relâche, nous sillonnons les rues de Louvain-la-Neuve pour distribuer nos brochures et dépliants de sensibilisation et expliquer inlassablement notre slogan : « Prévenir-Dépister-Traiter ».

► **Soutien aux professionnels pour une prévention adaptée aux cultures des malades**

Cela se fait notamment par les échanges avec les médecins et autres professionnels de la santé dans nos groupes de parole, lors de nos accompagnements à la clinique et au cours des journées des femmes.

► **L’accompagnement en fin de vie**

Dans l’accompagnement en fin de vie, chaque geste, chaque parole peut faire la différence.

Petit à petit, nous apprenons à être pleinement présents pour accompagner au mieux la personne et ses proches.

Semaine bien-être 2024
"Un toit pour elles"
Rue de la Citronnelle, 71
1348 Louvain-la-Neuve
Du 3 au 6 juin

Programme :

Lundi 03/06, 9h30-16h
"Souffrance psychiques, douleurs physiques"
par Ariane BARTHELEMY, psychologue au CHU Saint-Pierre à Bruxelles

Mardi 04/06, 9h30-16h
"Outils de gestion du stress : gestion du temps, ordre au quotidien pour une paix intérieure et un soin à soi"
par Béatrice MAILLEUX, formatrice au Collectif des Femmes, et Célestine VALETTE, coach de vie et thérapeute

Mercredi 05/06, 9h30-16h
"Harmonie vestimentaire : des conseils personnalisés pour mieux habiter son corps"
par Françoise FENNVILLE, styliste

Jeudi 06/06, 9h30-16h
"L'esthétique au service de l'estime de soi : le soin des mains"
par Michelle CRISPIN, bio-esthéticienne Dr. Neuschka à Louvain-la-Neuve

GRATUIT
Inscription obligatoire

CONTACT
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 12h30 à 16h

ADRESSE
Rue des Sports, 19
1480 Louvain-la-Neuve

TELEPHONE
Accueil : 01047.47.69
Thérèse Böhmung : 0498.71.30.62

EMAIL
accueil@collectifdesfemmes.be

Collectif des FEMMES

Sponsors: VIV, le réseau d'acteurs publics, GILEAD



5

ART THÉRAPIE, UN BIENFAIT

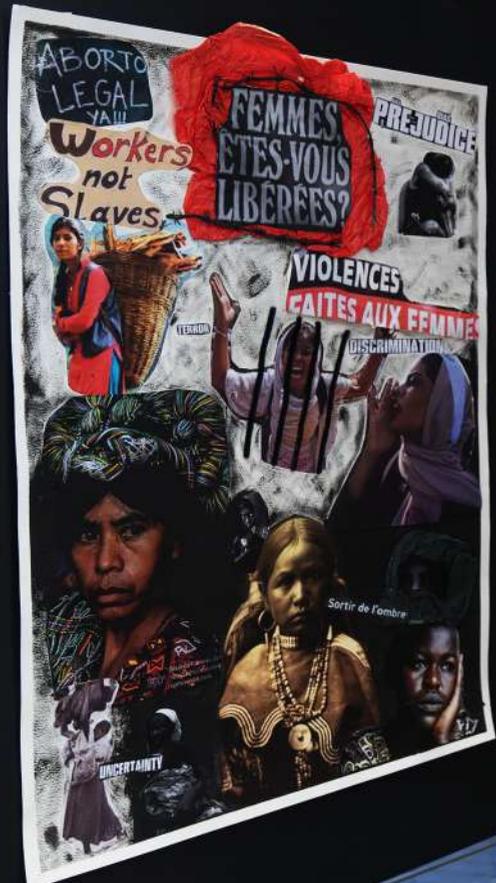
Des identités blessées : guérir de ses blessures et faire la paix avec soi-même
Adopter la démarche de création militante pour redonner un sens à la vie. L'objectif est de créer un lieu de partage de nos savoirs constitué à partir des expériences vécues. Il s'agit de donner des clés d'écoute et d'initier les personnes à des outils graphiques pour qu'elles puissent audibiliser leurs récits.

Nous travaillons avec des femmes blessées. Dans nos ateliers, nous développons des stratégies permanentes d'adaptation, véritables gages de survie pour soulager la détresse intime et accéder à la connaissance d'elles-mêmes et de la vie. Ainsi elles peuvent laisser derrière elles les blessures et leurs fardeaux.

Il existe un rapport entre l'art et le développement, l'art est un champ de la métaphore possédant un pouvoir de catharsis, sa force ce sont des messages qui passent par un autre canal.

Travailler sur et autour du passé revient à le revisiter pour essayer d'y poser un autre regard.

Nos artistes sont des passeur.euse.s, des animateur.rice.s, ils/elles ne sont pas non plus des thérapeutes, ce qui leur donne une plus grande latitude dans la nature de leur travail et leur confère une certaine neutralité. Explorer d'autres espaces qui permettent de se reconnecter à la création et d'amener un élan vers du possible, du positif. La socialisation est l'un des bénéfices « secondaires » de ces pratiques artistiques.



FORMATIONS DE BASES

1. Initiative locale d'intégration

- *Parcours d'intégration*
- *Français langue étrangère*
- *Ateliers d'écritures*

2. Fracture numérique



INITIATIVE LOCALE D'INTEGRATION

Le caractère émancipateur des savoirs construits

Voir au-delà des mots, des choses du temps. Observer pour mieux s'évader. Écrire pour mieux ressentir.

Des publics en croissance et diversifiés, des apprentissages qui se construisent désormais dans la durée.

Alternance d'expériences sociales et formation sont des enjeux de l'enseignement pour adultes.

Réappropriation de cet enseignement par nos différents acteurs

« Ne pas pouvoir s'exprimer ni structurer une pensée formelle, c'est ne pas se sentir exister. » Alain Benlalia

Le langage est aussi ce qui nous fait exister. Je parle, donc je suis. Pourrait-on dire, car la pensée et la parole vont de pair.

Notre conscience d'exister est donc fonction de cette capacité de parler à quelqu'un et de recevoir sa parole. Est-ce que je suis ? La réponse nous est donnée, entre autres, par le langage et l'écriture. On est à la fois traceur, car on laisse une trace dans l'intelligence d'un autre, et tracé parce qu'on ouvre son intelligence à la pensée d'un autre.

Développer la créativité linguistique

Dans nos formations, les approches sont axées sur l'apprentissage par l'expérience. Les parcours d'apprentissage sont flexibles et permettent de mieux s'adapter à la situation intrinsèque des personnes.

LE PARCOURS D'INTÉGRATION

Le parcours d'intégration pour les primoarrivant.e.s : une démarche interculturelle avec le Centre Régional d'Intégration du Brabant wallon.

Français langue étrangère

La Belgique a dû accueillir sur son territoire un nombre inédit de personnes étrangères. Près de 100 000 migrants, dont 60 % d'Ukrainiens, ont ainsi trouvé refuge dans notre pays. Notre association a été massivement sollicitée.

Le programme combine apprentissage du français, citoyenneté, insertion socioprofessionnelle, formation et participation des migrant.e.s.

Les personnes primoarrivantes, présentes en Belgique depuis moins de trois mois, doivent suivre ce parcours, inscrit dans une convention d'accueil avec un bilan social.

Mais le décret fonctionne en silos : une fois le parcours d'accueil terminé, on passe à un autre. Or, pour envisager emploi ou formation, les personnes doivent d'abord répondre à leurs besoins essentiels et retrouver confiance en elles.



Citoyenneté : un idéal démocratique

Ces parcours incluent des échanges, des analyses et des choix, mettant la démocratie en pratique. La formation obligatoire dure 60 heures et suit le programme du DISCRI (Dispositif de concertation et d'appui aux Centres Régionaux d'Intégration).

Les participant.e.s prennent aussi part à des plateformes thématiques et au comité de coordination de l'intégration.

Transversalité et inclusivité

Notre approche ne fonctionne que si la société devient plus inclusive. Elle combine autonomie individuelle et inclusion collective. Cette stratégie intègre aussi l'intégration des primoarrivant.e.s dans les politiques générales de logement et d'insertion socio-professionnelle.

Des permanences sociales

L'objectif du projet est de lutter contre les discours de haine, de déconstruire les préjugés à caractère raciste et de favoriser la rencontre collective d'un public multiculturel.

En intégrant la dimension de la contrainte et du processus de sanction pour un public fragilisé économiquement, ce parcours pose néanmoins des questions idéologiques. Par contre, il permet aussi au Centre Régional d'Intégration d'accueillir des personnes et d'offrir un espace d'information et d'orientation. Le soutien financier de la Région wallonne nous permet dans ce cadre d'offrir un travail de qualité et de répondre à la demande croissante des réfugiés. Nous avons triplé tous les modules de formation.



2

ÊTRE AVEC...DES ESPACES PROPICES À DIVERS APPRENTISSAGES DU FRANÇAIS

Les cours de français langue étrangère (FLE) et d'éducation citoyenne permettent aux participants de redécouvrir leurs savoirs, de mieux comprendre leur environnement et de s'engager dans des actions collectives. Le cours de FLE a également évolué vers une classification plus claire et cohérente des niveaux.

Approche pédagogique

La formation s'inscrit dans une perspective de pédagogie active.

L'approche didactique combine la pédagogie par projet de Piaget avec les six étapes développées par Laurens : sensibilisation, compréhension, repérage, conceptualisation, systématisation et production. Ces étapes peuvent être adaptées selon les besoins.

Les formateurs se focalisent sur les besoins prioritaires des apprenants et les encouragent à travailler les compétences nécessaires au développement de leur intégration économique et sociale.

Implication des participant.e.s

Les capacités cognitives des personnes sont parfois altérées par leur parcours (troubles post-traumatiques, etc.).

Valorisation de la mixité sociale

Nous devons permettre aux animateur.trice.s de suivre des formations en psychologie et leur offrir un soutien psychologique ponctuel sur demande afin de les aider à supporter la charge émotionnelle liée au vécu traumatique des apprenant.e.s.



UN ATELIER D'ÉCRITURE QUI PERMET DE SE REDÉPLOYER

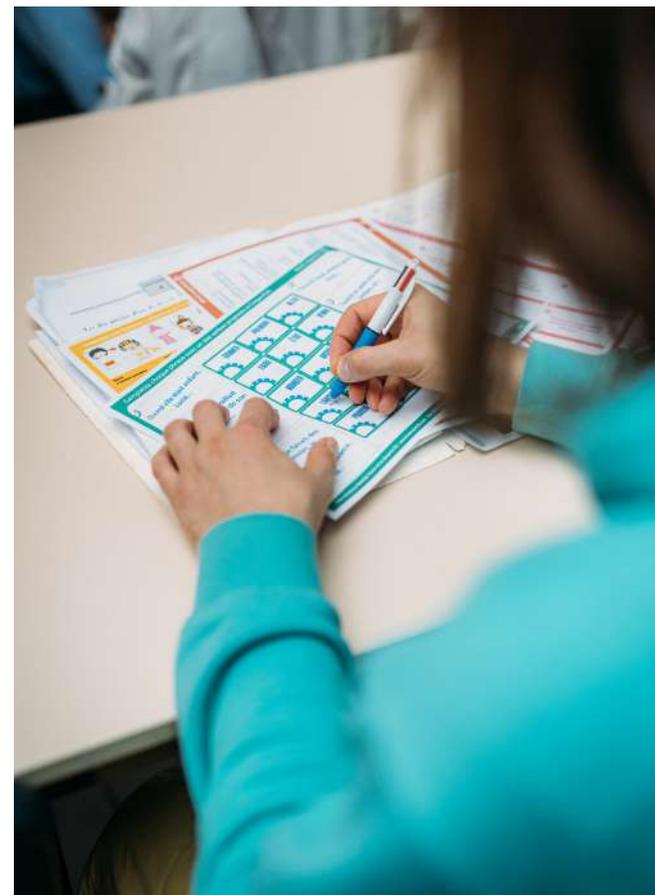
Ce type d'approche privilégie l'apprentissage dynamique par rapport à la transmission d'informations pure. Les personnes impliquées dans ce travail sont dynamisées, plus vives, plus actives.

Un atelier d'écriture qui agit sur le réel et qui permet à des personnes en difficulté de se redéployer

L'originalité de cet atelier se situe à plusieurs niveaux : le premier est de mobiliser les ressources des personnes. Le second est de travailler le collectif dans une démarche positive. Enfin, à travers le travail de citoyenneté, inscrire cette démarche dans celle de l'empowerment.

L'écriture est un parcours exploratoire. Dans les ateliers, les profils sont variés en termes de sexe, d'âge, de milieu social et professionnel. Ce type d'approche privilégie l'apprentissage dynamique par rapport à la transmission d'informations pure.

Ce que nous constatons dans les faits, c'est que les personnes impliquées dans ce travail sont dynamisées : elles sont plus vives, plus actives. Chaque mot, chaque phrase travaillée par un.e «écrivant.e» le/la situe dans une démarche positive, car chaque mot tracé correspond à une forme d'intelligence citoyenne.



4

LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Elle se réfère à l'écart entre les individus ou les communautés qui ont accès aux technologies numériques et ceux qui n'y ont pas accès. Elle limite également l'accès à des services en ligne essentiels tels que la santé et les services gouvernementaux.

En Belgique, quatre personnes sur dix éprouvent des difficultés avec le numérique. Même constat pour les personnes avec un problème de santé invalidant, dont 58% sont concernés. L'inégalité s'observe aussi dans la

qualité de l'accès à Internet. Un quart des citoyens en situation socio-économique plus précaire ne dispose que d'un smartphone pour se connecter. Sans ordinateur, il est difficile de suivre des cours en ligne, d'introduire une demande de subsides qui exige d'annexer des documents ou encore de s'identifier sur itsme.

Des alternatives abordables et de qualité aux services numériques, comme des contacts en face à face ou par téléphone, restent essentielles. Le virage numérique ne peut pas effacer l'humain.



Favoriser l'inclusion numérique

Nous proposons des formations TIC destinées à des publics différents, répondant ainsi à des besoins différents et un accès gratuit à l'espace public numérique. Ces formations, essentiellement destinées à un public féminin, offrent des opportunités de développement professionnel et d'autonomisation.

Le projet Digistart

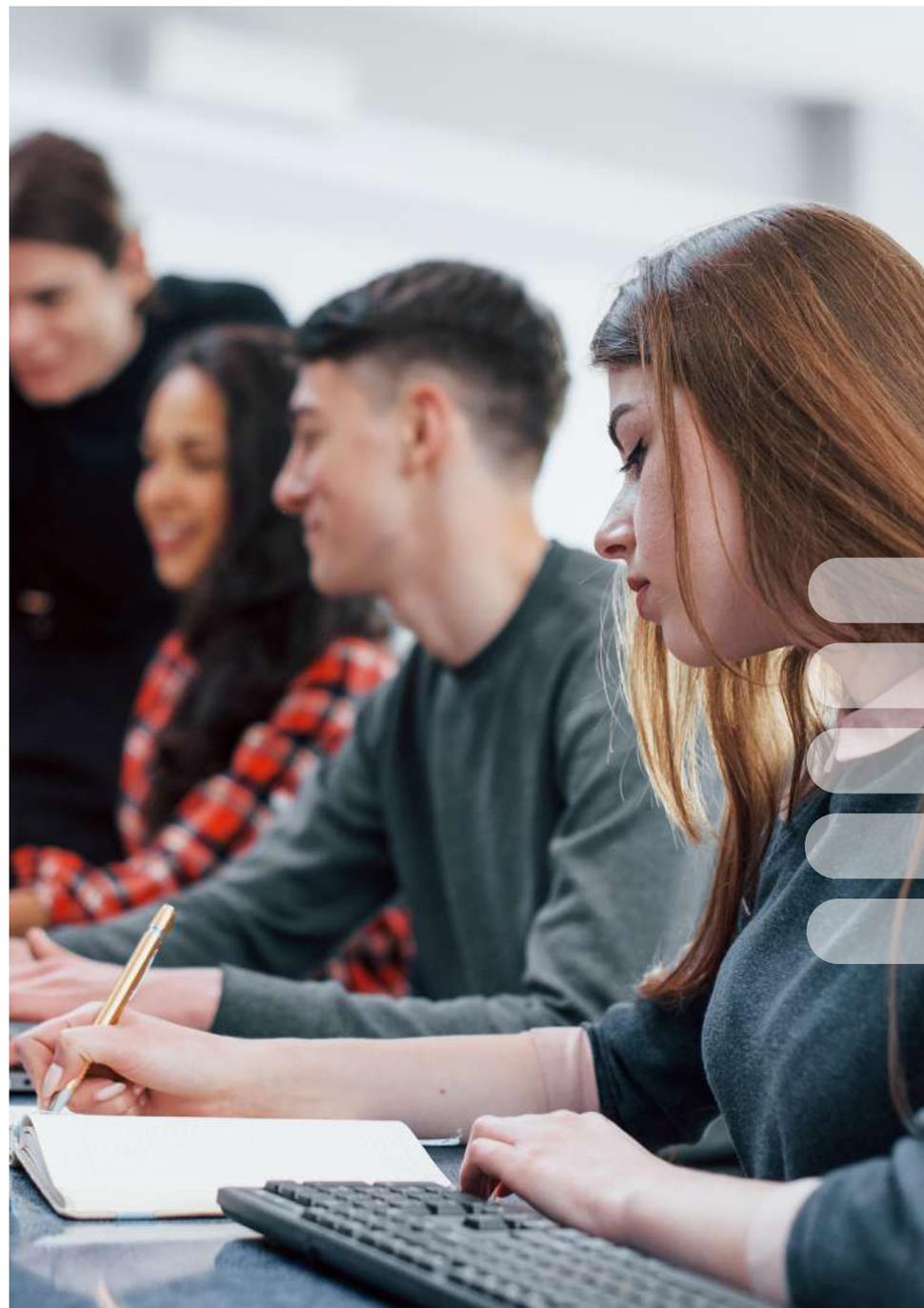
Le projet PMTIC laisse place à un nouveau projet Digistart, un programme de formation de base au numérique. Cette formation est un dispositif élargi à de nouveaux opérateurs de formation. Le Digistart a été conçu suivant le référentiel commun sur base du cadre européen des compétences numériques (DigComp 2.1).

Espace Public Numérique (EPN)

Notre EPN continue la collaboration avec la maison médicale d'Ottignies dans le cadre de la démystification des services de santé en ligne avec le partenariat de l'EPN d'Ottignies.

Perspectives

Un nouveau partenariat est envisagé avec le CPAS d'Ottignies. Plus particulièrement dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi dans leurs démarches de recherche d'emploi.



CISP

**Centre de formations d'insertion
socio-professionnelle**

L'accueil dans le CISP

Orientation professionnelle

Aide-soignant.e

Informatique et langues

Petites et moyennes entreprises



UN PARCOURS DE FORMATION COLLECTIF ET UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNEL ADAPTÉ

Notre centre d'insertion socioprofessionnelle vise un public précarisé et généralement peu diplômé, majoritairement des femmes.

En effet, notre accompagnement orienté coaching, solutions et les expériences montrent que la capacité d'écoute, la reconnaissance de la personne ainsi que la remise en confiance sont déterminantes pour un retour à l'emploi.

Les termes compétitivité, activation des chômeurs et des malades, sécurité et contrôle parsèment le texte de la déclaration de politique générale. Qu'en est-il pour le secteur de l'insertion socioprofessionnelle ?

On comptait, début 2024, 184 431 emplois vacants pour 277 211 chômeurs complets indemnisés. S'ajoute à cela, la limitation du

chômage à deux ans à partir de janvier 2026. Ces derniers sont déjà précarisés et vivent dans l'angoisse et le stress au quotidien.

Il convient également de mentionner les constats alarmants sur la santé (physique et mentale) des personnes sans emploi, ces problèmes étant directement dus à la situation de chômage.

L'exclusion des allocations de chômage les aidera-t-elle à trouver un travail plus rapidement ?

La suppression des allocations de chômage appauvrit particulièrement les femmes seules, directement visées par ces mesures.

Cela va-t-il impacter directement tout notre travail d'accompagnement et de formation de ce public ?



2

Formation orientation professionnelle

Dans une perspective d'émancipation sociale Apprendre à regarder d'un œil neuf

Les travailleurs sociaux reçoivent dans cette filière des personnes dont le temps est suspendu par l'attente d'un travail, suspendu par l'exil ou par l'attente d'une décision administrative ou judiciaire.

Prendre le temps pour un bilan de compétences, pour élaborer un projet professionnel : c'est ce que nous proposons dans ce module de formation. Ce bilan permettra de « se reconnaître pour se faire ensuite connaître ».

Dans ce cadre, nous réalisons un bilan personnel et professionnel et nous développons et construisons un projet professionnel de formation.

Aide-toi toi-même

Nous faisons le pari que tout le travail éducatif à partir de ce que vivent les personnes les met en capacité d'analyser leur situation de déculpabiliser de leur double dépendance en tant par exemple de chômeur et en tant qu'inemployable.

Reste que ce travail d'adaptation des représentations continue de peser sur les personnes quand c'est un système social, collectivement, qui sous-entend les stigmatisations dont ils sont accablés.



3

Formation Aide-Soignant.e

Une formation qualifiante avec le Centre de formation culturelle et sociale (CFCS). Un partenariat efficace et porteur, avec un taux d'emploi de 99 %

La force du nombre

Les secteurs majoritairement féminins de l'éducation, des soins, du travail social ou du nettoyage forment la clé de voûte invisible de nos sociétés. Il est toutefois urgent de placer ce socle à dominante féminine et populaire au cœur des stratégies politiques.

« Nous exigeons les moyens de bien faire notre travail. »

Depuis des mois, la situation se dégrade et les auxiliaires de vie, les aides-soignantes, infirmières, nettoyeuses, se font entendre. À quand « l'ère des services » ?

La pénurie du « prendre soin » s'inscrit dans la souffrance de nombreux métiers du « care ». Aux racines de cette crise n'y a-t-il pas une crise plus

profonde de notre incapacité à valoriser « le prendre soin d'autrui » ?

Vieillesse de la population, flambée des maladies chroniques, multimorbidités, demande et complexité de soins croissants, l'ampleur des besoins augmente, s'intensifie et se complexifie.

Les défis auxquels est actuellement confronté le secteur de la santé sont bien connus et de plus en plus difficiles à relever avec les possibilités du système en place et les moyens financiers et humains disponibles.

La pénurie s'est installée dans tous les secteurs : maison de repos et de soins, soins à domicile, santé communautaire, etc.

Il n'est pas rare d'entendre qu'une aide-soignante doit s'occuper de trente résidents en maison de repos, que les jeunes infirmières se réorientent très vite ou que des hôpitaux ferment des services faute de personnel.

Ce contexte accentue la charge organisationnelle et la charge émotionnelle du personnel infirmier qui vit déjà au quotidien des situations humainement difficiles.

Leur travail aussi pèse une tonne.

Le chirurgien lui a confié que tous ses problèmes venaient des charges qu'elle avait soulevées et que son corps était celui d'une vieille femme.

Si les dispositifs légaux s'améliorent, les préjugés persistent sur le terrain. Les tâches minutieuses et répétitives ne sont pas toujours perçues comme pénibles. Contrairement aux travaux de force, cette myopie frappe encore plus durement les femmes du secteur du nettoyage ou des services à la personne, tant leur activité pourtant harassante semble être l'attribut naturel de la femme. « Les employeurs sont souvent dans le déni pour les femmes », analyse Marie Peze, médecin du travail.

Épuisement, stress, souffrance psychique

Comment préserver la qualité des soins ?

À domicile, à l'hôpital, en maison de repos, en secteur psychiatrique, en soins intensifs, dans les services d'urgence, les infirmières exercent sous différentes bannières, mais partagent le même combat : être reconnues et valorisées, tant au niveau salarial que dans la reconnaissance de leurs compétences.

Le manque de reconnaissance du prendre soin et l'invisibilité de ses enjeux humains continuent d'occulter l'essentialité du Care au fonctionnement de la société.

Menés à bout, ces travailleurs risquent à leur tour de s'absenter, on ne compte plus le nombre de burnouts.

Sans elles des pans entiers de l'économie seraient paralysés...

L'amélioration des conditions de travail est prioritaire à toute action visant à améliorer l'attractivité de ces métiers. Cela passe, entre autres, par une meilleure articulation entre vie privée et vie professionnelle, des normes

d'encadrement adaptées, des équipes stables et complètes, une diminution de la violence institutionnelle, la reconnaissance de la pénibilité, du temps pour le « prendre soin » et bien d'autres.

Il est donc primordial de retrouver la place, le sens de la reconnaissance que nous portons aux métiers qui prennent soin d'autrui, au risque que les pénuries continuent de nier des parties importantes de notre humanité et celles qui en ont la responsabilité.





Projet pédagogique

Notre « projet pédagogique » est centré sur les valeurs d'égalité, de justice sociale et d'autonomisation des personnes. Cependant, il serait plus pertinent pour nous, formateurs, de parler de projet « andragogique » (adultes) plutôt que « pédagogique » (enfants).

Ces deux approches d'apprentissage ont pour objectif d'éveiller la motivation à apprendre, mais leur mise en œuvre diffère considérablement. En effet, l'adulte participe activement à sa propre formation tout en lui donnant un sens qui lui est propre. Nous ne disposons pas ici du temps nécessaire pour approfondir la distinction entre ces deux formes d'apprentissage, mais elle revêt une importance, car elle modifie fondamentalement la posture adoptée pour accompagner les stagiaires.

La manière dont un facilitateur crée un environnement sécurisé et accompagne un groupe peut favoriser l'émergence de ce que Boris Cyrulnik appelle la résilience, c'est-à-dire la capacité à rebondir face à diverses situations, à surmonter des épreuves difficiles, à donner du sens à son vécu, à retrouver la faculté de penser et de progresser ensemble.

Aujourd'hui, les connaissances en neurosciences ainsi qu'en intelligence artificielle progressent au rythme de l'évolution des technologies, et ces nouvelles connaissances peuvent véritablement enrichir nos pratiques au bénéfice de tous nos stagiaires.

C'est pourquoi nous avons décidé en 2024 d'intégrer dans toutes nos formations des outils facilitant les processus de groupe et d'apprentissage.

Nos formateurs ont suivi des formations dispensées par les mutuelles sur les compétences psychosociales, d'autres ont participé à des modules de communication non violente en vue de les transmettre aux stagiaires, et d'autres se sont formés à la facilitation visuelle.

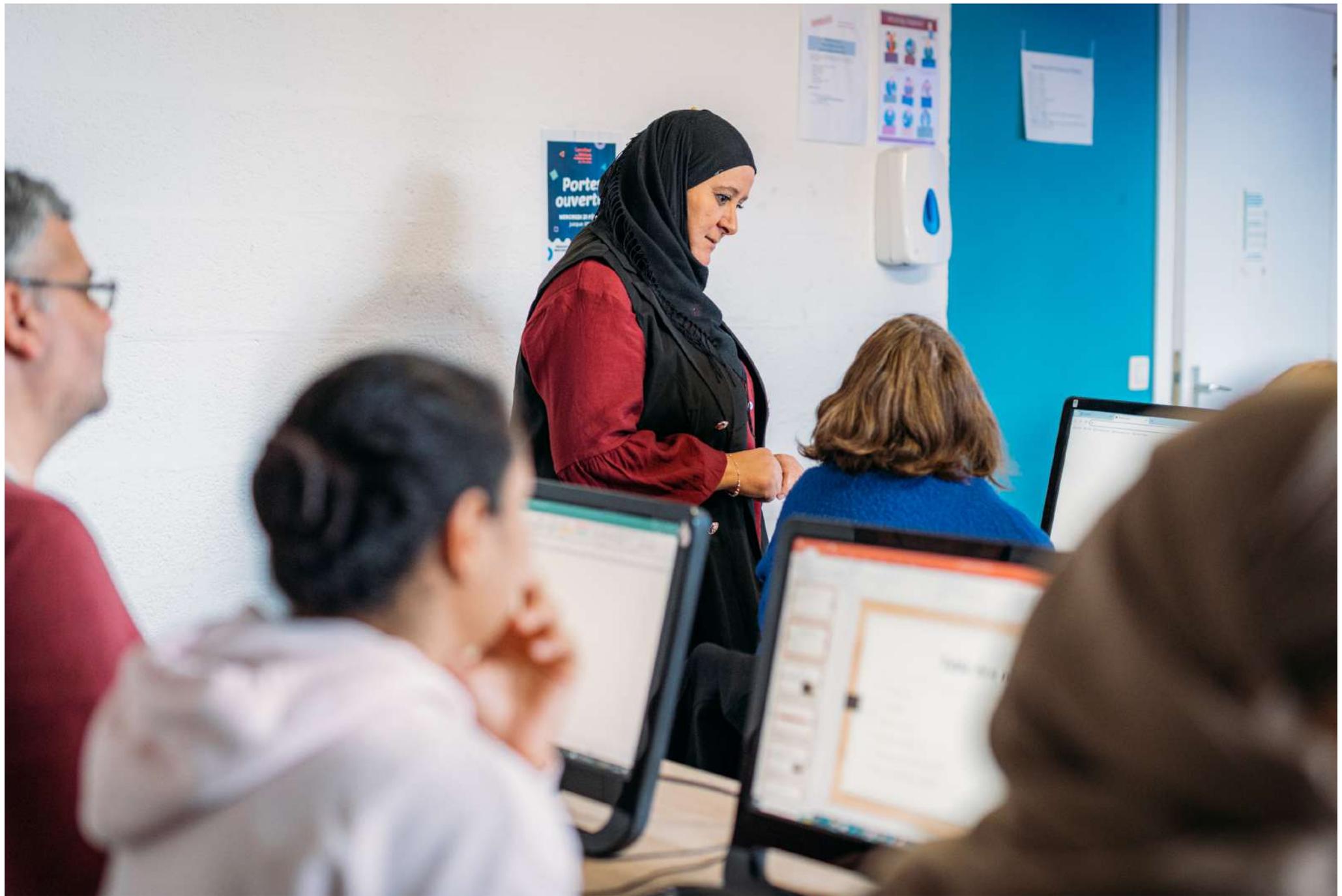
Le dossier pédagogique de la promotion sociale (CFCS), n'a pas été modifié en 2024, mais nous avons intégré dans tous les suivis des modules axés sur cette communication bienveillante. Concrètement, 24 séances étalées sur 18 mois ont été et sont encore prévues.

L'approche méthodologique a consisté à articuler des exercices pratiques avec des aspects théoriques sous-jacents, de jeux coopératifs, d'échanges, de mises en

situation et de jeux de rôles à partir des cas de figure proposés ou vécus par les participants.

Dans une perspective d'auto-socio-construction des savoirs, les activités ont constamment sollicité la participation individuelle, les échanges en sous-groupes, et l'interactivité en plénière. Chaque séance était structurée autour de quatre moments-clés : l'accueil, le ressenti intérieur, la révision sous forme de témoignage vécu concernant la notion vue antérieurement et l'exploration de la nouvelle notion.

Dans le but d'améliorer l'accompagnement de nos stagiaires et de superviser leur processus d'apprentissage, nous avons aussi introduit également un renforcement des capacités sur l'Élaboration du PIF (Programme individuel de Formation). Cette formation fut dispensée par nos partenaires de l'Association Libre soutenant l'Émancipation, les Apprentissages et la Professionnalisation (ALEAP).



4

Formation informatique-langues

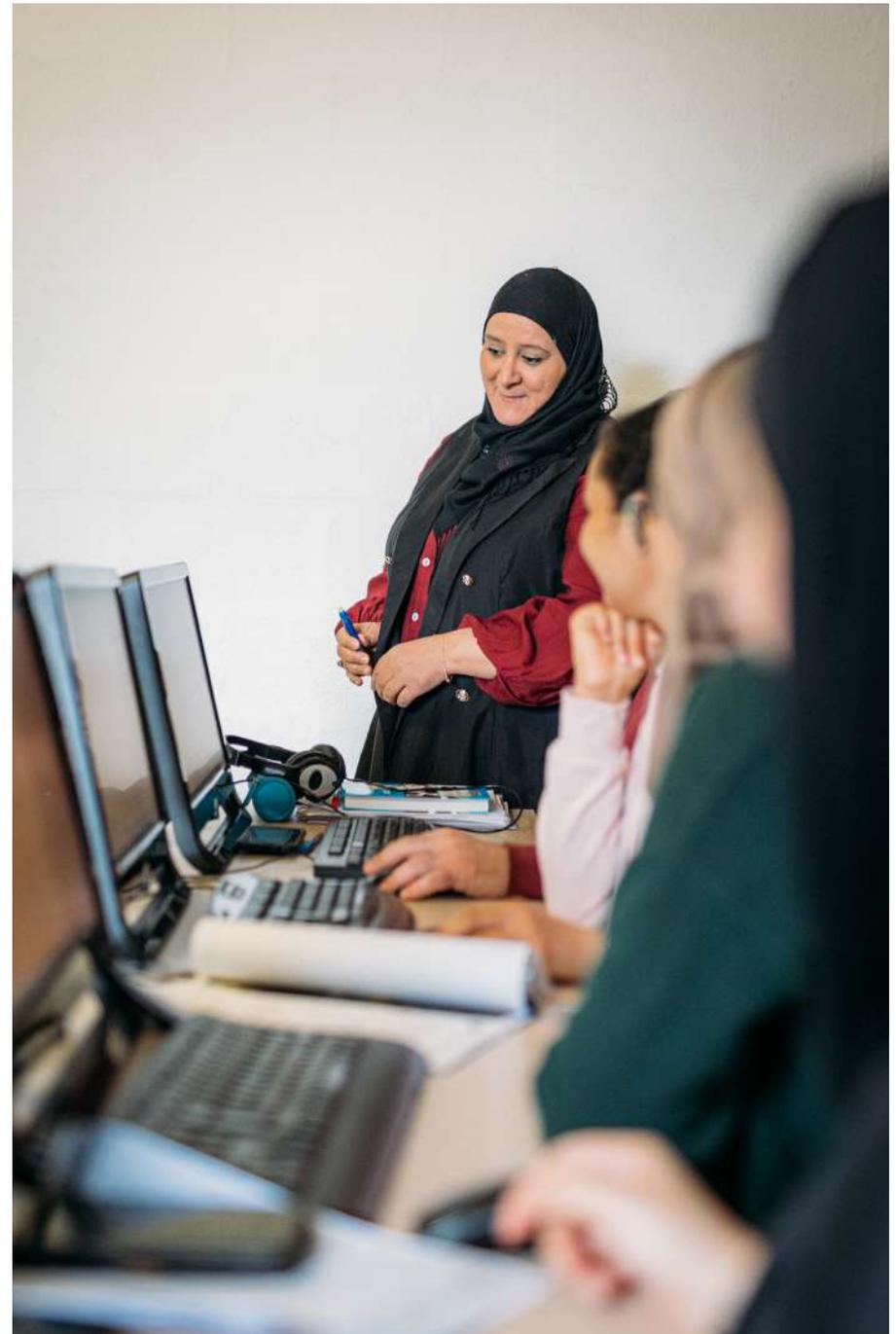
Objectifs de la formation

Favoriser l'égalité des chances dans l'accès à la formation et au marché de l'emploi
Développer les compétences techniques en TIC, ainsi que la maîtrise de l'anglais, et désormais proposer des cours de français pour les non-francophones.

Encourager l'intégration sociale en favorisant le bien-être individuel grâce à nos accompagnements psychosociaux en groupe ou en individuel. Promouvoir l'autonomisation des femmes à la fois sur le plan personnel et professionnel.

Le programme de formation Informatique et Langues repose sur cinq axes principaux :

- **Bureautique** : système d'exploitation, traitement de texte, tableur, gestion de base de données.
- **Internet** : recherche et analyse d'informations sur Internet, gérer les e-mails, développer et gérer une identité numérique, diffuser de l'information sur la toile, Stimuler le travail collaboratif via le cloud.
- **Design et créativité** : créer un site web avec Google site, présentation assistée par ordinateur, Canva
- **Suivi psychosocial** : définir son projet professionnel via le bilan des compétences, suivi psychosocial collectif (développement personnel, suivi psychosocial individuel ponctuel et à la demande, recherche de stage/ recherche d'emploi
- **Langues** : cours théoriques d'anglais et de français par le (CLL), autoformation sur Wallangues





LES METHODES D'AMORTISSEMENT
2500 durée 5 ans
En cas d'amortiss linéaire => l'annuité est
Pour l'amortissement dégressif (500x2) =

ANNEE	valeur au début	annuités	Somme des annuités	valeur finale
1				
2				
3				

5

Formation petites et moyennes entreprises *Module de réparation de smartphones...*

Formation en création d'entreprises, combinée à la réparation des smartphones, tablettes et laptops : une logique de l'économie circulaire

La filière PME s'inscrit dans la vision du Collectif des Femmes et sa croyance dans la capacité des personnes vulnérables à se prendre en charge. C'est dans cette perspective que nous proposons des outils qui permettent à ce public porteur des projets de déployer son savoir, son savoir-faire et son expérience dans différents domaines, en commençant par la réparation des smartphones, tablettes, et laptops.

Cette dernière est un domaine potentiel de création d'entreprises à la fois rentables, sociales, et écologiques (logique de l'économie circulaire). Ces formations attirent différentes personnes, dont certaines ont lancé des start-up avec succès.

Objectifs

L'objectif global est la capacitation des personnes dans le domaine de l'entrepreneuriat en vue de faciliter leur insertion socioprofessionnelle par l'auto-emploi.

À l'issue de la formation en réparation de smartphones et tablettes, le ou la stagiaire sera capable de proposer à ses clients le diagnostic, la réparation et le reconditionnement en autonomie de smartphones et de tablettes.

Ces compétences, renforcées par celles d'entrepreneuriat et de gestion leur permettront de se lancer comme indépendant.e.s. Ils/elles seront également

capables de se faire engager dans différents types d'organisations en présentant comme atouts les connaissances pratiques et théoriques ainsi acquises. Les formateur.rice.s restent en contact avec le/la stagiaire après la formation, et leur communiquent les coordonnées de fournisseurs de pièces détachées, d'accessoires et de matériel de réparation en Belgique et à l'étranger.

Méthodologie

La méthodologie d'enseignement utilisée est la pédagogie des adultes (andragogie). Elle est conforme aux méthodes de formation CREE basées sur l'enseignement empirique et participatif, qui engage les participants dans une série d'exercices basés sur l'apprentissage par la pratique et les simulations.

Un outil utilisé est le PIF (Plan individuel de Formation). Celui-ci permet une évaluation continue des compétences visées en cours de formation.

Perspectives

Le Centre est en permanence en recherche des partenariats avec certaines organisations ou entreprises pour une plus grande facilité dans la recherche des stages ; mais aussi avec des instituts de promotion sociale avec lesquels certains enseignements pourraient être organisés.

Enfin, une collaboration est envisagée avec l'Espace Formation Emploi pour un meilleur suivi des stagiaires.



Réparation de Smartphones

EDUCATION PERMANENTE

Femmes, droits sociaux,
violence, santé et sexualité

1. Travail de sensibilisation :

- *Colloque international*
- *Droit de vote*
- *Lutte contre le racisme et la xénophobie*
- *Droits des femmes migrantes*

2. Formation genre

3. Éducation média

4. Travail de recherche européenne





L'ÉDUCATION PERMANENTE

« Je plaide pour un féminisme tranquille, fier de ses combats, légitime dans ses causes. Je plaide pour un féminisme joyeux, source de rencontres et de plaisirs partagés dans une sororité constructive. Je plaide pour un féminisme pacifiste où des femmes de clans ennemis peuvent continuer à se battre pour les mêmes causes tout en continuant à dialoguer. » Laure Adler

Un aiguillon indispensable pour relever les défis de notre société

Nos méthodes de travail

L'éducation permanente constitue une démarche à la fois politique, éducative, intellectuelle et pratique, ayant pour but d'interroger et de comprendre les mutations sociétales, de s'y adapter et d'agir collectivement pour les transformer. Nous nous appuyons sur une approche ancrée dans les réalités du terrain afin d'appréhender les défis contemporains au plus près.

Cette approche implique :

- Une prise de conscience et une analyse critique des dynamiques sociétales ;
- Une capacité de réflexion, de choix, d'action et d'évaluation des situations ;
- Un engagement responsable et une participation active dans les sphères sociale, économique, culturelle et politique.

L'éducation permanente produit de nouveaux savoirs, génère des valeurs et façonne des réalités sociales innovantes. C'est une démarche émancipatrice et collective.

Moyens d'action

1. Méthodes

Travailler les contradictions et les transformer en moteurs de changement sociétal est indispensable. Il s'agit d'accompagner des parcours individuels intégrés dans une dynamique collective. Ce travail repose sur des animateurs et éducateurs engagés, animés par une éthique, une lucide compréhension des enjeux et un savoir-faire adapté.

Nous constatons sur le terrain que le binôme composé de bénévoles et de professionnel.le.s est le plus efficace pour mener à bien notre mission d'éducation permanente.

Ce tandem favorise une mobilisation diversifiée et une co-construction des savoirs, menant à des engagements sociaux, politiques et culturels durables.

Notre approche participative et communautaire repose sur une évaluation continue et une recherche constante d'amélioration de nos services. Cette stratégie nous permet de maintenir une perspective à long terme, malgré les contraintes financières importantes.

Nos trois axes d'action principaux sont :

- La recherche de l'intérêt collectif fondé sur la solidarité et la mutualisation des ressources, dans le respect des identités individuelles ;
- L'exercice de la démocratie délibérative ;
- La cohérence et la congruence de nos pratiques, garantissant une justesse d'action à tous les niveaux.
- Notre démarche repose sur une éducation accessible à toutes et tous, qui favorise :
- L'analyse critique de la société ;

- La stimulation des initiatives collectives et démocratiques ;
- Le développement de la citoyenneté active ;
- L'exercice effectif des droits civils, politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

Nos thématiques

Thématique 1 : Femmes, droits sociaux - violence, santé et sexualité

La thématique « Femmes, droits sociaux - violence, santé et sexualité » s'est intensifiée, vise à promouvoir l'égalité des sexes et à garantir aux femmes le plein exercice de leurs droits fondamentaux. Cette approche englobe la lutte contre les violences faites aux femmes, la promotion de la santé et de la sexualité, et l'affirmation du droit des femmes à disposer librement de leur corps.

Thématique 2 - Relation genre, dynamique interculturelle et intergénérationnelle

Cette approche féministe intègre systématiquement des perspectives de genre. Elle vise à promouvoir l'égalité des sexes en tenant compte des diversités culturelles et générationnelles, afin de réduire les discriminations subies par les femmes et de valoriser leur rôle social, professionnel et politique.

Thématique 3 - Lutte contre le racisme et la xénophobie, évolution des comportements et des mentalités dans la société

Les stéréotypes et les préjugés constituent souvent la base des discriminations raciales et xénophobes. Cependant, face à la montée des discours de haine et des actes discriminatoires observés ces dernières années, il est devenu impératif de cibler explicitement le racisme et la xénophobie. Cette orientation vise à déconstruire les idéologies racistes et à promouvoir une société plus inclusive.

Nos équipes mènent régulièrement des actions de sensibilisation et de lutte contre les discriminations en Wallonie et à Bruxelles. Nous aspirons à construire ensemble une société plus juste et égalitaire, en œuvrant pour faire évoluer les comportements et les mentalités ancrés dans des visions patriarcales et capitalistes. Nous militons pour la visibilité des personnes vulnérables, qu'il s'agisse de leur identité de genre, de leur orientation sexuelle ou de leur origine ethnique. Grâce à des relations privilégiées avec nos publics LGBTQIA+, migrant.e.s et réfugié.e.s, nous informons diverses communautés et les mobilisons dans la lutte contre les préjugés.



1

TRAVAIL DE SENSIBILISATION

Pour une société plus ouverte et plus coopérative

COLLOQUE INTERNATIONAL :

« FEMMES ET PARTICIPATION POLITIQUE : LE RÔLE DES FEMMES MIGRANTES DANS LA TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES »

En partenariat avec :

- Red Latinas (Espagne)
- Amnesty International
- WIDE+ Network (Pays-Bas)
- L'Université Catholique de Louvain
- Les Kots à Projet
- L'école primaire Martin V (« Les Perles du Monde »)

La désinformation genrée pénalise les femmes en politique.

En dépit des avancées significatives en cours des dernières décennies en Europe et dans le monde, les femmes restent sous-représentées sur la scène politique.

Pour atteindre la parité, certains États ont instauré des

quotas sur les listes électorales, c'est par exemple le cas en Belgique.

Au niveau mondial au rythme actuel, la parité dans les hautes positions de pouvoir des gouvernements pourra être atteinte que dans 1 300 ans.

La « mal-représentation » de tout un pan de la population, les femmes minorisées, participe à creuser de large faille dans les démocraties.

Ce colloque a réuni des femmes migrantes leaders, activistes et expertes dans le domaine politique.

Nous avons offert une plateforme inclusive afin qu'elles puissent partager leurs expériences et les défis qu'elles rencontrent en matière de participation

politique en Europe. Nous avons donc rendu visible le rôle clé des femmes migrantes dans la transformation positive des sociétés européennes à travers leurs expériences sur le terrain et promu un espace diversifié et inclusif qui prenne en compte les besoins spécifiques des femmes migrantes, permette la libre expression et l'échange mutuel de positions et d'idées sur l'avenir de l'Europe, ainsi qu'encourager la création de réseaux et d'alliances internationales pour renforcer l'intégration et l'action des femmes migrantes.

Répartition par genre : 84,2 % de femmes (278) / 15,8 % d'hommes (52).

Pays représentés : Belgique (pays hôte), Espagne, Pays-Bas, Allemagne, Pologne et Italie.

Dans ce colloque consacré aux femmes, notre regard fut porté sur la politique, à hauteur des femmes qui depuis le terrain très varié sont en action pour gagner leurs droits et leur liberté.

Notre démarche commune a permis d'aller à leur rencontre et de comprendre leurs résistances et le changement qu'elles revendiquent, qu'elles impulsent.

Elles bâtissent des solidarités au-delà des frontières nationales et européennes.

Une Europe favorisant la revalorisation de leurs droits en particulier pour les plus marginalisées et discriminées, c'est une Europe meilleure pour toutes et tous.

Les femmes ont toujours participé aux migrations.

Cette présence féminine pourtant statistiquement avérée s'est rarement traduite dans le passé par une visibilité correspondante des femmes et des femmes migrantes plus spécifiquement dans les politiques publiques.

Nous nous sommes donc interrogées à la fois sur les origines et sur la nature de la nouvelle visibilité de celles qui furent longtemps invisibilisées.

Pour y remédier et atteindre une participation politique égale pour les migrants, nous défendons entre autres le droit de vote pour tous les migrants.

Proposition de mesures concrètes pour l'inclusion et la visibilité :

- Quotas et parité : instauration de quotas pour garantir une représentation équitable des femmes issues de l'immigration dans les instances politiques. Cela ne serait pas seulement un symbole d'inclusion, mais également un moyen efficace d'enrichir le débat public et de faire entendre des voix souvent marginalisées.
- Mentorat et formation : nécessité de programmes de mentorat et de formation pour les femmes issues de l'immigration. Ces programmes viseraient à renforcer leurs compétences politiques et à les préparer à des rôles de leadership.
- L'échange d'expériences entre femmes politiques établies et nouvelles pourrait jouer un rôle crucial dans ce processus.
- Sensibilisation et éducation : importance de programmes éducatifs visant à sensibiliser le grand public sur les contributions des femmes issues de l'immigration. Cela pourrait passer par des campagnes médiatiques, des ateliers dans les écoles et des événements communautaires.

- Renforcement des réseaux : création de réseaux d'entraide et de solidarité entre femmes issues de l'immigration comme un levier essentiel. Ces réseaux pourraient favoriser le partage d'expériences, de ressources et d'opportunités, tout en renforçant la visibilité de ces femmes dans le paysage politique.

À travers ce colloque, le Collectif des Femmes a démontré que les femmes migrantes peuvent être des actrices clés du changement sociétal. Les différentes interventions ont mis en lumière les obstacles encore nombreux, mais également les pistes concrètes pour transformer le paysage politique européen.

« Entre utopie, réalisme et dérives, l'Europe a plus que jamais besoin des lumières de l'humanisme pour tenir ses promesses d'émancipation. » (J.-François Grégoire).

On voit bien, dans la mobilisation qui a porté des fruits, l'importance d'avoir dans différents niveaux de pouvoir, des femmes à l'écoute, des alliées. C'est une étape nécessaire : des femmes qui parlent aux politiques.

De façon générale, on a besoin de femmes et de femmes migrantes partout et surtout dans les structures de l'État et, bien sûr, de l'Union européenne.

COLLOQUE INTERNATIONAL

Femmes et participation politique: Le rôle des femmes migrantes dans la transformation des sociétés européennes

**Exposition CEC Regards Pluri'elles
« Mémoires vibrantes »**

Mme Roxana ALVARADO,
Artiste Plasticienne et son équipe

Mme Josiane BECK-Boës, présidente du
Confluentd'art (France)

Mme Sarah SHAYRIYARI,
Shaargallery (Iran)

Mme Leonor VILLAGRA (Pérou)

Mme Veronic ROJAS LEDERMANN,
artiste plasticienne et graveuse (Chili)

PROGRAMME

Modératrice : Mme Maïté WARLAND,
Journaliste spécialiste des questions de genre

8H30 MOT DE BIENVENUE

Mme Christiane DE WAN,
Responsable du Collectif des Femmes

Mme Amancay EGAS TORRES,
Coordinatrice d'Éducation Permanente

PRÉSENTATION DE LA JOURNÉE

Mme Gladys KAZADI

Députée au Parlement bruxellois, en qualité de représentante de Mr. Yves Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, de l'Action sociale, de l'Économie sociale, du Handicap, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances, et Droit des femmes et des Familles.
"Quels sont les axes de travail pour les droits des femmes en Wallonie?"

Intervention de la Rectrice de l'UCLouvain

Mme Françoise SMETS

Intervention du Bourgmestre d'Ottignies-Louvain-la-Neuve

M. Nicolas VAN DER MAREN

09H00 - 1ER PANEL : Représentation des femmes en politique : plus de femmes au pouvoir, plus de pouvoir aux femmes

Introduction

Mme Alexia AUTENNE,
Administratrice générale de l'UCLouvain

Les intervenantes

- **Mme Amancay EGAS TORRES,** Coordinatrice d'Éducation Permanente
- **Mme Marisol HERREÑO TRASLAVIÑA,** Bourgmestre de Robregordo (Espagne) et membre des RED Latinas
- **Mme Raymonde YERNA,** Administratrice générale du Forem
- **Mme Cécilia TORRES,** Conseillère communale à Ottignies Louvain- la-Neuve
- **Mme Katja MUÑOZ,** Chercheuse au Centre de géopolitique, de géoéconomie et de technologie de la DGAP (Allemagne), spécialiste notamment de l'interaction complexe entre les médias sociaux et la politique.
- **Mme Martine NGO NYEMB WISMAN,** Fondatrice et présidente de l'ONG femmes interfaces nord-sud, initiatrice du projet « L'autonomisation des entrepreneures de l'économie populaire ».

10h30 - Débat

11h15 - Remise du prix : « La voix des sans voix »

Mme Françoise WALLEMACQ, journaliste à la RTBF dans la cellule internationale, engagée sur des terrains de guerre ou des catastrophes et autrice du livre "Raconter la guerre"

Mme Fedwa MISK, journaliste et militante féministe, autrice du livre "Des femmes guettant l'annonce" (MAROC)

11h30 - Animation :

- «Exister pour résister», une performance de Paola Guillén Crespo
- «Les Perles du monde » par les élèves de l'école Martin V

12h00 - Pause - Petite restauration

13H00 - 2ÈME PANEL : Faire entendre la voix : lutter contre les violences pour une égalité politique et sociale

Introduction

Mme Sarah SCHLITZ,
Députée fédérale, ancienne secrétaire d'État à l'égalité des genres, à l'égalité des chances et à la diversité

Les intervenantes

- **Mme Ilaria BOIANO**, membre de Differenza Donna (Italie)
- **Mme Djemila BENHABIB**, journaliste, écrivaine et militante politique canadienne d'origine algérienne
- **Mme Dominique DESHAYES**, Présidente d'amnesty International, Belgique francophone
- **Mme Fedwa MISK**, journaliste et écrivaine (Maroc)
- **Mme Kseniia KYSHYSHIAN**, militante féministe ukrainienne (Pologne)
- **Mme Silvina MONTEROS OBELAR**, membre des Red Latinas (Espagne)
- **Mme Cristina REYNA**, membre de Wide, un réseau européen d'associations et de militantes qui se battent pour les droits des femmes, dans le cadre d'une lutte plus large pour la justice sociale, les moyens de subsistance durables et les droits de l'homme (Pays-Bas)

14h30 - Débat

15H00 - 3ÈME PANEL : Les femmes, motrices du changement politique : mesures concrètes pour l'inclusion et la visibilité des femmes issues de l'immigration

Les intervenantes

- **Mme Vivianne TEITELBAUM**, Sénatrice et présidente du conseil international des femmes
- **Mme Rajae MAOUANE**, Députée fédérale
- **Mme Patricia PARGA VEGA**, Députée au Parlement bruxellois
- **Mme Lydia MUTYEBELE**, Députée fédérale
- **Mme Gladys KAZADI**, Députée au Parlement bruxellois

16h30 - Débat

17H00 CONCLUSION

- **Mme Maïté WARLAND**

18h00 à 21h30 - Vernissage de l'exposition « Mémoires vibrantes »

Résonance : 45 ans du Collectif des Femmes

Du charme, de la musique, de la danse, des expressions graphiques et stylistiques



**Accueil
Françoise SMETS
Rectrice de l'UCLouvain**





EXPOSITION

CEC Regards Pluri'elles « Mémoires vibrantes »

Mme Roxana ALVARADO
Artiste Plasticienne et son équipe

Mme Josiane BECK-Boës
Présidente du Confluentd'art (France)

Mme Sarah SHAYRIYARI
Shaargallery (Iran)

Mme Leonor VILLAGRA
(Pérou)

Mme Veronic ROJAS LEDERMANN
artiste plasticienne et graveuse (Chili)





Mme Maité WARLAND

Journaliste spécialiste des questions de genre

**MODÉRATRICE
DE LA JOURNÉE**

MOT DE BIENVENUE





PRÉSENTATION DE LA JOURNÉE

Gladys KAZADI
Députée au Parlement bruxellois



INTERVENTION

Françoise SMETS
Rectrice de l'UCLouvain



**INTERVENTION
OTTIGNIES LLN**

Nicolas VAN DER MAREN
Bourgmestre d'Ottignies-Louvain-la-Neuve



Près de 80
travailleur.euse.s
et bénévoles

90% issu.e.s de
l'immigration
90% sont des
femmes
70% sont des
mamans solos

Le Collectif des Femmes
lutte pour :

- Égalité des chances
- Justice Sociale
- Respect des droits

Le Collectif des Femmes

Le Collectif des Femmes (ASBL, fondé en 1979) :

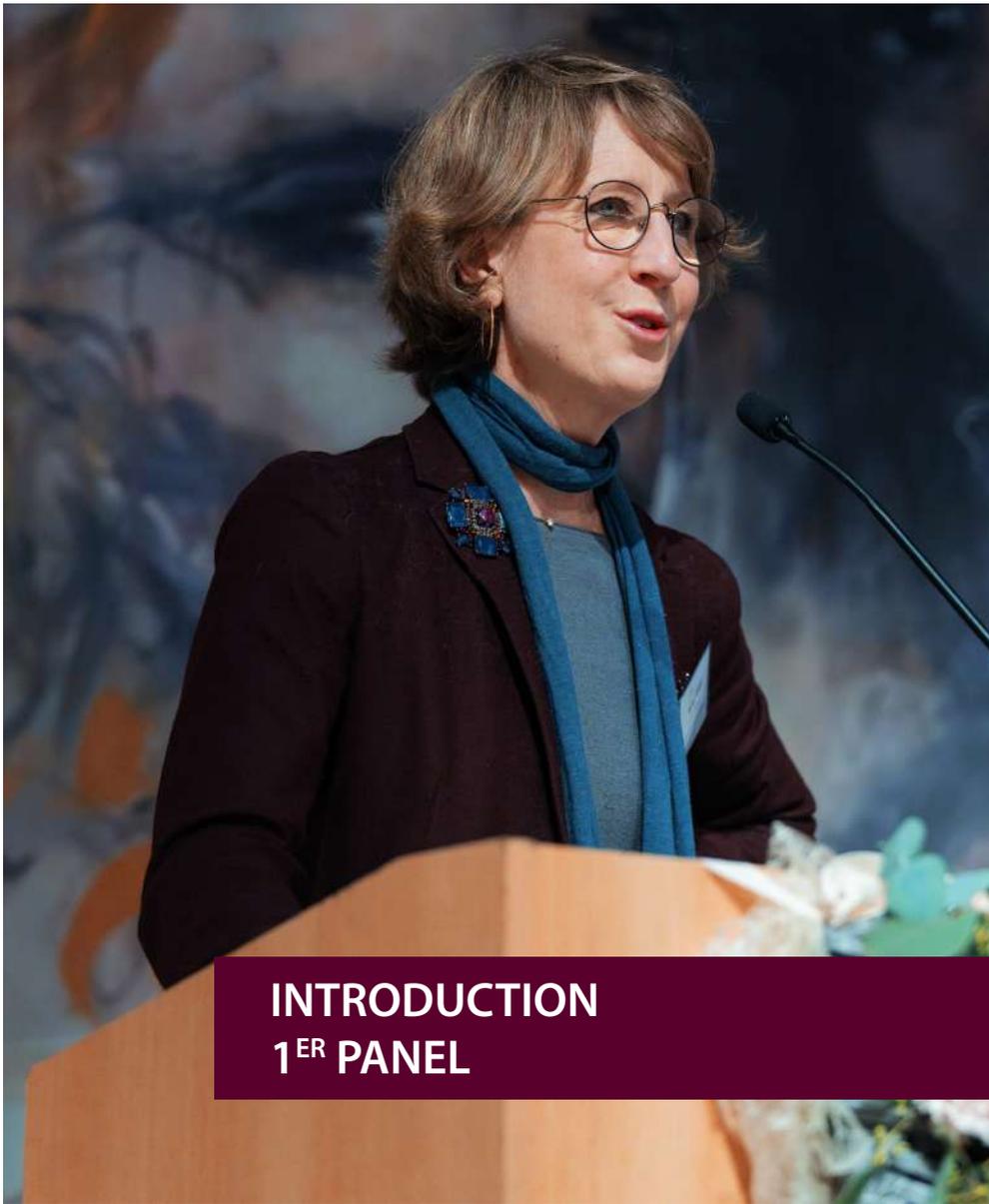
- Reconnu pour l'insertion socioprofessionnelle, l'éducation permanente, centre d'expression et de créativité, initiative locale d'intégration et service d'accompagnement des femmes victimes de violences entre partenaires et fondés sur le genre
- Action en Belgique et pays du Sud.
- Public : Migrant·e·s, réfugié·e·s, immigré·e·s, Belges.
- Mission : Promouvoir l'empowerment des personnes, plus spécifiquement des femmes et des personnes migrantes

7 pôles



1^{ER} PANEL

Représentation des femmes en politique : plus de femmes au pouvoir, plus de pouvoir aux femmes



INTRODUCTION
1^{ER} PANEL

146

Alexia AUTENNE
Administratrice générale de l'UCLouvain



INTERVENTION

Françoise SMETS
Rectrice de l'UCLouvain



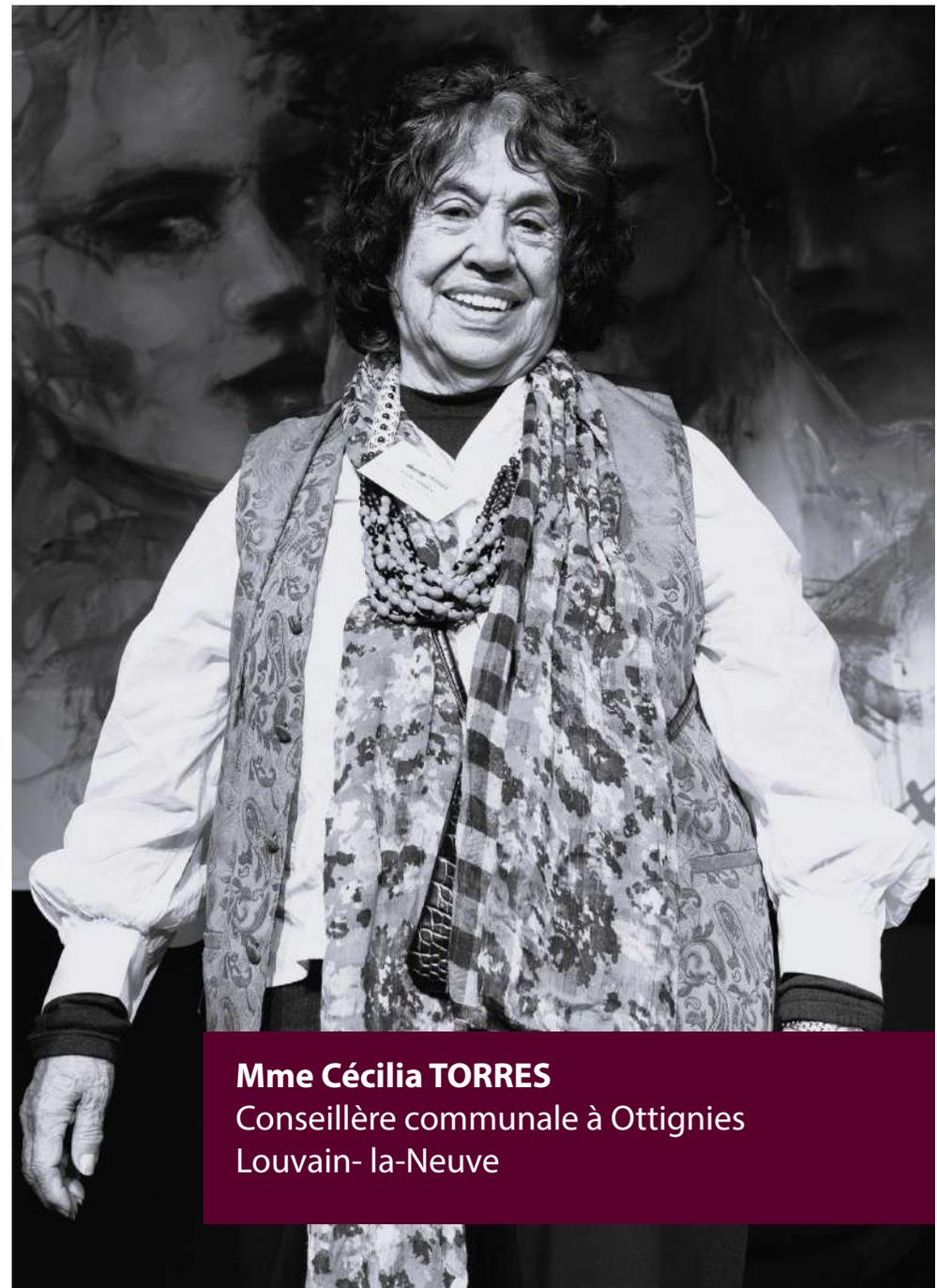
Amancay EGAS TORRES
Coordinatrice d'Éducation Permanente



Marisol HERREÑO TRASLAVIÑA
Bourgmestre de Robregordo (Espagne) et
membre des RED Latinas



Raymonde YERNA
Administratrice générale du Forem



Mme Cécilia TORRES
Conseillère communale à Ottignies
Louvain- la-Neuve



Katja MUÑOZ

Chercheuse au Centre de géopolitique, de géoéconomie et de technologie de la DGAP (Allemagne), spécialiste notamment de l'interaction complexe entre les médias sociaux et la politique



Martine NGO NYEMB WISMAN
Fondatrice et présidente de l'ONG femmes interfaces nord-sud, initiatrice du projet « L'autonomisation des entrepreneures de l'économie populaire ».



Fedwa MISK

journaliste et militante féministe, autrice du livre
"Des femmes guettant l'annonce" (MAROC)

REMISE DE PRIX

« *La voix des sans voix* »



ANIMATION

« Exister pour résister »

une performance de Paola Guillén Crespo



COLLOQUE INTERNATIONAL

Femmes et participation politique : Le rôle des femmes migrantes dans la transformation des sociétés européennes



COLLOQUE INTERNATIONAL 2025



ANIMATION

«Les Perles du monde » par les élèves de l'école Martin V

A black and white photograph of Sarah Schlitz, a woman with curly hair, speaking at a podium. She is wearing a white blouse with a large collar and a dark vest. The background is dark with some blurred lights.

INTRODUCTION

2^{ÈME} PANEL

Sarah SCHLITZ

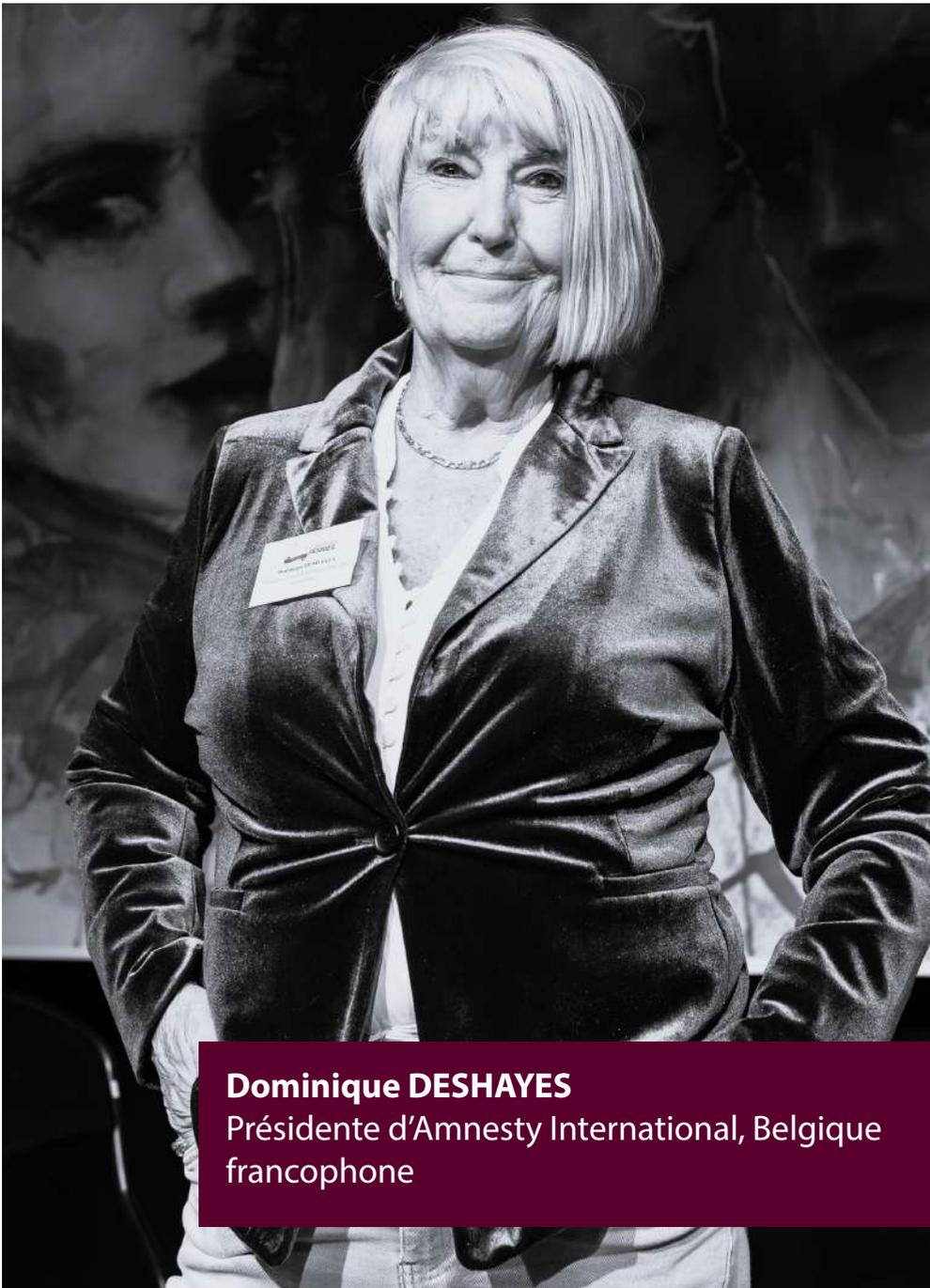
Députée fédérale, ancienne secrétaire d'État à l'égalité des genres, à l'égalité des chances et à la diversité



Ilaria BOIANO
membre de Differenza Donna (Italie)



Djemila BENHABIB
journaliste, écrivaine et militante politique
canadienne d'origine algérienne



Dominique DESHAYES
Présidente d'Amnesty International, Belgique
francophone



Kseniia KYSHYSHIAN
militante féministe ukrainienne (Pologne)



Silvana MONTEROS OBELAR
membre des Red Latinas (Espagne)



Cristina REYNA
membre de Wide, un réseau européen d'associations et de militantes qui se battent pour les droits des femmes, dans le cadre d'une lutte plus large pour la justice sociale, les moyens de subsistance durables et les droits de l'homme (Pays-Bas)



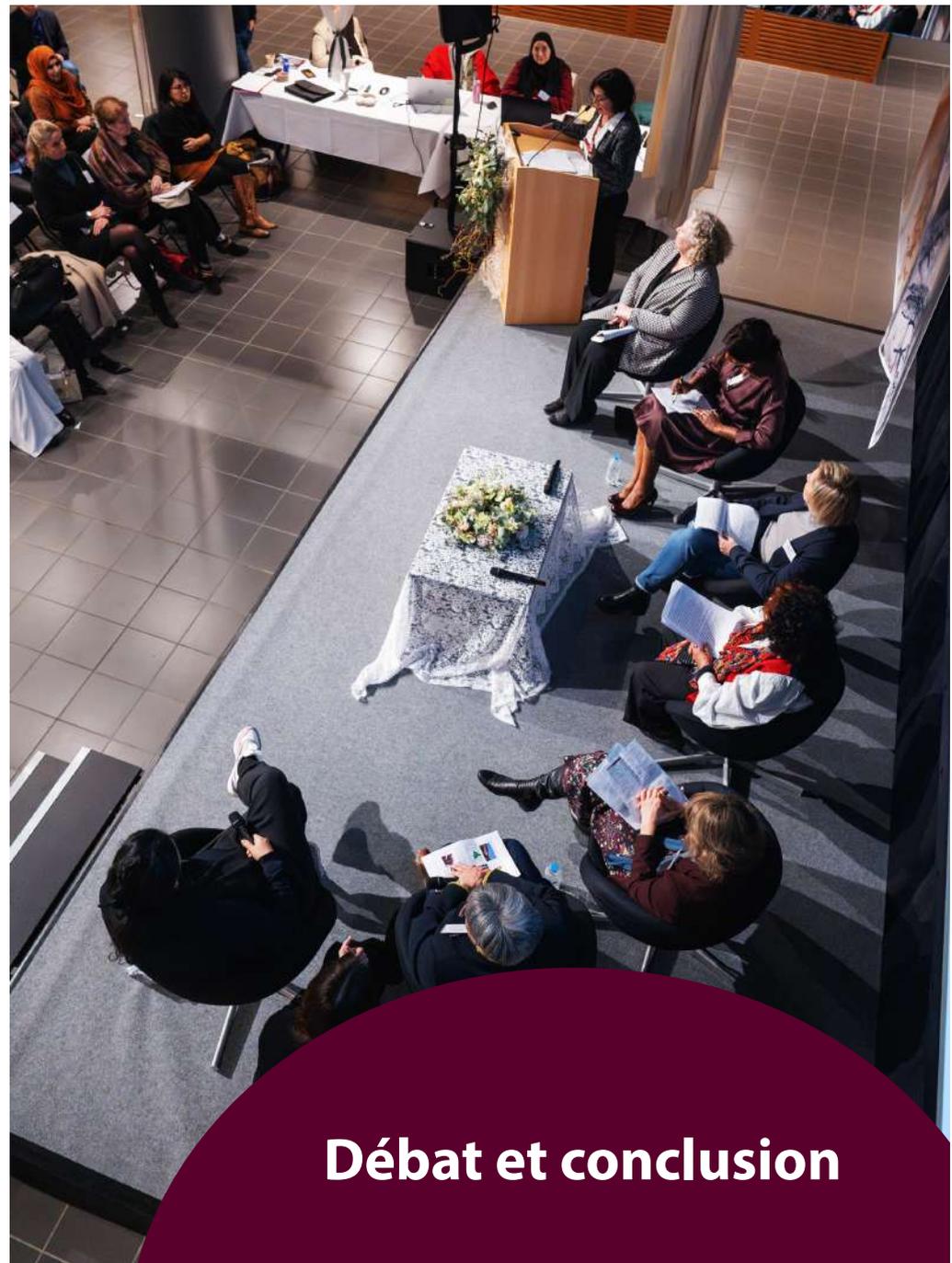
Patricia PARGA VEGA
Députée au Parlement bruxellois



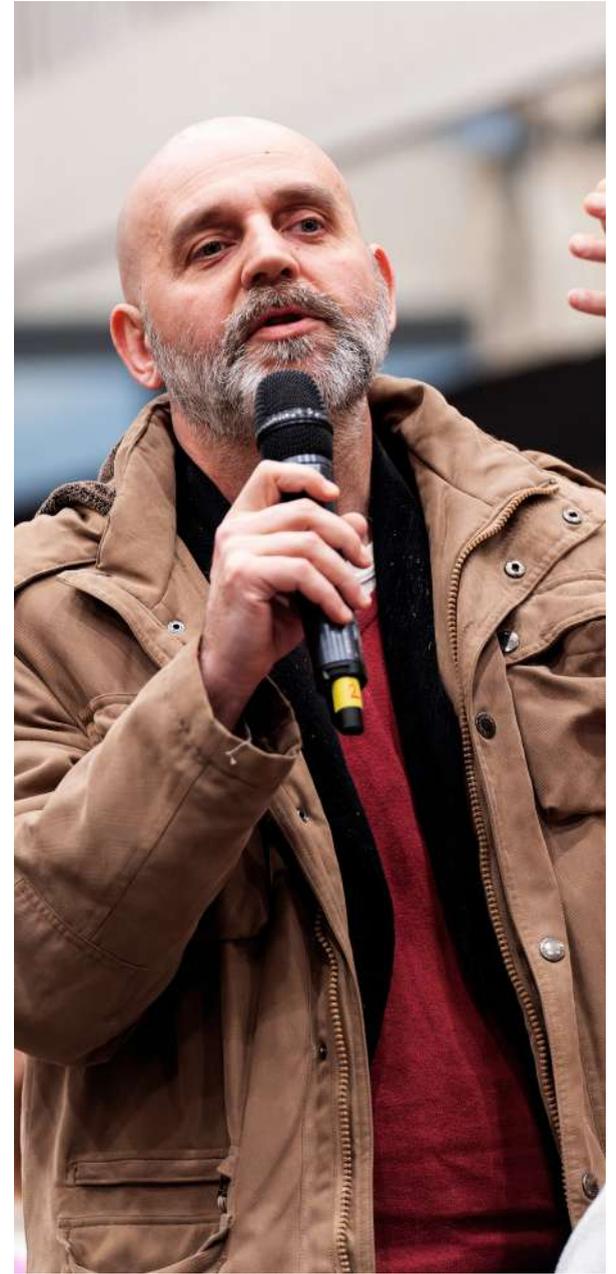
Lydia MUTYEBELE
Députée fédérale



Gladys KAZADI
Députée au Parlement bruxellois



Débat et conclusion







Remerciements





30 ans du Collectif des Femmes



«Cap le monde... une démarche solidaire»
Samedi 7 mai 2011 • 18 heures

COLLOQUE INTERNATIONAL

Femmes et participation politique : Le rôle des femmes migrantes dans la transformation des sociétés européennes

 COLLOQUE INTERNATIONAL 2025



Sensibilisation au droit de vote et engagement citoyen

En 2024, dans un contexte de crises multiples, de montée des discours populistes et, surtout, de multiples élections, il fut essentiel de renforcer l'engagement démocratique des citoyens, notamment des publics les plus marginalisés. Nous avons dès lors intensifié nos efforts en matière d'éducation à la citoyenneté.

Des ateliers de sensibilisation furent organisés dans diverses structures (associations, écoles, événements publics) pour informer les citoyens sur les enjeux du vote, leur importance et les procédures électorales en Belgique.



Lutte contre le racisme et la xénophobie : sensibilisation et actions

Conférences et journées d'étude : comprendre et agir contre le racisme

Une journée d'étude sur les chocs culturels pour explorer les incompréhensions et tensions pouvant émerger dans les interactions interculturelles. Cette activité visait à déconstruire les stéréotypes et à offrir des outils concrets pour favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle.

Une conférence dédiée aux personnes racisées en politique a mis en lumière les barrières systémiques freinant leur accès aux postes de décision et d'identifier des pistes d'action pour une meilleure représentativité et participation politique.

Enfin, une autre journée d'étude sur les discriminations subies par les personnes racisées dans l'accès au logement, à l'emploi et dans l'espace public.

Travail de sensibilisation en milieu scolaire

Conscients de l'importance d'agir dès le plus jeune âge pour lutter contre les préjugés et promouvoir un vivre ensemble basé sur la tolérance et l'égalité, nous avons mis en place plusieurs ateliers de sensibilisation dans les écoles secondaires et supérieures. Ces interventions ont permis d'ouvrir le dialogue avec les jeunes autour des questions de privilèges, de discriminations et de récits migratoires, en utilisant des outils interactifs comme des jeux de rôles et des témoignages.

Formations aux droits des femmes migrantes avec des juristes et expertes de terrain

Organisation de sessions de formation dédiées aux droits sociaux, économiques et politiques. Face aux nombreux obstacles rencontrés par ces femmes — précarité, violences, méconnaissance des procédures administratives —, il était essentiel de leur offrir des outils concrets pour renforcer leur autonomie et leur capacité d'action.

Un accompagnement face aux réalités du terrain

Ces formations ont couvert un large éventail de thématiques.

- Le droit d'asile et la régularisation
- Les violences basées sur le genre
- L'accès à l'emploi et à la formation : droits des travailleuses, reconnaissance des diplômes étrangers, accompagnement dans les démarches administratives et préparation à l'entrée sur le marché du travail.
- Les droits sociaux : couverture santé, allocations familiales, protection sociale et accès au logement.

Un impact durable et des perspectives d'avenir

Grâce à ce projet, de nombreuses femmes ont pu accéder à des services essentiels, mieux comprendre leurs droits et développer une plus grande autonomie sociale et personnelle. La mise à jour de la brochure « Femmes migrantes et informations » a également permis de centraliser des ressources utiles pour ces publics.

Lutte contre la pauvreté des enfants issus des familles monoparentales et migrantes

Soutenu par la Loterie Nationale, ce projet lutte contre la pauvreté et favorise l'inclusion sociale. Il cible surtout les familles monoparentales, souvent composées de femmes migrantes, confrontées à de grandes difficultés. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie de leurs enfants en répondant à leurs besoins spécifiques.

Résilience des femmes d'origine immigrée vivant avec le VIH : cap sur les déterminants sociaux de la santé avec l'AVIQ

Un accompagnement global pour une meilleure inclusion

L'objectif était d'accompagner les femmes allochtones et séropositives. En collaboration avec de nombreuses structures locales (planning familial, CPAS, Croix-Rouge, Fedasil, Réseau Wallon Femmes et Santé), nous avons organisé plusieurs initiatives :

- Mise en place d'une cellule d'accompagnement social et juridique, en partenariat avec le cabinet In Law : une permanence gratuite chaque vendredi a permis d'aider plus de 136 femmes sur des questions de logement, d'emploi et de droit des étrangers.
- Séminaires et formations sur l'accès aux droits : deux formations ont été organisées,

sur la protection internationale, la régularisation et le regroupement familial, permettant aux bénéficiaires une meilleure compréhension de leurs droits.

- Semaine de sensibilisation contre le VIH/SIDA : une campagne d'information a été menée à Louvain-la-Neuve, mettant en avant l'importance du dépistage précoce pour lutter contre la stigmatisation.
- Actions de prévention santé : plusieurs animations ont été réalisées dans des centres d'accueil et maisons maternelles, abordant l'accès aux soins gynécologiques, la nutrition et la santé mentale.

2

FORMATION GENRE

L'invisibilisation des femmes est invisible !

Les mesures, soutenues par la société civile, visent à passer de l'égalité des droits sur le papier à une égalité réelle dans la vie des femmes. L'inégalité se chiffre de manière pragmatique. 3% de femmes ont obtenu le prix Nobel de science. En Europe, 11 % des laboratoires de recherche sont dirigés par des femmes. À la télévision, les femmes sont 42 % à animer les programmes dans la journée. Dans les médias, les femmes représentent 19 % des experts interrogés.

« Le féminisme ne lutte pas contre les hommes, mais contre le sexisme. » (bell hooks)

Les femmes font face à des dangers en ville, mais l'enjeu est surtout de rendre l'espace urbain plus accueillant. Trop souvent, la responsabilité des agressions repose

sur les victimes, ce qui entretient la peur. Des solutions comme l'élargissement des trottoirs peuvent aider, mais restent difficiles à mettre en œuvre politiquement. En demandant aux femmes d'éviter certains lieux ou horaires, on perpétue une insécurité qui les empêche de vivre la ville librement. Toutes développent des stratégies pour rester invisibles.

Avons-nous fait progresser la cause des femmes ?

Lorsque la ministre de la Santé Simone Veil a fait adopter la loi dépenalisant l'IVG en France, en 1974, l'Assemblée nationale comptait 12 femmes sur un total de 577 députés. Une écrasante majorité d'hommes a eu entre ses mains la décision relative au choix des femmes de disposer de leur corps. C'était il y a moins de cinquante ans.

Lorsque le Parlement belge a adopté la même dépenalisation en 1990, elles étaient 19 femmes, sur 212 députés.

3

ÉDUCATION AUX MÉDIAS

L'IA, un outil extraordinaire ?

La frénésie de l'intelligence artificielle a commencé avec le lancement de ChatGPT. 100 millions d'utilisateurs en quelques semaines.

L'IA peut apporter en un temps record des réponses à des questions complexes : elle rassemble des données infiniment supérieures à l'ensemble des encyclopédies et bibliothèques les plus fameuses.

Le FMI insiste sur l'importance d'une approche éthique de l'IA pour garantir l'inclusion et la dignité des travailleurs. Il recommande des protections sociales, car l'IA risque d'aggraver les inégalités de revenus et de richesse.

Les impacts socio-économiques

L'encadrement de l'IA est ce dont nous devons nous occuper en étudiant les impacts socio-économiques de cette déferlante technologique. Les questions d'égalité et d'inclusivité sont au cœur du

développement de l'intelligence artificielle.

Une IA plus sobre et mieux orientée servira davantage le bien commun. C'est un outil puissant, mais c'est à l'humain de le contrôler, pas l'inverse.

Santé des femmes : des actions pour une meilleure autonomie

En collaboration avec le Planning familial et le Réseau wallon de Santé des Femmes, des actions sont menées pour informer, sensibiliser et accompagner les femmes dans la prise en charge de leur santé, afin de renforcer leur autonomie. Des séances d'information ont été organisées pour les résidentes de la maison maternelle de Court-Saint-Etienne.

Ateliers sur la santé reproductive et l'accès aux soins en collaboration avec le Planning familial

- L'IVG et l'importance du libre choix des femmes sur leur corps.
- Le dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) et du cancer du sein, avec une initiation à l'autopalpation et des conseils pratiques sur la prévention.
- L'accès aux contraceptifs et aux soins gynécologiques, en mettant en lumière les barrières d'accès rencontrées par les femmes migrantes.

Après-midi entre femmes

Conçus comme des espaces de détente et de convivialité, ces moments ont permis d'aborder des thématiques essentielles tout en transmettant des outils clés pour l'autonomisation des femmes :

- Le consentement et les violences de genre : débats sur les différentes formes de violences et partage de stratégies pour y faire face.

- La santé des femmes : discussions sur l'accès aux soins, la santé mentale, et la santé reproductive.
- L'autonomisation économique et la participation citoyenne : informations sur les droits sociaux, l'accès à la formation et l'engagement politique des femmes.

Accès à la culture pour toutes : un levier d'émancipation et d'inclusion sociale

De nombreuses femmes migrantes, monoparentales ou en situation de précarité rencontrent des obstacles économiques, sociaux et linguistiques qui les éloignent des lieux culturels et des espaces de loisirs.

Sorties culturelles :

- Visite du Musée de l'Afrique Centrale à Tervuren.
- Sortie au Théâtre Le Vilar pour assister à « Zéphyr ».
- Excursion à la mer à Ostende.

Ces sorties participent à l'émancipation des femmes en leur permettant de mieux comprendre leur environnement, de se réappropriier l'espace public et de renforcer leur sentiment d'appartenance à la société d'accueil.



4

UN TRAVAIL DE RECHERCHE EUROPÉENNE

Autonomisation des femmes migrantes : promotion de l'engagement et la participation citoyenne en Belgique et en Espagne (EMG participation). En partenariat avec Red Latinas

Objectif : accroître la participation politique des femmes migrantes en Belgique et en Espagne

Le projet vise à court terme à identifier les obstacles à l'intégration et à renforcer les compétences des femmes migrantes. À moyen terme, il cherche à accroître leur participation aux décisions locales et européennes.

À long terme, le projet vise à changer les stéréotypes pour favoriser une société plus inclusive. Il se déploie en plusieurs phases : lancement, recherche, dialogue, formation, sensibilisation, évaluation et plaidoyer.

Empower meeting - Rencontre participative et formative

Cette rencontre a eu pour but de créer un espace d'innovation sociale, de transmission de connaissances et de création entre les organisations de femmes qui poursuivent une égalité effective entre les femmes et les hommes. L'objectif était de promouvoir le dialogue entre femmes sur la participation, l'engagement dans le domaine politique ainsi que la mise en réseau des associations féministes. Ensuite, une visite du Parlement européen a été organisée pour mieux comprendre le fonctionnement des institutions européennes et les

moyens de participation citoyenne. Les participantes ont pu rencontrer certaines députées pour discuter de la place des femmes migrantes dans cette institution.

Forum politique

Organisé les 28 et 29 novembre 2024, celui-ci avait pour but de connaître l'idéologie politique des différents partis politiques espagnols sur la migration et le droit des migrants à la participation politique et présenter les revendications de ces femmes à ces partis. Il a rassemblé 130 participant.e.s (dont 108 femmes) originaires de quatre pays européens : la Belgique, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. Cette diversité géographique et de genre a permis des échanges riches sur les enjeux transnationaux de participation politique des femmes migrantes.

Défendre la culture... armer l'avenir

La culture joue un rôle essentiel. Elle nous fait découvrir de nouveaux mondes, nous aide à mieux nous comprendre et à comprendre les autres. Elle exprime nos émotions, nos idées et nos ressentis.

Changer le regard en profondeur

La présence des femmes dans l'animation influence directement les sujets abordés, en apportant un point de vue souvent absent. Le vrai défi, c'est de réussir à s'imposer dans des domaines comme la production, encore très dominés par les hommes. Même si on a les moyens de changer les choses, le plafond de verre des gros budgets reste une barrière, comme dans beaucoup d'autres métiers.

Les luttes contre les inégalités de genre et les violences faites aux femmes se poursuivent.

Nous sommes donc proactives dans la déconstruction des stéréotypes.

Une analyse intersectionnelle nous a permis de constater les nombreux obstacles et le manque d'opportunités rencontrés par les artistes féminines racisées et sexualisées en Belgique.

Nos artistes, des gardiens silencieux de nos tempêtes intérieures.

Nos ateliers sont des lieux où l'on éduque à l'écoute. Les œuvres révèlent dans leur profondeur les complexités de l'expérience humaine oscillant entre le doute et la confiance, la satisfaction et le désir, la force et la vulnérabilité, la contemplation et le détachement.

CEC

**Centre d'Expression et de
Créativité**

Ateliers d'arts

Stylisme UPCYCLING

Ateliers WAW



Regards Pluri'elles

Centre d'expression et de créativité
de la Communauté française



1

LES ATELIERS D'ARTS

Nos artistes, des gardiens silencieux de nos tempêtes intérieures.

Nos ateliers sont des lieux où l'on éduque à l'écoute. Les œuvres révèlent dans leur profondeur les complexités de l'expérience humaine oscillant entre le doute et la confiance, la satisfaction et le désir, la force et la vulnérabilité, la contemplation et le détachement.

Une trace de moments forts de l'exil

Dans nos ateliers, les moments de joies et d'émotions, d'exils partagés permettent de faire face aux épreuves et de tisser des relations.

Une pratique artistique influence sur le bien-être, l'engagement citoyen et la participation à la vie publique.

Dans un monde marqué par les conflits, certaines œuvres veulent transmettre un message de résilience.

Expression citoyenne

Le CEC Pluri'Elles est ancré depuis sa création dans la lutte pour les Droits des Femmes et il est toujours vigilant vis-à-vis des Droits Citoyens des Femmes d'ici et d'ailleurs.

Nous avons constaté que le passage par les ateliers a rouvert des portes aux femmes et entre autres, la lecture et les discussions des biographies des artistes-peintres, musiciennes, chanteuses. Cela a donné des pistes de réflexion importantes complémentaires aux pratiques créatives.

Depuis le commencement, notre CEC est l'expression citoyenne qui fait partie intégrante de toutes nos démarches.

L'art comme élément d'épanouissement individuel et collectif

Notre centre est un lieu où chacune peut apprendre des techniques et réaliser son projet. Coudre ensemble, créer une peinture, participer à une exposition ou en visiter une sont autant d'occasions de s'exprimer artistiquement et de partager des moments avec les autres.

2024 : de nouveaux défis, des créations

Nous avons poursuivi les ateliers avec notre objectif inchangé : la libération des femmes des innombrables entraves qui bloquent leur parcours. Nous avons invité les femmes à explorer leur propre univers, à être vigilantes face à la violence, à déconstruire des paradigmes tels que l'amour romantique, les femmes sacrificielles, etc., et à agir.

Ainsi, ces ateliers inspirent les femmes de tous horizons et de tous âges, suscitant des vocations artistiques et les consolidant, tout en participant activement aux débats de société pour obtenir des changements qui donnent une véritable visibilité et une place aux femmes d'ici et d'ailleurs dans l'art et la culture.

Thématiques Arts et Sociétés

- Migrations
- Ecoféminisme décolonial
- Mémoires Collectives
- Violences Plurielles
- Décoloniser notre regard
- Focus sur l'Histoire, la place des femmes
- Stéréotypes et Violence



Nos projets socio-artistiques

Les mémoires collectives

Le devoir de mémoire : le travail créatif laisse une trace d'un regard critique historique, esthétique et éthique au moment de revisiter le passé et de redessiner le tracé de l'Histoire.

Le travail plastique sur une post-mémoire nous a demandé de la réflexion pour la conception et la réalisation des images justes. Le dépouillement a été impératif.

Les actions plastiques sur la Mémoire Collective ont été portées aussi sur la thématique de l'Ecoféminisme et les luttes de résistance dans les territoires de l'Amérique latine.

Déconstruire, décoloniser le regard

L'intersectionnalité a permis d'interroger l'Histoire de l'art souvent marquée par l'eurocentrisme et la domination masculine. C'est un outil puissant pour décoloniser l'imaginaire, repenser la place des femmes et questionner sur les appréhensions systémiques qui ont façonné notre regard.

« Créer pour résister », l'art comme acte féministe

Allier la création artistique et la lutte pour les droits des femmes pour donner une voix aux femmes à travers l'art et sensibiliser sur l'invisibilité et les oppressions de genre.

Encourager l'expression et l'empowerment des femmes à LLN et à Bruxelles dans les espaces collectifs et inclusifs.

Migrations, Arts, Genre et Politiques

- Diverses journées d'étude, expositions porteuses d'émancipation.
- Autoportraits migratoires
- Les violences structurelles et systémiques faites aux femmes
- Chocs culturels
- Femmes et droits : quelles luttes ?
- Les femmes au cœur de la Justice climatique
- Cocréation fresque murale, Marche Mondiale des femmes
- La Culture à géométrie variable, Racisme et sexisme dans les institutions culturelles
- Urgences... Images, peintures, récits. Un hommage à la force et au courage des femmes.
- Exposition : Inégalités et violences de genre dans l'espace public, les problématiques du logement et de l'emploi. Maison Amazone, projet Equal... pour créer un réseau collaboratif favorisant l'intelligence collective.
- Créadorces-intersectionnalité-genre-Art-Migration.
- Questionner les notions d'appartenance, d'exil et de transformation.
- Festival des droits humains au féminin
- Exposition « Femmes du Monde », résistance.

2

STYLISME UPCYCLING

Un esprit d'ouverture intersectorielle, une plateforme d'innovation et de création

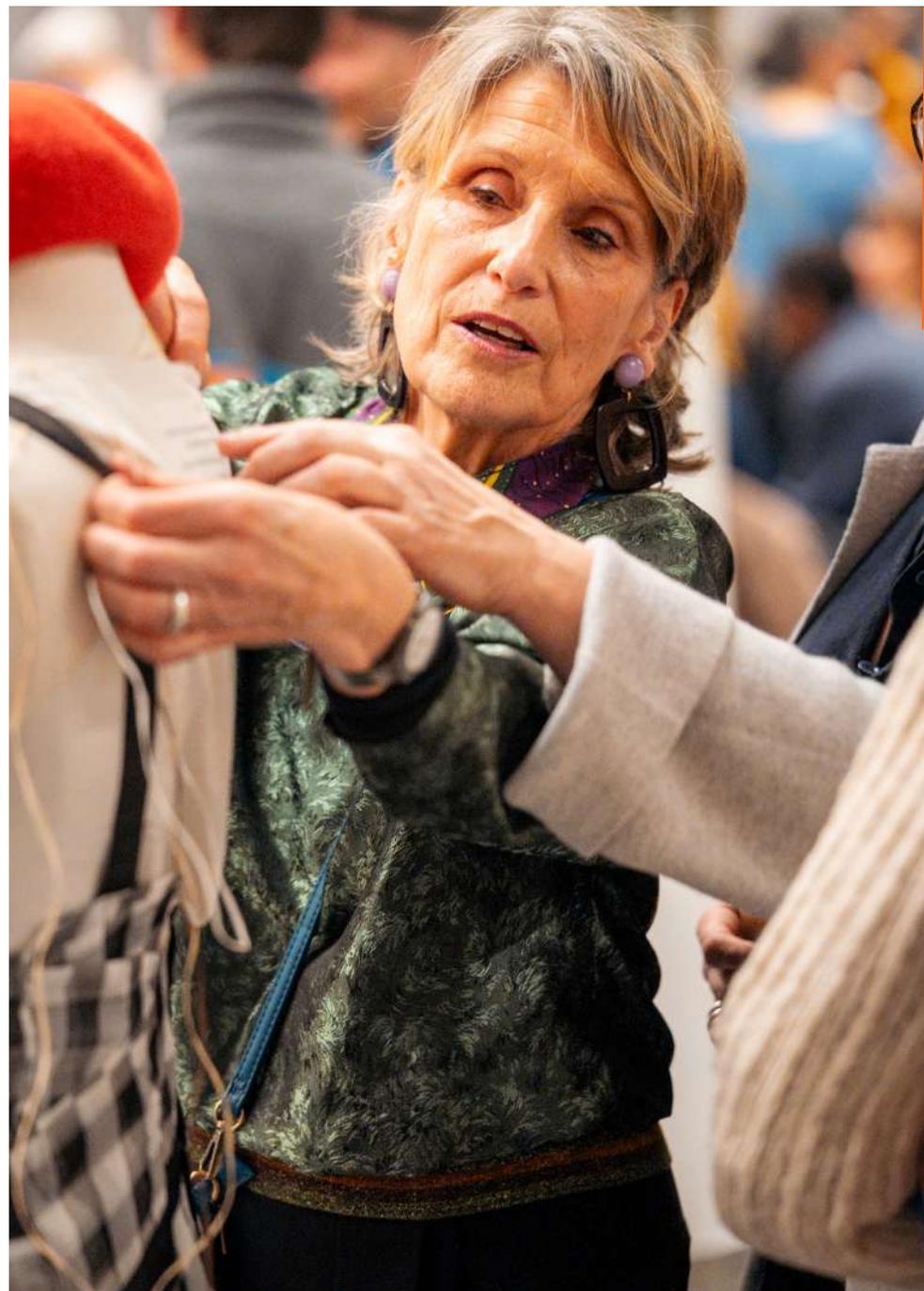
Il est ici question de combiner l'apprentissage du design textile avec une approche sociale et communautaire, dans le cadre d'une dynamique sud-nord/nord-sud.

La mode est-elle démodée ?

Surproduction, gaspillage, impact environnemental... En quête d'une façon de s'habiller durable et respectueuse, et convaincues de la légitimité de leur approche, les femmes recyclent, inventent et recherchent des chutes de tissu en faveur d'une étiquette plus propre.

Militantisme subtil : créer le dialogue pour dépasser les préjugés

Nos stylistes font bouger les lignes et jettent des ponts entre l'héritage, la tradition et la street culture. Les tissus africains et asiatiques s'invitent dans les dressings du monde entier. Cette notion de transversalité est le fil conducteur de tous nos ateliers artistiques. Un hommage aux artisan.e.s, qui vise à rendre ces mélanges de cultures encore plus fluides et logiques.



3

ATELIERS WAW

L'atelier en fil continu

« Au départ de techniques de patronage de base, chacune s'approprié son apprentissage. Choix de tissus, montage textile, mixage de matières, technique d'application. Chaque approche est différente. La diversité des résultats est aussi riche que les origines culturelles des femmes qui s'impliquent avec enthousiasme dans cet atelier. »

Un modèle d'épanouissement et d'inclusivité

Une mode éthique, un métissage de genres

Un défilé à l'initiative de Françoise Pendville (Bruxelles) et Sadky (Bénin), sous la direction artistique Laurent Blondiau, saxophoniste et chef d'orchestre de Bakanai. Défilé assuré par les participantes aux ateliers et par des mannequins de tous âges (18 à 85 ans) et de toutes cultures.

Faire du sur mesure adapté

Une collection jaune acier avec des matériaux recyclables. Au départ d'un nuancier commun et à l'aide de wax du Bénin dans les mêmes tons, nous avons créé une ligne stylistique. Une collection cohérente, audacieuse et facile à porter, qui intègre un maximum de matériaux recyclés.

Cette vision proactive permet de créer des vêtements dans nos ateliers, qui ont été choisis pour leur savoir-faire et pour l'éthique de la démarche « slow fashion ».



ACTIVITÉS 2024

Exposition « La trame en damier »

L'exposition est le résultat d'une exploration des notions de fil, de tissage et de mémoire collective. Elle met en lien les pratiques textiles et picturales avec les enjeux féministes..

Broderie écoféministe – une expression contestataire dans la lutte des droits des femmes – Maison du Développement Durable

Apprendre à broder en associant l'artisanat et la défense de l'environnement.

Visite dans l'atelier de l'artiste et styliste Véronique Descamps

Être et paraître – Stylisme, développement personnel et empowerment

S'habiller, c'est aller à la rencontre de soi-même. Un espace de valorisation, d'émancipation et d'insertion sociale.

DEUX PROJETS SOCIO-ARTISTIQUES POUR 2025 :

- Art et politique
- Upcycling, fils et traces





COOPERATION
INTERNATIONALE



1

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Une démarche qui repose sur notre expertise de terrain, notre vision féministe et notre volonté de renforcer la protection et l'autonomie des femmes migrantes

Sensibilisation et défense des droits des femmes migrantes, à travers des échanges avec des ambassades (comme celle du Mexique en Belgique) et des organisations soutenant les femmes latino-américaines en Europe. L'objectif est d'accroître la visibilité du parcours des femmes migrantes, d'améliorer leur accueil institutionnel et de favoriser une réponse coordonnée face aux violences basées sur le genre.

Participation à un conservatoire diplomatique

Thématique : « Comment les femmes contribuent-elles au développement des femmes dans le contexte migratoire ? »

Développement de formations pour les institutions diplomatiques
Présentation de notre programme de formations à l'intention des consulats, ambassades et acteurs de première ligne. Cette formation a

été conçue dans le cadre d'un projet européen réalisé cette année, avec la participation de l'Université catholique de Louvain et du cabinet d'avocats InLaw (fondé par la professeur Sylvie Sarolea).

La formation sera assurée par le Collectif des Femmes et par le Mouvement pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, sur la base de notre expertise.

Prise en considération de la santé mentale des femmes

Il est crucial d'inclure la santé mentale des femmes migrantes dans les réponses institutionnelles.

Construction d'un réseau transnational latino-européen

Il s'agira de coordonner la création d'un réseau belge (2025), puis européen (2026).

Réunion de travail bilatérale ou multilatérale et colloque international avec l'ambassade du Mexique, en partenariat avec le Collectif des Femmes

L'objectif est de représenter la diversité des enjeux abordés : violences, accès aux droits, parcours migratoires, santé mentale, coordination interinstitutionnelle.

Nous proposons également d'organiser un conservatoire élargi, selon le même modèle que celui du 8 mai, mais ouvert à un public plus large : associations, universitaires, journalistes, institutions et toute personne concernée ou engagée dans ce processus.

Valoriser le mélange culturel avec les deux stylistes Françoise Pendville et Sadky

L'idée est de valoriser l'origine et l'histoire du vêtement, du dessin ou de la technique utilisée.





NOS PERSPECTIVES DES PISTES POUR L'AVENIR

Accueillir les soupirs de la vie...Une approche globale

Une Clinique de l'Exil à Louvain-la-Neuve

Une équipe mobile pour accompagner les personnes en situation d'exil et de vulnérabilité

De nombreuses personnes exilées vivent dans une grande précarité. Leur parcours difficile et le manque d'accueil aggravent leur mal-être, provoquant parfois des troubles psychiques, de l'auto-agressivité ou de l'automédication.

Ce projet, en collaboration avec la Clinique Saint-Pierre, vise à offrir un bon accompagnement psycho-médico-social et à mieux faire connaître la réalité et les besoins des personnes migrantes. Leur accès aux soins sera un enjeu majeur dans les années à venir et fait partie des objectifs du Plan social-santé intégré. L'équipe travaillera aussi sur la réduction des risques, en traduisant les supports de prévention et en créant des documents accessibles pour les personnes migrantes. On sait désormais que la régularisation améliore aussi la santé mentale.

Donner la parole, c'est aussi offrir des conditions d'écoute. Nous avons, pour ce faire, besoin de plus de professionnels formés et engagés. Le partenariat avec les acteurs de terrain de la Clinique Saint-Pierre est une réelle opportunité de mutualiser les connaissances. Nous attendons depuis plus d'un an que la Région wallonne se positionne sur ce projet.

Participation politique et citoyenne des femmes migrantes

• **Empower Meeting – Rencontre participative et formative**

Cette rencontre réunira des femmes migrantes, des activistes, des expertes politiques et des associations féministes afin de favoriser le dialogue et le partage de connaissances.

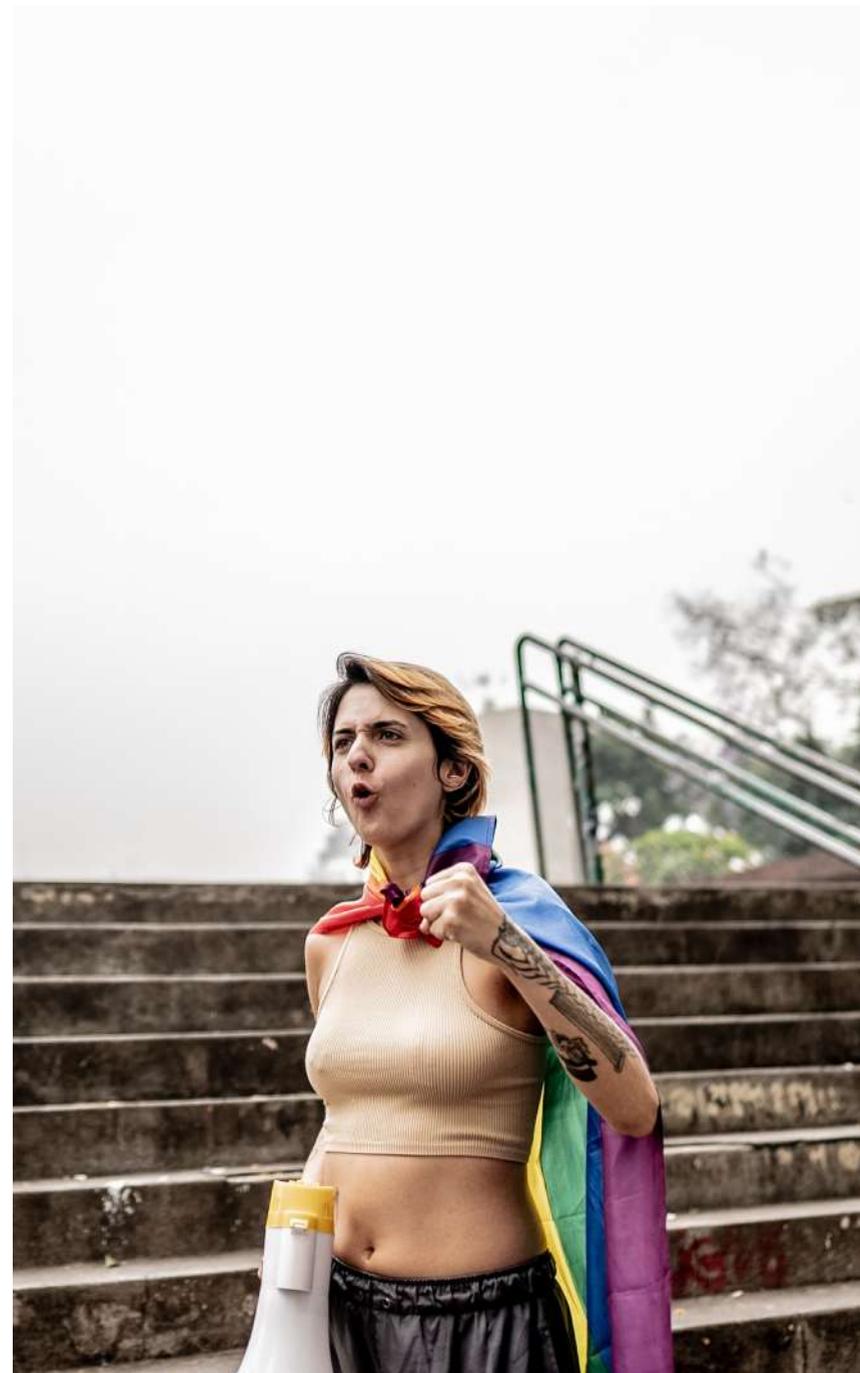
• **Colloque international : construction d'une Europe inclusive** –

Dynamique d'empowerment et d'engagement citoyen des femmes migrantes – mars 2026. Cet événement vise à étendre la portée des voix des femmes migrantes.

• **École politique en ligne**

L'objectif est de former les femmes migrantes à la participation politique et aux systèmes formels et informels de participation en Europe, en Espagne et en Belgique, afin d'éliminer les barrières et les obstacles qu'elles rencontrent dans ce domaine.

- **« L'insécurité des étudiants » avec l'UCLouvain.** Présentation des violences invisibilisées et du rôle des réseaux sociaux ; de l'accompagnement des victimes de violences au sein du campus de l'université ; ainsi que de notre travail avec la cellule Together pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles à l'encontre des étudiant.e.s
- **Journée d'étude « Femmes migrantes victimes de violences par un partenaire intime – amélioration de l'accompagnement »** Présentation de notre étude européenne sur les violences entre partenaires dans un contexte migratoire.
- **Déconstruction des stéréotypes de genre dans l'éducation et les métiers**
Un projet pour l'égalité, avec le soutien d'Alter Égales et de l'Association Générale des étudiants. Les inégalités de genre persistent dans le choix des parcours académiques et professionnels. Le projet vise à déconstruire ces stéréotypes et à favoriser une plus grande mixité dans les domaines traditionnellement genrés, notamment les STEAM (sciences, technologie, ingénierie, arts et mathématiques).
- **Lutte contre le racisme et la xénophobie**
Un combat ancré dans l'éducation permanente. Nous poursuivrons plusieurs actions clés : animations en milieu scolaire ; formation des adultes ; journées d'étude et conférences et projets interculturels.
- **21 mars : Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**
Cette journée est un symbole fort pour notre travail. Nous mènerons des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux et dans l'espace public.



L'année à venir sera périlleuse et mouvementée

Ukraine, Moyen-Orient, tensions en mer de Chine... Les conflits saillants de l'année qui s'achève sont toujours là et ont révélé l'impuissance du vieil ordre mondial. Ces guerres, l'évolution démographique, le changement climatique et la montée des régulations résonneront encore au cours des prochains mois.

2024 fut une année électorale chargée, marquée par la montée en puissance des partis populistes, qui pourrait bien entraîner une multiplication des barrières protectionnistes l'an prochain.

C'est armer l'avenir que d'investir dans la culture, dans les arts et les sciences, parce que c'est vouloir croire que la vie est plus intéressante que la guerre. Le monde est en profonde mutation et il est grand temps d'en prendre soin.

Prenez le temps des joies simples et des moments partagés. Ces moments si rares nous offrent une pause bienvenue dans le tourbillon des conflits qui déchirent le monde, des désaccords politiques qui nous désespèrent et des pressions professionnelles qui fatiguent.

Écouter nos frères humains, entendre le silence, apprendre à écouter le monde et à se recentrer sur l'essentiel.





Conclusion

« Je suis persuadé qu'un sursaut demeure possible. Il m'est difficile de croire que l'humanité se résignera docilement à l'anéantissement de tout ce qu'elle a construit » (Amin Maalouf)

La route est longue, mais il n'est pas interdit de regarder l'horizon en marchant.

Alors que le monde semble osciller entre désillusion et quête de renouveau, une vraie démocratie pour l'humanité invite chacune et chacun à repenser sa place dans la société et à participer autrement à la construction d'un avenir collectif.

On voit que la guerre, qui a causé tant de souffrances au cours des siècles et que l'on croyait désormais bannie du continent, pourrait revenir sous n'importe quel prétexte, par la volonté d'un dirigeant qui s'estime lésé.

Les aléas de l'Histoire ont laissé dans toutes les régions du monde des conflits mal réglés, des frontières mal tracées, des blessures mal cicatrisées.

Si chaque communauté humaine qui s'estime lésée, menacée ou victime d'injustice s'arroge le droit de recourir à la force, la Terre entière ne sera plus qu'une jungle sanglante.

Imposer la loi du plus fort avec une totale indifférence pour les autres à commencer par les plus fragilisés?

Sidérer la planète à coups d'humiliations, d'intimidations ou de violences occupe actuellement le terrain médiatique, mais provoquera des conséquences aussi nombreuses que complexes.

Face à cette dérive, ne restons pas abasourdis ni paralysés.

Défendons nos valeurs avec pragmatisme et détermination

Comme la route est longue

Tout nous contraint à voir au-delà des intérêts nationaux et partisans pour privilégier un intérêt communautaire plus que jamais vital.

L'Europe doit prendre sans délai des décisions d'une ambition inédite en termes de financement, de solidarité, d'efficacité. Nous devons faire preuve d'audace pour réformer l'Union européenne, pour la rendre plus agile, plus efficace, plus intégrée. Le sursaut est indispensable, sans quoi la voix de l'Europe sera écrasée par les bruits d'un monde de plus en plus brutal.

La démocratie est-elle endeuillée? Au sens où elle éprouve un deuil plus global, celui des valeurs concédées dans l'urgence, des certitudes, des accès relativement équitables aux services publics.

les sociétés démocratiques veulent restaurer la confiance, elles doivent consolider leur approche ho-

listique de proximité et prioritairement reconnaître les traumatismes, les incuries liées aux nouvelles formes d'effractions du réel dans un contexte de vulnérabilité systémique.

Les jeunes générations savent pertinemment que la crise climatique va impacter leur destin de façon violente et inévitable, leur imposant des renoncements. Cette aventure de la dignité en action est sans nul doute le seul chemin viable pour expérimenter, malgré tout, des épopées communes et solidaires.

La reconquête d'un temps « politique » sera dédiée au soin des personnes et à la prise en considération de leur vulnérabilité, la reviviscence de la qualité des relations interpersonnelles et à la refonte du pouvoir d'agir du sujet, de sa capacité d'autonomisation.

Christiane De Wan

Témoignages

Said Osman

Ancien bénéficiaire de Tremplin pour la vie, aujourd'hui accompagnateur au sein de l'équipe Tremplin

« Les roues de mon vélo glissaient sur l'asphalte verglacé. Le froid de l'aube s'insinuait entre mes vêtements et engourdissait mes doigts. La ville dormait encore lorsque je quittais le centre des réfugiés, seul, dans l'obscurité, sous la neige glacée. Chaque jour, sans exception. 25 kilomètres à l'aller, 25 au retour. Dans le silence, seuls le bruit des roues et ma respiration accompagnaient mon chemin. Ces jours furent parmi les plus durs de ma vie. Une année est passée, mais j'avais l'impression d'avoir vieilli de dix ans.

Une année s'écoula. Une année de labeur, de fatigue, d'attente. Puis, soudain, une porte s'ouvrit : l'acceptation à Access2University — une lueur d'espoir dans l'obscurité. Mais l'espoir ne suffit pas toujours. Je n'avais pas de toit. Les nuits passaient et l'espoir s'amenuisait. J'étais sur le point d'abandonner, jusqu'à ce que Louvain-la-Neuve entre dans ma vie et m'ouvre ses bras.

Alexis Broeders, accompagnateur social au sein de Tremplin pour la vie et professeur de français dans le cadre du programme Access2University, ne cessait de m'encourager à rejoindre le programme en at-

tendant de trouver un toit. Il envoya une requête à tout le réseau de Tremplin pour la vie, en expliquant que mon problème de logement me freinait dans mon élan d'entreprendre des études.

Quelques jours plus tard, une clé reposait dans ma main. La clé d'un petit logement. (...)

J'ai trouvé une opportunité de travail avec le Collectif des Femmes. Cela fait moins d'un mois que j'y travaille, mais l'impact sur ma vie est immense. Chaque jour, j'apprends de nouvelles choses. Mes collègues sont plus que des collaborateurs : ils sont une famille. Cet endroit est une école de la vie pour moi. Je tiens à exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont croisé mon chemin et m'ont tendu la main. Cette association est une porte vers la réussite. Mon voyage n'est pas terminé, mais l'obscurité n'est plus la même.

Dominique Langendries

Professeur de français bénévole

En mai 2022, j'ai rencontré une « prof alpha » de Molenbeek qui parlait avec passion de ses classes de femmes maghrébines : elle expliquait que son rôle de professeur allait bien au-delà de l'enseignement de la langue (elle « sortait » ses apprenantes dans les musées, aux Serres de Laeken...) et que, pour elle, son métier faisait sens tous les jours. Son enthousiasme a été communicatif et j'ai exploré cette piste pour pouvoir effectuer un bénévolat.

Enseigner à des apprenant.e.s en alphabétisation ou en français langue étrangère, pourquoi pas ? Je suis ainsi rentrée en contact avec le Collectif des Femmes à Louvain-la-Neuve pour proposer mes services. Ils m'ont engagée pour trois heures de bénévolat par semaine, de septembre 2022 à juin 2023, dans le cadre du projet Tremplin pour la vie (projet d'intégration pour les réfugié.e.s et demandeur.euse.s d'asile : logement, formations, suivi social, etc.). Ce projet, qui s'est étalé sur une année scolaire, m'a beaucoup plu.

Ce bénévolat m'a beaucoup apporté en tant que personne. Mon regard et mon écoute ne seront en effet plus jamais les mêmes vis-à-vis des conflits en Ukraine, en Syrie, au Soudan ou en Érythrée, ou encore vis-à-vis de certaines questions de racisme – conscient ou inconscient.

Rodas Alexander

Bénéficiaire du projet et aujourd'hui travailleuse au sein de l'équipe Tremplin pour la vie

Je suis Rodas Alexander. Je suis réfugiée en Belgique depuis 2021. Quand je suis arrivée en Belgique, j'étais dans un centre de la Croix-Rouge pour demandeurs d'asile.

Je voulais trouver un logement pour m'installer avec ma fille et j'ai contacté Tremplin pour la vie, parce que c'était difficile pour moi de comprendre le système belge, les lois, les transports et la langue.

(...)

Avec la difficulté de la langue, c'était difficile pour moi de comprendre tout cela. J'ai commencé les cours de français dans le courant de l'année 2021. En 2022, j'ai suivi des cours d'intégration et de citoyenneté pendant deux semaines. Par la suite, j'ai commencé une formation d'agent administratif et j'ai effectué mon stage au sein de Tremplin pour la vie, après quoi j'ai obtenu mon certificat d'agent administratif.

Aujourd'hui, je travaille comme accompagnatrice sociale au sein de Tremplin pour la vie. Cela m'a récemment permis d'obtenir une maison sociale. Je remercie le Collectif des Femmes et Tremplin pour la vie pour le magnifique travail qu'ils ont accompli et pour l'aide morale qu'ils m'ont apportée tout au long de mon parcours d'intégration en Belgique. La lumière brille à l'horizon de ma vie.

SOMMAIRE

Introduction.....	02 à 30
45 ans du Collectif des femmes.....	31 à 49
Un projet pilote.....	50 à 61
Méthodologie.....	62 à 86
Travail de proximité.....	87 à 108
Formations de base.....	109 à 116
Formations d'insertion socioprofessionnelle.....	117 à 128
Education permanente.....	129 à 172
Formations artistiques CEC.....	173 à 180
Coopération international.....	181 à 187
Conclusion.....	188 à 189
Témoignages.....	190 à 191